

Extraits de Kropotkine et la Grande Guerre. — Les anarchistes, la CGT et la social-démocratie face à la guerre



2018 marque le centenaire de la fin de la Première guerre mondiale. J'ai rassemblé quelques chapitres de *Kropotkine et la Grande Guerre. — Les anarchistes, la CGT et la social-démocratie face à la guerre* (Éditions du Monde libertaire), qui avait été publié en 2014 pour marquer le début de la guerre.

Rene Berthier

BAKOUNINE, Lettre à un Français, 27 août 1870

« Ah! si la France était envahie par une armée de prolétaires Allemands, Anglais, Belges, Espagnols, Italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail et du prolétariat, j'aurais été le premier à crier aux ouvriers de la France : « Ouvrez leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissants du monde bourgeois ! Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, ce n'est point une invasion démocratique et sociale, c'est une invasion aristocratique, monarchique et militaire. Les cinq cents ou six cents mille soldats allemands qui égorgent la France à cette heure sont les sujets obéissants, les esclaves d'un despote qui est tout entiché de son droit divin, et dirigés, commandés, poussés comme des automates, par des officiers et des généraux sortis de la noblesse la plus insolente du monde, ils sont – demandez le à vos frères les ouvriers de l'Allemagne – les ennemis les plus féroces du prolétariat. En les recevant pacifiquement, en restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme, de l'aristocratie et du militarisme allemand sur le sol de la France, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité, avec toutes leurs espérances d'un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire. Car celui-ci leur commande, dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, de détruire ces bandes féroces du despotisme allemand, comme elles-mêmes ont détruit les bandes armées du despotisme français, d'exterminer jusqu'au dernier soldat du Roi de Prusse et de Bismarck, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de la France.

« Les ouvriers, par cette attitude passive, veulent-ils se venger des bourgeois ? Ils se sont déjà vengés ainsi, une fois, en Décembre, et ils ont eux-mêmes payé cette vengeance par vingt ans d'esclavage et de misère. Ils ont puni l'affreux attentat des bourgeois de Juin, en devenant eux-mêmes les victimes de Napoléon III, qui les a livrés, pieds et mains liés, à l'exploitation des bourgeois. Cette leçon ne leur aurait-elle point paru suffisante, et veulent-ils, pour se venger encore une fois des bourgeois, devenir aujourd'hui, pour vingt ans de plus et davantage peut-être, les

esclaves et les victimes du despote prussien, qui ne manquerait pas de les livrer à son tour à l'exploitation de cette même bourgeoisie ?

« Se venger toujours sur son propre dos et au profit de ceux-là mêmes dont on se propose de tirer vengeance ne me paraît pas très spirituel, et c'est pourquoi il m'est impossible de croire à la véracité des rapports des correspondants allemands. Les ouvriers si intelligents de Paris peuvent-ils ignorer que la victoire définitive des Prussiens signifierait la misère et l'esclavage du prolétariat français beaucoup plus encore que l'humiliation et la ruine de la bourgeoisie de la France ? Pourvu qu'il y ait matière à exploitation, pourvu que la misère force le travailleur de vendre son travail à bas prix au bourgeois, la bourgeoisie se relève, et toutes ses pertes momentanées finissent toujours par retomber sur le prolétariat. Mais le prolétariat français, une fois enchaîné par les Prussiens, ne se relèvera pas de longtemps, à moins que les travailleurs de quelque pays voisin, plus énergiques et plus capables que lui, ne prennent l'initiative de la révolution sociale. »

Débats sur la guerre au sein de la Première internationale

Les débats au sein de la Première internationale avaient permis de dégager les principes généraux d'action si une guerre devait éclater : les prolétaires n'étaient pas concernés par les enjeux des conflits entre États et entre capitalismes rivaux : ils déclencheraient une grève générale pour paralyser toute possibilité de poursuivre le conflit.

Une résolution du congrès de Lausanne, en 1867, affirme que « la guerre pèse principalement sur la classe ouvrière, en ce qu'elle ne la prive pas seulement des moyens d'existence, mais qu'elle l'astreint à verser le sang du travailleur ». Pour supprimer la guerre, dit la résolution, « il ne suffit pas de licencier les armées », il faut encore « modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production ». Cependant, la résolution ne propose pas de moyen particulier pour empêcher les guerres.

Le congrès suivant, à Bruxelles en 1868, aborde les moyens. Les peuples peuvent « diminuer dès maintenant le nombre des guerres en s'opposant à ceux qui les font ou les déclarent » : dans la mesure où ce sont surtout les classes ouvrières qui sont soumises au service militaire, elles ont le moyen d'arrêter la guerre : en effet, « le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certains temps ». Il suffit donc aux producteurs « de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques ».

Le congrès de Bruxelles de l'Association internationale des travailleurs invite donc tous les sections de l'organisation

« ...à agir avec la plus grande activité pour empêcher une guerre de peuple à peuple, qui aujourd'hui ne pourrait être considérée que comme une guerre civile, parce que, faite entre producteurs, elle ne serait qu'une lutte entre frères et citoyens ».

« Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs. »

Malgré ces dispositions, il faut noter que Marx ne s'est jamais dispensé de prendre position pour l'un ou l'autre belligérant dans les guerres qui ont éclaté de son vivant. Alors même qu'une résolution contre la guerre avait été

votée en 1868 à Bruxelles, Marx prend résolument position pour l'Allemagne, au début de la guerre franco-prussienne. Il accorde aux ouvriers allemands le droit de défendre leur pays, car il considère que la guerre est pour eux « défensive ». Pour justifier cette position, il a recours à tout l'appareil conceptuel du « matérialisme historique ». Lorsque, après la défaite française et l'éclatement de la Commune – c'est-à-dire lorsqu'il ne peut décidément plus s'en tenir à la guerre défensive pour les Allemands, il accorde cette fois aux ouvriers français le droit de défendre leur pays.

En 1870, Marx avait expliqué que la victoire allemande signifiait la victoire du socialisme allemand sur le socialisme français :

« La prépondérance allemande transfèrera en outre, le centre de gravité du mouvement ouvrier de l'Europe occidentale, de France en Allemagne ; et il suffit de comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866¹ jusqu'à présent, pour voir que la classe ouvrière allemande est supérieure à la française tant au point de vue théorique qu'à celui de l'organisation. La prépondérance, sur la scène mondiale, du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de *notre* théorie sur celle de Proudhon². »

Le 4 septembre 1870, l'Empire français s'écroule sous les coups de l'armée prussienne. Aussitôt la section française de l'AIT lance un appel internationaliste demandant aux travailleurs allemands d'abandonner l'invasion et proposent une alliance fraternelle qui poserait les fondements des États-Unis d'Europe³. Les socialistes du Jura bernois publient dans leur journal, la *Solidarité*, un appel à tous les membres de l'Internationale pour qu'ils se préparent à une intervention armée en faveur de la République française « qui représentait la liberté en Europe » et dont la cause était celle de tous les peuples libres « contre l'ennemi commun de tous les socialistes européens, l'Allemagne ». Celle-ci personnifiait à leurs yeux le despotisme

¹ La Prusse vainquit l'Autriche en 1866 lors de la bataille de Sadowa. Dès lors, l'empire des Habsbourg se trouva exclu de toute intervention dans l'Allemagne du Nord.

² Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870.

³ « Frères d'Allemagne, Au nom de la paix, n'écoutez pas les voix stipendiées ou serviles qui chercheraient à vous tromper sur le véritable esprit de la France.

« Restez sourds à des provocations insensées, car la guerre entre nous serait une guerre fratricide. Restez calmes, comme peut le faire, sans compromettre sa dignité, un grand peuple fort et courageux.

« Nos divisions n'amèneraient, des deux côtés du Rhin, que le triomphe complet du despotisme. » (Publié dans le *Réveil* du 12 juillet 1870.)

et la réaction. L'inspiration bakouninienne de cette déclaration est évidente. *La Solidarité* fut suspendue par le Conseil d'État suisse. Bakounine à l'évidence épousait totalement la cause de la France, qu'il identifiait à la cause de la liberté et de l'humanité. Kropotkine fera la même analyse, mais dans un contexte différent.

Aux Internationaux de Lyon, Bakounine écrivit alors :

« Le mouvement patriotique de 1792 n'est rien en comparaison de celui que vous devez faire maintenant, si vous voulez sauver la France d'un esclavage de 50 ans, de la misère, de la ruine, de l'avilissement et de l'anéantissement,. Donc, levez-vous tous, amis, au chant de la Marseillaise qui redevient aujourd'hui le chant légitime de la France, tout palpitant d'actualité, le chant de la liberté, le chant du peuple, le chant de l'humanité, car la cause de la France est redevenue enfin celle de l'humanité. En faisant du patriotisme, nous sauverons la liberté universelle ⁴... »

Selon Bakounine, les ouvriers français ne doivent pas rester passifs face à l'invasion allemande, faute de quoi « ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ». Il est donc évident que la classe ouvrière doit *prendre parti* dans ce conflit, faute d'avoir pu l'empêcher. Bakounine prend en quelque sorte le contrepied de l'attitude que Marx adopta tout d'abord : quoi que le conflit opposât deux États capitalistes, la défaite de la France conduira à l'écrasement d'une des deux formes de socialisme qui se confrontaient alors sur la scène européenne. Les ouvriers français *ne pouvaient pas ne pas prendre position*. La différence entre Bakounine et Marx réside tout de même dans le fait que Bakounine appellera à transformer la guerre entre États en une guerre révolutionnaire – ce que Marx ne fit jamais.

La social-démocratie allemande répond favorablement à l'appel des Français, et ses dirigeants sont immédiatement arrêtés. Parmi eux se trouvent Wilhelm Liebknecht et August Bebel qui, déjà en juillet, s'étaient abstenus lors du vote des crédits de guerre, en déclarant qu'on ne saurait choisir entre Bismarck et Napoléon III. Malgré ses divergences avec la social-démocratie allemande, Bakounine n'hésita pas à « rendre justice aux chefs du parti de la démocratie socialiste » et à tous ceux qui eurent le

⁴ Lettre à Albert Richard, 23 août 1870.

courage de « parler un langage humain au milieu de toute cette animalité bourgeoise rugissante »⁵. L'appel lancé par les ouvriers français est qualifié par Marx de « ridicule ». Il a, dit-t-il, « provoqué parmi les ouvriers anglais la risée et la colère »⁶. Marx fait à ce moment-là grand cas des ouvriers anglais, et surtout des dirigeants ouvriers avec qui il entretient des rapports équivoques : il avait besoin d'eux pour conserver le contrôle sur le Conseil général de l'Internationale. Cet appel était jugé par Marx trop radical pour être accepté par les dirigeants syndicaux anglais. De fait, ces derniers traitèrent plus tard les communards de « bandits »...

Le 7 septembre, Engels écrit que les ouvriers français « prétendent à présent, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république, que les Allemands doivent immédiatement quitter le sol sacré de la France sans quoi : guerre à outrance ! C'est tout à fait la vieille infatuation. (...) J'espère que ces gens reviendront au bon sens une fois la dernière griserie passée, sans quoi il deviendrait diablement difficile de continuer avec eux des relations internationales. » Engels n'a pas tort de dire que les victoires prussiennes ont fait cadeau d'une république à la France, mais il s'agit de la république qui, de Versailles, organisera l'écrasement de la Commune de Paris. Inquiet de voir le prolétariat parisien et le petit peuple s'agiter, Engels écrit le 12 septembre :

« Si on pouvait avoir quelque influence à Paris, il faudrait empêcher les ouvriers de bouger jusqu'à la paix, et Bismarck sera prochainement en situation de la faire, soit par la prise de Paris, soit que la situation européenne l'oblige à mettre fin à la guerre. »

Engels et Marx, comme l'ensemble de la classe politique française, savaient que la résistance à l'envahisseur signifiait l'armement du prolétariat. Laura, la fille de Marx, écrit à des amis de la famille : « dans la France entière, il semble que les classes dominantes soient beaucoup plus soucieuses d'exterminer les "Rouges" que les Prussiens » (...) Gambetta (...) a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher l'armement du prolétariat⁷. »

Marx pense alors que la victoire militaire allemande conditionne la victoire politique de leurs théories en Europe. Ainsi s'expliquent les craintes de Marx devant les « souvenirs de 1792 ». Le peuple français s'était alors levé en masse contre les armées d'Europe coalisées contre le pays. Cette levée en masse avait cimenté l'unité nationale. Ce souvenir était encore

⁵ *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, 58.

⁶ Lettre à Engels, 10 septembre 1870.

⁷ Lettres à Kugelmann, éditions sociales, p. 173.

vivace dans les esprits, puisque l'Appel de la section française de l'AIT, qualifié par Marx de « ridicule », citait la phrase de la Constitution de l'An I : « Le peuple français ne fait pas la paix avec un pays qui occupe son territoire ». C'est tout à fait dans cet esprit que Kropotkine prendra position en 1916.

Le comité du parti socialiste de Brunswick publia le 5 septembre 1870 un manifeste dans lequel il est dit :

« Les événements se développeront sur une échelle plus grande et se simplifieront. Si, après cela, la classe ouvrière ne remplit pas le rôle qui lui incombe, tant pis pour elle. Cette guerre a déplacé le centre de gravité du mouvement ouvrier ; elle l'a transféré de France en Allemagne. C'est pourquoi une plus grande responsabilité pèse désormais sur la classe ouvrière allemande⁸. »

Le manifeste de Brunswick fut tiré à 10 000 exemplaires et ses auteurs, qui réclamaient la paix et s'opposaient à l'annexion de l'Alsace-Lorraine, furent arrêtés.

Les débats qui eurent lieu lors de la guerre de 1870 posèrent, comme en 1914, la question de savoir s'il s'agissait, d'un côté comme de l'autre, d'une guerre défensive. Marx, tout d'abord, pense que c'est le cas. Le 17 août 1870, il écrit à Engels que « la guerre est devenue nationale » – pour les Allemands. Au même moment, les chefs du mouvement ouvrier réel de l'Allemagne prennent des positions qui tranchent avec celles des théoriciens de Londres. On a vu que Bebel et Liebknecht votèrent contre la politique de Bismarck, s'abstinrent sur les crédits de guerre. Kugelmann de son côté est accusé de ne « rien entendre à la dialectique »⁹ parce qu'il avait affirmé que la guerre du côté allemand était devenue offensive ; or, l'argument du caractère défensif de la guerre fournissait à Marx et à Engels l'occasion de la justifier. Pourtant, la théorie de la guerre de défense ne pouvait être soutenue indéfiniment. L'opinion révolutionnaire unanime et la résistance des masses parisiennes forcèrent Marx et Engels à modifier leur point de vue

⁸ Marx-Engels, *Écrits militaires*, L'Herne, p. 522.

⁹ L'accusation de ne rien entendre à la dialectique constitue la réfutation ultime du marxisme face à un argument irréfutable. Lénine l'emploiera également, notamment contre Boukharine, qu'il désigne comme le meilleur théoricien du parti, mais qui n'a pas compris la dialectique, ce qui laisse rêveur sur le niveau théorique des dirigeants bolcheviks...

Blanqui et Bakounine avaient tous deux appelé dès le début à la guerre révolutionnaire, dénoncé les hésitations du gouvernement, prédit que l'hégémonie prussienne signifierait le triomphe de la réaction en Europe. Ce n'est que lorsque Blanqui déclara que tout était perdu que Marx reprit à son compte l'argument de la guerre révolutionnaire, cinq mois plus tard. Dès lors, le rôle involontairement progressif de Bismarck diminue, en même temps que s'élève la gloire des ouvriers parisiens vilipendés six mois plus tôt. *La Guerre civile en France* est l'expression de ce changement d'optique. Désormais, dit Marx, la guerre nationale est une « pure mystification des gouvernements destinée à retarder la lutte des classes ». Ainsi la lutte des classes reprend sa place comme moteur de l'histoire ; on ne demande plus aux ouvriers français de « remplir leur devoir civique » – c'est-à-dire de voter – ni de s'abstenir de renverser le gouvernement.

Dès septembre 1870, Bakounine avait dénoncé le défaitisme réactionnaire de la bourgeoisie française qui voulait la paix à tout prix, fût-ce au prix de l'asservissement du pays. La révolution sociale, disait-il, était un danger bien plus important pour la bourgeoisie que l'occupation prussienne. Blanqui de son côté déclarait : « Le capital préfère le roi de Prusse à la République. Avec lui, il aura sinon le pouvoir politique, du moins le pouvoir social ¹⁰. » Bakounine comme Blanqui pensaient que la bourgeoisie française avait confié à l'armée allemande le soin de défendre l'ordre social et condamnaient violemment le gouvernement Trochu au moment même où Marx préconisait aux ouvriers français de « remplir leur devoir de citoyens », c'est-à-dire de se soumettre à ce gouvernement. Ce n'est que devant la collusion manifeste entre Bismarck et Thiers que Marx changera de point de vue. Celui qu'il prenait pour l'adversaire du bonapartisme – Thiers – est maintenant accusé d'avoir précipité la guerre avec la France par ses déclarations contre l'unité allemande et d'avoir accepté la paix à tout prix en implorant « la permission et les moyens de susciter la guerre civile dans son propre pays écrasé » ¹¹.

Les *Lettres à un Français*, écrites par Bakounine pendant la guerre de 1870, contiennent des analyses extrêmement pertinentes sur les contradictions qui parcourent la société française pendant les mois qui précèdent la Commune de Paris, et concluent sur la prévision que la guerre franco-prussienne se terminera par la guerre civile en France. Bakounine avait espéré que les hostilités déclenchaient un processus révolutionnaire

¹⁰ Maurice Dommanget, *Blanqui et la guerre de 1870*.

¹¹ *La guerre civile en France*, Éditions sociales, pp. 182-183.

qui s'étendrait des villes aux campagnes. Il préconisait alors une action dirigée à la fois contre le gouvernement et les Prussiens, la transformation de la guerre patriotique en guerre révolutionnaire. Il fait une remarquable analyse des rapports entre les diverses fractions de la bourgeoisie et développe quelques mois à l'avance, de façon prophétique, ce que seront les communes de Paris et de province.

Bakounine prédit même la composition du futur gouvernement provisoire où Gambetta voisinerait avec Trochu. Extrêmement bien informé, il prévoit aussi que Bazaine sera réduit à entreprendre un mouvement désespéré ou à « se rendre honteusement aux Prussiens ». Ces derniers, dit-il encore, marcheront sur Paris et, « si le peuple français ne se soulève tout entier », l'armée prussienne prendra la capitale. Au contraire de Marx, qui se trouvait à Londres, le révolutionnaire russe était à l'époque en France et il participa à l'insurrection de Lyon.

Allemagne : Une gauche expansionniste ?

En 1848, Marx et Engels furent très soucieux de ne pas satisfaire les revendications d'indépendance des Slaves de Bohême parce que cela aurait constitué une brèche dans l'intégrité territoriale de l'Allemagne. Dans l'hypothèse où une Pologne indépendante se constituerait, il ne sera pas question de lui restituer les territoires occupés par la Prusse. Plus tard, Marx et Engels prirent le parti de la Prusse dans l'affaire du Schleswig-Holstein. Alors que Bismarck ne voyait aucun inconvénient au contrôle russe des Détroits et de l'embouchure du Danube, dans la mesure où cela ne constituait aucune menace à ses propres préoccupations, qui se limitaient à assurer la suprématie de la Prusse en Allemagne du Nord, au-dessus du Main, c'est-à-dire dans l'Allemagne protestante, les social-démocrates allemands considéraient que le contrôle russe des détroits serait à terme une menace pour l'extension des intérêts allemands dans les pays du Danube.

Bakounine écrivait à ce sujet en 1873 dans *Étatisme et anarchie* :

« Tout le mouvement progressiste de l'Allemagne, tendant à former un nouveau et puissant État, se trouva concentré dans l'électorat de Brandebourg. Et en effet, par leurs efforts incessants pour s'emparer des côtes de la Baltique, les électeurs du Brandebourg rendirent un éminent service à l'Allemagne ; ils créèrent, on peut dire, les conditions de sa grandeur actuelle, tout d'abord en conquérant Koenigsberg et, ensuite, lors du premier partage de la Pologne, en mettant la main sur Dantzig. Mais tout cela n'était pas encore assez ; il fallait s'emparer de Kiel et, en général, de la totalité du Schleswig et de l'Holstein ¹². »

Poursuivant son raisonnement, Bakounine déclare que les Allemands considèrent que « le Danube tout entier est un fleuve allemand », en quoi il anticipe de dix ans une déclaration qu'Engels fera dans une lettre à Kautsky.

Après Sadowa (1866), Bismarck ne semble pas avoir d'objectif précis en matière de politique étrangère. Il se satisfait de laisser les États allemands du Sud dans leur « existence internationale indépendante ». Il répète alors que « nous en avons fait assez pour notre génération » et ne se soucie pas d'annexer des États allemands dominés par des catholiques qui pourraient, le suffrage universel aidant, s'opposer à sa politique. Les problèmes européens paraissent se concentrer ailleurs, notamment au Proche-Orient, dont la Prusse se désintéresse. C'est que, entre 1848 et 1867, la Prusse s'est

¹² Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Œuvres, Champ libre, p. 276.

déplacée vers l'Ouest : en 1848 elle était une monarchie autocratique encore dépendante de la pression russe ; en 1867, après l'instauration du suffrage universel, elle est le leader d'une confédération qui a une puissance industrielle et financière importante et capable de se protéger. La guerre et la politique étrangère agressive sont alors la prérogative de la gauche.

La crise du Luxembourg montre parfaitement cette tendance. Le grand-duché était une ancienne terre d'empire mais sous souveraineté du roi de Hollande, et dont les habitants ne se sentaient nullement allemands. Un conflit avec les Français risquait de surgir à son sujet à cause, en particulier, de la présence de troupes prussiennes sur son territoire. Bismarck n'avait aucune intention d'annexer le Luxembourg qui ne s'insérait en rien dans son schéma d'union de l'Allemagne du Nord, et qui ne présentait aucun intérêt économique – son industrie lourde ne s'y était pas encore développée. En outre, le chancelier avait alors besoin de la paix à l'extérieur pour mener à bien son projet de construction nationale à l'intérieur. Prophétique, il déclara à l'époque : « J'éviterai cette guerre autant que je le pourrai ; car je sais qu'aussitôt commencée elle ne finira jamais. » Lorsqu'un compromis fut trouvé, accordant la souveraineté au grand-duché et garantissant sa neutralité, ce sont les libéraux et les démocrates allemands qui s'y opposèrent. Le social-démocrate Bebel fut un de ceux qui protestèrent le plus fort.

Au risque de contredire l'image couramment présentée de Bismarck, rien ne prouve qu'il ait réellement souhaité la guerre avec la France, et après la victoire, il se montra opposé à l'annexion de Metz : « Je n'aime pas l'idée d'avoir dans notre maison tant de Français qui n'ont pas envie d'y être ¹³. » De même, il a toujours été réticent à la perspective d'une union organique avec les catholiques d'Allemagne du Sud, et lorsque cette union se fera, elle lui créera d'importants problèmes. Il ne souhaitait pas étendre son pouvoir au sud du Main, qui représentait la limite entre l'Allemagne protestante et l'Allemagne catholique. Ses convictions politiques et religieuses s'y opposaient. Le luthérianisme était son principe le plus profond et il considérait les Allemands du Sud comme des gens corrompus par le catholicisme et par le libéralisme français. L'Allemagne qu'il voulait construire devait être exclusivement protestante sans intérêts dans la vallée du Danube ou dans le Proche-Orient. Il déclara en décembre 1870 que l'Allemagne n'avait aucun intérêt dans la question d'Orient qui « vaille la peau d'un mousquetaire poméranien »¹⁴. Lorsqu'il voulait définir

¹³ A.J.P. Taylor, *Bismarck*, Hamish Hamilton, p. 133.

¹⁴ A.J.P. Taylor, *op. cit.* p. 167.

l'Allemagne, c'est à la Poméranie, sur la Baltique, qu'il pensait, et non à la Bavière ni à l'Autriche. La question d'Orient, c'était l'affaire de l'Autriche et, surtout, de la Russie.

Bakounine prévoit cependant que les Allemands seront amenés à tenter de s'assurer des débouchés dans le Sud de l'Europe ; à terme, ils ne pourront pas accepter, dit-il, de livrer « à l'arbitraire de la Russie leurs rives sur le Danube et leur négoce avec les pays danubiens ». Or, Engels confirmera plusieurs fois la prévision de Bakounine. L'Allemagne, dit en effet ce dernier dans *Le Panslavisme démocratique*, ne peut se laisser couper de la mer Adriatique : c'est pour elle une question vitale, « au même titre que, par exemple, la côte de la Baltique de Dantzig à Riga ». Par ailleurs, un État slave indépendant dans le Sud de l'Europe couperait l'Autriche de ses débouchés naturels en Méditerranée. En 1882, Engels fait encore remarquer à Kautsky qu'aucun État slave des Balkans ne devait être autorisé à se placer en travers du chemin ou sur la voie ferrée entre l'Allemagne et Constantinople. C'est donc sans exagération que Bakounine attribue aux socialistes et aux démocrates allemands des intentions expansionnistes. Le révolutionnaire russe se trompe cependant en pensant que Bismarck partage ces intentions. La politique du chancelier se situe en effet bien *en deçà des revendications manifestées par la plupart des libéraux et social-démocrates allemands...*

Kropotkine n'ignore pas la thèse développée par Bakounine selon laquelle l'Allemagne est le « centre de la réaction en Europe »¹⁵. L'analyse que Bakounine avait développée constitue en quelque sorte le fondement théorique des raisons qui ont poussé Kropotkine à signer le « Manifeste des Seize ». Bakounine considérait que l'Allemagne bismarckienne constituait le prototype de l'État moderne qui avait développé, sous une façade représentative, des mécanismes extrêmement élaborés d'exploitation du prolétariat, un État ayant des ambitions expansionnistes, au sein duquel se trouvait un mouvement socialiste qui était le complice de la politique de l'État. Pour caricaturale que soit cette analyse, il y avait suffisamment de faits probants qui contribuaient à la confirmer.

Ce qui séparait les deux révolutionnaires russes, c'était que Bakounine avait préconisé la transformation de la guerre en guerre révolutionnaire, alors que Kropotkine soutint l'Entente en guerre contre l'Allemagne. Il est vrai que le contexte était différent. Les tendances réactionnaires de l'État allemand, que Bakounine avait dénoncées en 1870, avaient pu s'accroître

¹⁵ Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Champ libre, VIII, p. 81.

encore. En 1870 également, Bakounine avait craint que la défaite de la France ne conduise à une terrible régression – ce qui fut le cas : le mouvement ouvrier français paya très cher l'écrasement de la Commune et mit longtemps à s'en relever.

En 1870, Bakounine avait clairement pris le parti de la France, malgré les critiques impitoyables qu'il faisait de la classe politique française. La cause de la liberté et de l'humanité se trouvait du côté de la France, pensait-il. Il préconisa même une « intervention armée collective en faveur de la République française ». Si les ouvriers français restent passifs, dit-il, ils « ne trahiraient pas seulement leur propre liberté, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire ¹⁶. » Bakounine prêche donc une résistance à outrance contre l'occupation prussienne. « La France, écrit-il, en balayant de son territoire les armées du roi de Prusse, aura du même coup affranchi tous les peuples d'Europe et accompli l'émancipation sociale du prolétariat » ¹⁷. A la même époque, il écrit à Palix :

« Je n'ai point l'honneur d'être Français, mais j'avoue que je suis profondément indigné contre toutes ces insultes et profondément désespéré du malheur de la France... Je déplore amèrement le malheur de cette sympathique et grande nature, de ce généreux caractère national, et de cette intelligence lumineuse de la France, qu'on dirait avoir été formés et développés par l'histoire pour qu'ils émancipent le monde. Je déplore le silence qui pourrait être imposé à cette grande voix de la France, qui annonçait, à tous ceux qui souffraient et étaient opprimés, la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice. Il me semble que si ce grand soleil de la France s'éteignait, il y aurait éclipse partout, et que toutes les lanternes plus ou moins bigarrées qu'allumeront les savants raisonneurs de l'Allemagne ne sauraient compenser cette grande et simple clarté que versait sur le monde l'esprit de la France.

« Enfin, je suis convaincu que la défaite et l'asservissement de la France et le triomphe de l'Allemagne assujettie aux Prussiens, feraient retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu que je pense que c'est aujourd'hui un devoir

¹⁶ *Lettre à un Français.*

¹⁷ *Ibid.*

sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut le triomphe de l'humanité sur la brutalité, de venir, quel que soit son pays, qu'il soit anglais, espagnol, italien, polonais, russe, – même allemand –, prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique¹⁸. »

C'est *incontestablement* la même analyse que fait Kropotkine lorsqu'il choisit en 1916 de soutenir l'un des camps contre l'autre. Il y a cependant une différence. Il faut en effet faire la part des *positions de principe* que développe Bakounine au début de la guerre, telles que décrites ci-dessus, et ce qu'il préconise ensuite *concrètement*. En effet, il prit part à l'insurrection de Lyon, lors de laquelle il proposa entre autres mesures la création d'une milice révolutionnaire permanente, la mise sous séquestre de toutes les propriétés, publiques et privées, la révocation de tous les fonctionnaires. Il proposa en outre des mesures de réorganisation économique : les communes révolutionnaires devaient désigner des délégués, nommer des commissions pour réorganiser le travail, remettre entre les mains des associations ouvrières les capitaux dont elles avaient besoin. Lorsque le conseil municipal décida la baisse du salaire journalier des ouvriers des chantiers nationaux, Bakounine s'opposa à ce que les ouvriers viennent désarmés à la manifestation de protestation.

Marx ne put s'empêcher de railler l'action de Bakounine, qui échoua. Les circonstances n'étaient évidemment pas mûres. Pourtant, un historien bolchevik, Iouri Steklov, déclara que l'intervention de Bakounine à Lyon fut « une tentative généreuse de réveiller l'énergie endormie du prolétariat français et de la diriger vers la lutte contre le système capitaliste et en même temps de repousser l'invasion étrangère¹⁹ ».

Steklov ajoute que le plan de Bakounine n'était pas si ridicule :

« Dans la pensée de Bakounine, il fallait profiter des ébranlements provoqués par la guerre, de l'incapacité de la bourgeoisie, des protestations patriotiques de la masse, de ses tendances sociales confuses, pour tenter une intervention décisive des ouvriers dans les grands centres, entraîner derrière

¹⁸ « La situation politique en France » (Lettre à Palix), 29 septembre 1870-début octobre 1870.

¹⁹ Iouri Steklov, *M.A. Bakounine, sa vie et son activité*, 1927, t. IV, première partie, ch. III, 1, La tentative de Lyon. Cité par F. Rude, in *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 20.

elle la paysannerie et commencer ainsi la révolution sociale mondiale. Personne alors n'a proposé un plan meilleur ²⁰. »

Les proches de Bakounine eux-mêmes pensaient que ce plan était prématuré, mais l'opinion du Russe était alors que « si, de cette guerre, ne sort pas directement la révolution sociale en France, le socialisme mourra pour longtemps dans toute l'Europe ²¹. » Alors que Marx déclare expressément que la victoire prussienne assurait l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, Bakounine écrit que la défaite de la France signifie la défaite du socialisme : « Ne s'agit-il pas de la liberté de l'Europe qui, si la France succombait sous les baïonnettes prussiennes, aurait à supporter un esclavage de cinquante ans au moins ? » C'est, littéralement, l'analyse que fera Kropotkine quarante-six ans plus tard – dans un contexte différent, encore une fois.

Bakounine sait que la victoire prussienne aboutira à la création de l'Empire allemand, et il craint avant tout que si les ouvriers allemands sont conduits à servir « l'institution de l'État germanique », la solidarité qui devrait les « unir jusqu'à les confondre avec leurs frères, les travailleurs exploités du monde entier » ne soit sacrifiée à la « passion politique nationale ²² ». Encore une fois, c'est là le point de vue de Kropotkine lorsqu'il signe le manifeste de 1916.

Partagés entre la « solidarité socialiste du travail » et le « patriotisme politique de l'État national », les ouvriers allemands risquent, dit Bakounine, d'être « unis à leurs compatriotes bourgeois contre les travailleurs d'un pays étranger » ²³. Pourtant, Bakounine rendit hommage aux dirigeants social-démocrates et aux travailleurs allemands qui ont pris, contre la guerre, des positions internationalistes qui tranchaient avec celles de Marx.

Lorsque Bakounine quitta Lyon, il écrivit à Palix une lettre désabusée qui exprime le fond de sa pensée :

« Je quitte Lyon le cœur plein de tristesse et de prévisions sombres. Je commence à penser maintenant que c'en est fait de la France... elle deviendra une vice-royauté de l'Allemagne. A la place de son socialisme vivant et réel, nous aurons le socialisme doctrinaire des Allemands qui ne diront plus que ce que les

²⁰ *Ibid.*

²¹ Lettre à Ogarev, 31 août 1870.

²² *Lettre à un Français*, août-septembre 1870. Cf. Œuvres, Champ libre, VII, p. 92.

²³ *Ibid.*

baïonnettes prussiennes leur permettront de dire. L'intelligence bureaucratique et militaire de la Prusse va assurer la tranquillité et l'ordre public, au moins pour cinquante ans, pour tout le continent de l'Europe²⁴. »

C'est exactement ce qui se passa et, à tort ou à raison, sans doute Kropotkine voulait-il éviter, après la guerre en cours, de renouveler les quarante années sombres qui suivirent la défaite de la Commune. Son erreur, à n'en pas douter, fut de penser que, faute d'insurrection populaire contre la guerre, le soutien à l'Entente était le moyen d'éviter une telle tragédie. Car c'est là que la différence de contexte entre la situation de Bakounine et celle de Kropotkine se trouve. Contrairement à 1870, la France ne s'effondra pas en 1914. Cet effondrement, s'il avait eu lieu, aurait peut-être provoqué une réaction patriotique semblable à celle de la Commune et aurait-elle abouti à une insurrection populaire suivie d'une révolution. La position de Kropotkine eût alors été totalement différente. L'explication de la signature d'un appel en faveur de la résistance contre l'Allemagne en 1916 tient précisément qu'à la veille de la bataille de la Marne, tout poussait à croire que les armées françaises étaient sur le point de lâcher.

²⁴ Lettre à Louis Palix, 29 septembre 1870. Cité par F. Rude, *De la Guerre à la Commune*, éditions Anthropos, p. 19.

L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique

Le mouvement syndicaliste français, ainsi que le mouvement anarchiste avaient, bien avant la Première Guerre mondiale, envisagé le déclenchement d'une grève générale dans le cas où une guerre éclaterait entre la France et l'Allemagne. Depuis la guerre franco-prussienne de 1870-1871, tout le monde savait qu'une telle éventualité était possible. Il était entendu évidemment que cette grève générale devait être *simultanée* entre les deux pays.

L'opposition à la guerre découlait d'un principe, l'internationalisme prolétarien, fondé sur l'existence d'une classe ouvrière internationale dont les intérêts globaux étaient identifiés comme uniformes par une infime minorité de militants politiquement formés – pas tous des prolétaires, d'ailleurs – et dont cette minorité de militants constituait les porte-parole.

Le présupposé selon lequel « les prolétaires n'ont pas de patrie » n'était pas soumis à la moindre discussion. La classe ouvrière était considérée dans sa dimension mythique, comme classe en soi, comme classe homogène sans contradictions internes, et dont les intérêts généraux étaient uniformes et n'étaient pas remis en cause.

L'idée que les prolétaires n'aient pas de patrie ou, si on veut, n'aient pas de sentiment d'appartenance nationale, ne relève pas d'un fait objectif, constatable. Cette idée relève du « proclamatif » : on énonce les choses telles qu'on *voudrait* qu'elles soient.

Le sentiment d'appartenir à une ville, une région, un pays n'exclue aucunement l'éventualité d'avoir un sentiment d'appartenance à une communauté encore plus large – qu'il s'agisse d'une classe ou d'une nation. Dans le cas de la nation, l'individu y est en quelque sorte plongé dès la naissance et subit un conditionnement sur une longue durée, tandis que l'appartenance à une classe internationale est un acquis tardif et conscient.

Il faut cependant une certaine dose de mauvaise foi pour nier qu'un ouvrier anglais, français, allemand se perçoit *naturellement* comme anglais, français ou allemand, sans que cela exclue un sentiment d'appartenance plus large. Mais plus le sentiment d'appartenance est large, plus il devient abstrait et relève d'une acquisition consciente et volontaire. Le sentiment d'appartenir à une communauté internationale de prolétaires est le résultat d'un travail sur soi, d'une élaboration collective délibérée. C'est un *choix politique* qui n'est pas le produit d'un conditionnement dès la naissance, c'est le résultat d'un combat *contre* ce conditionnement.

La participation des prolétaires français et allemands à la guerre tient simplement au fait que le conditionnement « naturel » dont ils étaient imprégnés depuis la naissance l'a largement emporté sur la propagande internationaliste, somme toute *très* récente : une cinquantaine d'années si on tient compte des résolutions de l'AIT, dont les idées générales n'avaient certainement pas pénétré bien profondément dans la classe ouvrière.

Contrairement au discours dominant, les prolétaires français et allemands ne sont pas partis la fleur au fusil : c'est un mythe qui a été construit de toutes pièces. S'il y a eu quelques démonstrations d'enthousiasme, c'est la résignation et l'inquiétude qui dominaient. Quant au retour de l'Alsace-Lorraine, dont les journaux et les manuels scolaires déploraient la perte, rares étaient ceux qui pensaient en France que cela valait le coup de faire une guerre pour cela.

Le fait que les appartenances auxquelles on se réfère, parce qu'on y a été conditionné, puissent être radicalement bouleversées par une intervention violente de l'« extérieur », peut raisonnablement conduire à une réaction pour empêcher ce bouleversement. Il ne faut pas forcément interpréter cela comme du « nationalisme » mais comme une réaction naturelle contre des gens qui s'installent illégitimement là où ils n'ont rien à faire. A ce titre, la mobilisation d'une population locale contre les destructions et les modifications du cadre de vie traditionnel occasionnées par l'installation d'une ligne TGV, d'une centrale nucléaire, d'une décharge, d'un aéroport ou d'une autoroute relève d'une réaction qui n'est pas, *sur le fond*, différente de la mobilisation occasionnée par l'invasion d'une partie du territoire par les armées d'un État étranger. Il n'y a là qu'une question de degré.

Dans le cas de l'occupation par les troupes allemandes et de l'annexion d'un quart du territoire national riche en mines de charbon et en industries, suivie d'exactions insupportables dont les soldats – pour la plupart des prolétaires, d'ailleurs – se sont rendus coupables, comme ce fut le cas en 1914, il ne s'agit pas seulement de la capture par une puissance étrangère d'un patrimoine indispensable, ni de l'annexion d'une nombreuse population soumise à une occupation des plus cruelles, mais aussi de la domination d'un *modèle* politique, culturel, social, etc. que la population vaincue n'est pas disposée à accepter. C'est, *incontestablement* dans cette perspective que Kropotkine a pris la décision de soutenir l'entente en 1916 – et *pas en 1914* : parce que, en 1916, la victoire du modèle allemand semblait presque certaine et que personne alors n'était en mesure d'arrêter la guerre.

Certains anarchistes, dont Malatesta, diront qu'à tout prendre l'occupation par les troupes allemandes d'une partie de la France était préférable à la guerre parce qu'alors on peut continuer à faire de la propagande révolutionnaire, font une grave erreur historique, parce que cette occupation peut durer indéfiniment sans qu'aucune opposition soit possible. Malatesta, plus que tout autre, devrait le savoir puisque les troupes romaines ont battu les Gaulois et se sont installées durablement dans le pays.

Le point commun entre les prises de positions des courants les plus radicaux du marxisme et celles des courants radicaux de l'anarchisme réside dans le raisonnement fondé sur la projection d'un désir dont la réalisation concrète se réduit à trois moments hypothétiques.

1. Avant : propagande contre la guerre, mise dos à dos des États qui menacent de déclencher la guerre.

2. Au déclenchement de la guerre : grève générale, insurrection *simultanées*.

3. Pendant la guerre : transformation de la guerre en révolution sociale.

Tel est le schéma *théorique*, qui a totalement échoué en France et en Allemagne. Lorsque les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier ont fait le constat (en France du moins) qu'il n'était pas possible d'empêcher la guerre, il n'a jamais été dit qu'il fallait alors déserteur, ce qui était la seule conséquence cohérente des affirmations qui constituent le fonds théorique de l'internationalisme. Appeler à déserteur implique des responsabilités : en particulier une organisation extrêmement efficace, la mise en place de structures d'accueil pour les déserteurs, de réseaux pour les exfiltrer, etc. Ces questions pratiques ne sont *jamais* abordées par les partisans farouches de l'internationalisme théorique.

Les positions de Kropotkine sur l'attitude qu'il adopterait en cas de guerre entre la France et l'Allemagne n'ont jamais été une surprise. On peut dire qu'il avait repris tout simplement l'analyse que Bakounine avait développée pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871, ce qu'il reconnaît d'ailleurs lui-même en plusieurs occasions.

On cite souvent les propos de Kropotkine affirmant que s'il avait eu l'âge et la force il aurait pris les armes en faveur de la France. Malheureusement on ne cite pas le propos en entier. Le 4 novembre 1905 parut dans *Les Temps Nouveaux* le texte d'une lettre que le révolutionnaire

avait adressée au quotidien *Le Temps* afin de rectifier des paroles qui lui avaient été attribuées :

« J'ai soixante-deux ans, je ne fais pas de sentimentalisme à l'égard de la France, j'y ai été condamné à la prison, je suis encore sous le coup d'un décret d'expulsion... Eh bien, si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose. C'est qu'avec mes soixante ans passés, je n'aurais probablement pas la force de prendre le fusil pour la défendre ²⁵. »

Mais, précise Kropotkine, s'il prenait les armes, ce ne serait pas « comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires, pareilles à celles des Garibaldiens et des francs-tireurs de 1871 ²⁶. »

Cette précision *fait toute la différence*. Lorsque la guerre éclate en 1914, lorsqu'il signe le « Manifeste des Seize » en 1916, *il n'a pas changé d'avis*. Il n'y a aucune indication montrant qu'il ait changé d'avis. Ce qui a changé, c'est le contexte.

« Faisons la Révolution et courons aux frontières », dit Kropotkine dans son article de 1905 ²⁷ ; mais il fait remarquer – c'est un point qui le tracassera en permanence – que si les travailleurs français agissaient en « avant-garde de la classe ouvrière du monde entier », on ne sait pas « jusqu'à quel point ils seront suivis par les travailleurs allemands ». On sent bien qu'il y a chez Kropotkine un sérieux doute... Toute action contre la guerre doit être une action bilatérale, sinon elle n'a pas de sens. C'est ce point précis qui oppose Kropotkine aux anarchistes « orthodoxes », qui sont contre la guerre par principe, même si cette opposition est unilatérale et conduit à l'occupation du pays vaincu.

La grève des conscrits n'est pas le bon moyen d'empêcher la guerre car elle se fait « au moment où la guerre est déclarée ». « La grève, c'est bon pour les nations restées neutres » : c'est ce qui s'est passé en Argentine dont la bourgeoisie souhaitait s'engager en faveur de l'Allemagne et s'est trouvée confrontée à une grève générale. En cas d'invasion par une armée d'occupation, la grève des conscrits ne sert à rien. Il faudra faire comme les sans-culottes de 1792, c'est-à-dire un soulèvement de masse : « C'est aussi

²⁵ Kropotkine, « Antimilitarisme et révolution », *Les Temps Nouveaux*, 5 novembre 1905.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

ce que Bakounine et ses amis essayèrent de faire à Lyon et à Marseille en 1871 », précise Kropotkine.

« La seule digue efficace à opposer à une invasion allemande sera la guerre populaire, la Révolution. C'est ce qu'il faut prévoir et dire ouvertement dès aujourd'hui ²⁸. »

Il est donc exact de dire que Kropotkine avait envisagé depuis longtemps de soutenir la France en cas de guerre avec l'Allemagne, mais c'était un soutien dont la conclusion devait être une révolution sociale. C'est un fait qu'il souligne à plusieurs reprises.

La question reste donc de savoir dans quelles dispositions il était lorsqu'il a signé le « Manifeste des Seize ». Dans les procès de la justice bourgeoise, on essaie de connaître quelles étaient les motivations de l'accusé. Nous ne pouvons faire moins ici.

²⁸ « Les Anarchistes et la guerre », *Les Temps Nouveaux* 5 novembre 1905.

Un texte peu connu de Kropotkine : « La Guerre » (1912)

« La guerre », qui fut publié en 1912²⁹, est un texte particulièrement intéressant parce qu'il expose de manière dense et concise le point de vue de Kropotkine sur la fonction de la guerre dans le régime capitaliste et étatique. Il est difficilement concevable d'examiner les positions défendues par le vieux révolutionnaire en 1916 sans connaître ce qu'il dit de la guerre dans son texte de 1912 ; non pas que celui-ci préfigurât en quoi que ce soit ses choix ultérieurs, au contraire. Savoir ce qu'il pensait *réellement* de la guerre permettra peut-être d'éclairer les motivations de son choix de soutenir la France contre l'Allemagne en 1916.

Il fait une analyse franchement matérialiste de la question ; il a aussi le mérite d'insérer le phénomène colonial dans le cadre d'une vision globale dans laquelle les projets de la haute finance et des gouvernements nationaux sont liés. L'Allemagne n'y tient pas le rôle du « méchant », comme dans le « Manifeste des Seize » ; elle apparaît plutôt comme un « second couteau » dans la concurrence à mort que se livrent les grandes puissances, voire même presque comme la victime de la puissance dominante du moment, l'Angleterre, qui fait tout pour la contenir dans ses limites territoriales, pour l'empêcher de jouer dans la cour des grands.

La guerre qui va éclater deux ans plus tard, qui a déjà failli éclater plusieurs fois est, dans l'esprit de Kropotkine, incontestablement une guerre inter-impérialiste, même s'il n'utilise pas le terme. Son texte est une description du contexte économique et politique qui va conduire à l'embrasement. La question coloniale n'y est que l'exportation hors du territoire européen des conflits qui opposent les États pour l'expansion de leur économie :

« Ce sont toujours des rivalités pour des marchés et pour le droit à l'exploitation des nations arriérées en industrie, qui sont la cause des guerres modernes³⁰. »

Les pays dominés ne sont que des « nations arriérées en industrie » ; ils n'ont pas d'autre statut. Il n'y a rien chez Kropotkine qui laisse entendre qu'ils sont inférieurs. A aucun moment Kropotkine n'envisage, comme le font les socialistes français et allemands, la domination coloniale comme

²⁹ C'est en fait un extrait de *La Science Moderne et l'Anarchie*.

³⁰ Kropotkine, *La Guerre*, 1912. Sauf indication contraire, les citations de ce chapitre sont extraites de ce texte de Kropotkine.

potentiellement positive pour les pays dominés³¹. Il n'y a ni le cynisme des social-démocrates allemands qui considèrent que la colonisation apporte la « civilisation » aux populations dominées, ni les réserves faussement vertueuses de certains républicains et socialistes français partisans d'un colonialisme « humain »³². Grandes puissances et pays dominés sont deux éléments intégrants du système capitaliste et étatiste mondial, et sont en interrelation. Kropotkine s'attache à montrer que la domination sur les « nations arriérées en industrie » est un enjeu vital dans la concurrence que les pays développés se font pour la domination des marchés, mais il insiste également sur les effets pervers qu'elle produit sur la situation des classes laborieuses des pays industriels, en y développant la misère.

Une lettre que Kropotkine écrit à Marie Goldsmith le 23 février 1916 révèle encore un aspect pervers de la domination coloniale sur les travailleurs de la métropole. Il s'agit de l'intégration, dans le projet colonial, de nombreux travailleurs qui se laissent « gagner par la gangrène capitaliste ». Ce sont des gens qui aspirent à faire « le menu fretin des fonctionnaires dans les colonies », à « prendre des positions privilégiées dans différents métiers en Afrique, en Asie, ou bien même chez les nations arriérées en Europe » :

« ...combien d'ouvriers rêvent [de] devenir contremaîtres
d'abord et entrepreneurs plus tard en pays conquis, soit par les

³¹ La II^e Internationale est parcourue de courants qui s'opposent sur la question coloniale. Au congrès de Paris, en 1900, la politique coloniale est condamnée d'une voix. En 1904 à Amsterdam une tendance voit dans la question coloniale un fait inévitable, voire nécessaire pour les socialistes. Après 1907 un courant voit dans la colonisation un fait civilisateur que les socialistes doivent assumer ; un autre courant condamne les pratiques coloniales mais reconnaît dans le fait un facteur de civilisation ; un troisième courant condamne le fait colonial dans son principe même.

³² Discours de Jaurès pour l'Alliance française, Albi, 1884 : « ... Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté. Nous pouvons dire à ces peuples, sans les tromper, que jamais nous n'avons fait de mal à leurs frères volontairement : que les premiers nous avons étendu aux hommes de couleur la liberté des Blancs, et aboli l'esclavage [...] ; que là enfin où la France est établie, on l'aime, que là où elle n'a fait que passer, on la regrette ; que partout où sa lumière resplendit, elle est bienfaisante ; que là où elle ne brille plus, elle a laissé derrière elle un long et doux crépuscule où les regards et les cœurs restent attachés. » Cette citation est caractéristique de l'opinion que pouvait avoir tout Français de l'époque. Cependant, le point de vue de Jaurès évoluera vers la critique la plus catégorique du colonialisme. Il s'opposera à la conquête du Maroc, ce qui lui vaudra d'être traité de pro-Allemand, puisque l'Allemagne a également des visées sur le Maroc. C'est une reconnaissance du pluralisme culturel qui est affirmée lorsqu'il se prononce à la Chambre, le 12 juin 1912, contre le traité de protectorat sur le Maroc.

armes, soit par des traités commerciaux imposés sous une menace de guerre. »

Il se crée une véritable bureaucratie de fonctionnaires et de travailleurs coloniaux chez qui la propagande anticoloniale est impossible et qui contribuent à resserrer l'emprise de la métropole sur les pays dominés.

Il semble cependant que le révolutionnaire russe voie dans le phénomène colonial beaucoup plus une ouverture de marchés pour les produits manufacturés des pays industriels que l'accès aux produits bruts qui y sont extraits – sans que ce dernier point soit totalement écarté.

Les guerres ne sont pas faites pour la gloire, ni pour assouvir une quelconque volonté de pouvoir : elles sont le résultat des antagonismes économiques entre grandes puissances. Ainsi, les guerres que fit l'Angleterre à la France après la Révolution eurent pour objectif de garantir aux monopolistes anglais leurs intérêts commerciaux. Ayant perdu le Canada et ses colonies dans les Indes, la France « obtint la permission en retour de se créer un empire colonial en Afrique (à condition de ne pas toucher à l'Égypte), et d'enrichir ses monopolistes en pillant les Arabes en Algérie »³³. La colonisation française en Afrique du Nord est ainsi fondamentalement un pillage, tandis que pour Marx, les « bédouins » sont une « nation de voleurs » qui ont au fond tout à gagner de l'occupation française³⁴.

Après que l'Allemagne eut développé son économie, celle-ci se mit sur les rangs dans la course aux colonies. Les industriels allemands comprirent « ce que Proudhon avait si bien démontré : que l'industriel ne parvient à sérieusement s'enrichir que si une bonne partie de ses produits est exportée dans des pays où ils peuvent être vendus à des prix auxquels ils ne pourraient jamais arriver dans le pays d'origine ». Dès lors, « toutes les couches sociales de l'Allemagne, » celle des exploités, aussi bien que des exploités », tendirent à l'unification du pays, à la constitution d'une grande marine, à conquérir des ports dans la mer du Nord et l'Adriatique, et un jour, en Afrique et en Orient : « Un empire qui pourrait dicter la loi économique en Europe », dit Kropotkine. Pour cela, ajoute-t-il, « il fallait évidemment, briser la force de la France ». Là se trouve l'origine de la guerre de 1870. Par cette victoire remportée sur la France, « un empire Allemand, ce rêve des radicaux, des socialistes et des conservateurs

³³ Kropotkine, « La guerre », 1912.

³⁴ Marx, article pour *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

allemands depuis 1848, fut enfin constitué, et il fit bientôt sentir et reconnaître sa puissance politique et son droit de dicter la loi en Europe »³⁵.

Selon Kropotkine, l'expansion remarquable de l'économie allemande, qui augmenta de manière considérable sa productivité industrielle, poussa le bourgeois allemand à convoiter « de nouvelles sources d'enrichissement un peu partout : dans les plaines de la Pologne, dans les prairies de la Hongrie, sur les plateaux de l'Afrique et surtout autour de la ligne de Bagdad, – dans les riches vallées de l'Asie Mineure » :

« C'est donc des ports d'exportation et surtout des ports militaires, dans l'Adriatique méditerranéenne et dans celle de l'Océan Indien – le Golfe persan – ainsi que sur la côte africaine à Beïra et, plus tard, dans l'océan Pacifique, que cherchent maintenant à conquérir les brasseurs d'affaires coloniales allemands et leur fidèle serviteur – l'Empire germanique³⁶. »

Partout, l'Allemagne se heurte à l'Angleterre qui veille à conserver sa suprématie sur les mers et qui, pour cela, se cherche des alliés. En 1855 elle avait cassé le développement de la Russie comme puissance maritime avec l'aide de la Turquie et de la France³⁷ ; en 1900 elle avait lancé le Japon contre la flotte russe et son port militaire dans le Pacifique³⁸. Aujourd'hui, dit Kropotkine, elle cherche à faire la même chose avec l'Allemagne : « Ce qui fait que nous vivons depuis deux années sur le qui-vive, en prévision d'une guerre colossale européenne qui peut éclater du jour au lendemain. »

Kropotkine semble rejoindre certains membres influents du parti social-démocrate allemand, comme Paul Lensch, sur lequel nous reviendrons. Ce dernier pensait que l'Angleterre était l'ennemi à abattre. Le révolutionnaire russe avait parfaitement compris que la guerre russo-japonaise préfigurait les guerres modernes, d'une part par sa durée, d'autre part par les moyens, les forces engagées et les pertes. Plus de 2 millions d'hommes s'affrontent ; il y aura 156 000 morts et 280 000 blessés. La préfiguration des guerres modernes se révèle également par la logistique qui n'a plus rien à voir avec les guerres précédentes, les armements, les communications, le recours à des

³⁵ Kropotkine, « La guerre », 1912.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ Allusion à la guerre de Crimée (1853-1856) qui fut une guerre menée par une coalition comprenant l'Empire ottoman, le Royaume-Uni, l'Empire français et le royaume de Sardaigne contre la Russie impériale.

³⁸ Un traité avait été signé le 30 janvier 1902 entre le Japon et l'Angleterre, cette dernière voulant empêcher l'expansion russe sur les côtes du Pacifique. La guerre russo-japonaise (8 février 1904-5 septembre 1905) opposa la Russie impériale et l'Empire japonais.

opérations maritimes et terrestres combinées complexes, etc. Manifestement, les stratèges français avaient bien moins compris ces évolutions que Kropotkine, puisqu'ils s'engagèrent dans le premier conflit du XX^e siècle avec en tête les méthodes des guerres du XIX^e.

Avec le développement de l'industrie dans des pays comme l'Autriche et l'Italie, on assiste également à de nouvelles revendications à la « curée en Afrique et en Asie ». « Le brigandage russe en Perse, le brigandage italien contre les Arabes du désert à Tripoli et le brigandage français au Maroc en sont la conséquence. » L'expansion coloniale est irréductiblement assimilée à du brigandage – point qui nous paraît important de souligner car Kropotkine se démarque singulièrement de Marx et Engels qui insistaient sur le rôle historiquement progressif de la colonisation, que ce soit celle des Français en Afrique du Nord ou des Britanniques en Inde.

C'est ainsi que, au moment même où Marx écrivait le *Manifeste*, il était beaucoup question de l'Algérie et de l'émir Abdelkader. Sa défaite par les troupes françaises est un « progrès de la civilisation » puisque la conquête du pays par la France participe de la victoire de la civilisation, c'est-à-dire du développement des forces productives, sur les peuples arriérés : « Si nous pouvons regretter que la liberté des bédouins du désert ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes bédouins étaient une nation de voleurs ³⁹. »

Quant à l'Inde, Marx estime que, « quels qu'aient été ses crimes, l'Angleterre a été l'instrument inconscient de l'histoire en menant à bien cette révolution »⁴⁰. L'Inde était pour Marx « une proie vouée à la conquête » qui « ne pouvait donc échapper au destin d'être conquise, et toute son histoire, si histoire il y a, est celle des conquêtes successives qu'elle a subies. La société indienne n'a pas d'histoire du tout, du moins pas d'histoire connue »⁴¹. Marx estime que l'Angleterre est à l'origine de « la seule révolution sociale qui ait jamais eu lieu en Asie »⁴².

On voit que c'est presque avec l'aval de Marx que l'Allemagne et, indirectement, la social-démocratie allemande, se lancent dans la conquête de colonies.

³⁹ *The Northern Star* du 20 janvier 1848.

⁴⁰ K. Marx, « Chroniques anglaises », 1852-1854, in Œuvres, IV, *Politique I*, Paris Gallimard, La Pléiade, pp. 719-720.

⁴¹ « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », in *Du colonialisme en Asie. Inde, Perse, Afghanistan, juillet 1853*. Mille et une nuits, Paris, 2002, édition établie par et postface de Gérard Filoche. pp. 43-44.

⁴² « Chroniques anglaises », *op. cit.*

Rien de tel chez Kropotkine : c'est un « consortium de brigands » qui a permis à la France de s'emparer du Maroc ; à l'Angleterre de s'emparer de l'Égypte ; aux Italiens de « s'emparer d'une partie de l'empire ottoman pour empêcher qu'il ne soit saisi par l'Allemagne » ; à la Russie de saisir la Perse septentrionale afin que les Anglais « puissent s'emparer d'un bon morceau sur les bords du golfe Persan, avant que le chemin de fer allemand n'y soit arrivé ! »

« Et pour cela les Italiens massacrent ignoblement les Arabes inoffensifs et les sicaires du Tzar pendent les patriotes persans qui voulaient régénérer leur patrie par un peu de liberté politique. »

Le 23 avril 1911 l'armée française était intervenue au Maroc, provoquant une réaction vigoureuse de l'Allemagne qui avait des visées sur le pays. Le 1^{er} juillet : un cuirassé allemand se présente dans le port d'Agadir pour protester contre l'intervention française. L'Allemagne n'a pas de colonies et entend se mettre sur les rangs, malgré son retard par rapport à la France et la Grande-Bretagne. Elle avait des vues sur le Maroc, convoité également par la France qui occupait déjà l'Algérie. Aux termes d'un accord entre la Grande-Bretagne et la France signé en 1904, dit d'Entente cordiale, la France laisse les mains libres à la Grande-Bretagne en Égypte et peut en contrepartie instaurer un protectorat au Maroc. Guillaume II, qui veut participer au dépeçage, rencontre à Tanger le sultan Moulay al-Aziz, ce qui irrite Anglais et Français. En 1906, à la conférence internationale d'Algésiras, l'Allemagne se voit reconnaître des droits sur le Maroc, mais la France et l'Espagne y obtiennent des droits en matière de police et de banque.

En mars 1911, le sultan est menacé par une révolte et demande l'aide de la France ; le mois suivant, les Français occupent Rabat, Fès et Meknès, ce qui est interprété comme une violation des accords d'Algésiras par l'Allemagne. Cette dernière envoie dans la baie d'Agadir une canonnière, bientôt remplacée par un croiseur. L'Angleterre soutient fermement la France, qui menace l'Allemagne d'une guerre. Les deux pays décident de négocier : l'Allemagne abandonne ses prétentions sur le Maroc mais obtient 272 000 km² de territoires en Afrique équatoriale. Un traité est signé le 4 novembre 1911. La France se voit attribuer le Maroc, la Grande-Bretagne l'Égypte. En mars 1912, la France impose au sultan du Maroc un « protectorat ».

L'affaire du Maroc a montré la solidité de l'alliance avec la Grande-Bretagne ; c'est en outre la première fois depuis 1870 que la France s'oppose militairement, avec succès, à l'Allemagne. La « victoire » de la France est toutefois relative, dans la mesure où l'Allemagne gagne d'immenses territoires en Afrique. L'affaire du Maroc est particulièrement intéressante pour notre propos car elle est révélatrice de l'attitude de la social-démocratie allemande. La direction du parti se montra, pendant cette période, délibérément passive. Hermann Molkenbuhr, qui était secrétaire du parti, ne fit aucune démarche auprès du Bureau socialiste international de Bruxelles, de crainte qu'une dénonciation de l'impérialisme allemand ne nuise au parti, *qui était en pleine campagne électorale*. La prudence du parti, soucieux de ne pas affronter le nationalisme allemand, fit que 110 députés entrèrent au Reichstag – *ceux-là mêmes qui votèrent les crédits de guerre en août 1914...*

Le 29 septembre 1911, l'Italie déclare la guerre à la Turquie : 100 000 hommes sont mobilisés. Des opérations militaires italiennes ont lieu en Tripolitaine. Les 3-5 octobre, la flotte italienne bombarde les côtes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque⁴³. Les Italiens prennent Tripoli. Le 20 octobre, les Italiens prennent Benghazi. Le 23 octobre, les Turcs et les Arabes attaquent les Italiens dans l'oasis de Benghazi : il y eut de lourdes pertes parmi les *bersaglieri*. Le 4 novembre l'armée ottomane est défaite par l'Italie.

Le 19 août 1911, un accord germano-russe est signé sur le partage d'influence en Perse et sur le chemin de fer de Bagdad. Ce chemin de fer (dénommé « Berlin-Bagdad » par la presse française et anglaise) est un projet de longue date de l'Allemagne, liée par des accords avec l'Empire ottoman. Sa construction commença en 1903 et ne fut terminée qu'en 1940.

Une révolution eut lieu en Perse entre 1905 et 1911 qui aboutit le 5 août 1906 à la formation d'un régime parlementaire avec une constitution écrite. Profitant des oppositions internes, la Russie et la Grande-Bretagne s'entendirent pour partager leurs sphères d'influence en Perse. Le gouvernement iranien fut informé de ce pacte le 7 septembre 1907 par les ambassadeurs russe et britannique. La révolution constitutionnelle se heurta à l'opposition féroce du shah, soutenu par la Grande-Bretagne et la Russie. *Il n'est pas exagéré de dire que les conséquences du sabotage de la révolution démocratique en Iran se font encore sentir aujourd'hui.*

⁴³ La Tripolitaine et la Cyrénaïque, en Lybie, faisaient partie de l'Empire ottoman.

Un colonel russe, Liakhoff, se trouvait à la tête de la garde du shah constituée de 1 000 cosaques, et joua un rôle déterminant dans la répression contre les Constitutionnalistes.

« Bien qu'il fût un officier russe, portant l'uniforme russe et recevant sa solde de son gouvernement, le Cabinet russe, face aux critiques formulées par les Britanniques et les Européens pour le rôle qu'il avait joué, promptement nia à la fois sa responsabilité et la connaissance qu'il avait de ses actes, affirmant qu'il était entièrement sous les ordres du shah. De nombreuses preuves avaient toutefois été apportées montrant qu'en planifiant et en mettant en œuvre la destruction des Medjlis [*assemblées législatives*] et de la Constitution, Liakhoff réalisait les dessins du prétendu « parti avancé », une clique réactionnaire qui entourait le tsar à Saint-Pétersbourg et dont Mons. De Hartwig, Ministre russe à Téhéran, était un exemple frappant⁴⁴. »

Dans « La Guerre », Kropotkine se réfère au cadre international défini par les alliances qui étaient alors en place, notamment l'« Entente cordiale », signée le 8 avril 1904, qui avait considérablement modifié les équilibres prévalant jusqu'alors. Après la guerre de 1870-1871, la France s'était trouvée complètement isolée. Le chancelier Bismarck, soucieux qu'elle ne se mette pas en position de réclamer une revanche, avait veillé au grain. La Grande-Bretagne était restée à l'écart, n'intervenant que très peu dans les affaires du continent.

C'est la montée en puissance de l'Allemagne, évoquée par Kropotkine dans « La Guerre », qui poussa les Britanniques à sortir de leur isolement. Des contacts avaient été pris dès le début des années 1880 mais n'avaient pas abouti, faute de trouver un accord sur le partage de l'Afrique. Les contacts reprirent à trois reprises entre 1898 et 1901. Le nouveau roi Édouard II rompit les négociations qui étaient alors engagées avec Berlin et relança l'idée d'une alliance avec la France. La guerre russo-japonaise faillit tout remettre en question, car la France, qui tentait de se rapprocher de la Grande-Bretagne, était alliée avec la Russie tandis que la Grande-Bretagne, qui venait de signer un traité d'alliance avec le Japon, poussait celui-ci à attaquer la Russie.

Pour éviter toute confrontation, la France et la Grande-Bretagne engagèrent une négociation afin de régler leurs différends en Afrique, dans

⁴⁴ *The Strangling of Persia*, W. Morgan Shuster, The Century Co., 1912.

les Amériques, en Asie et dans le Pacifique. C'est ainsi que fut signé le 8 avril 1904 le traité dit d'« Entente cordiale », qui suscita beaucoup de scepticisme, mais qui révéla en fin de compte la capacité des deux parties à respecter leurs engagements. La question n'est pas minime puisque dix ans plus tard la Grande-Bretagne soutiendra la France.

La mainmise européenne sur les pays qu'on n'appelle pas encore du « tiers monde » ne se fait pas seulement par des opérations militaires. Kropotkine évoque une autre manière, beaucoup plus efficace : le contrôle financier de ces pays. Les banquiers prêtent de l'argent à des États qui s'endettent et se montrent incapables de rembourser. Les banquiers ajoutent alors les arriérés de l'intérêt et de l'amortissement au principal de l'emprunt. La description que fait Kropotkine est remarquable en ce sens que ce mécanisme de domination n'a *absolument pas changé aujourd'hui* :

« Plus les finances de l'État débiteur vont mal, plus insensées sont les dépenses de ses chefs – et plus volontiers on lui offre de nouveaux emprunts. Après quoi les banquiers s'érigent un jour en “consortium” pour mettre la main sur tels impôts, telles douanes, telles lignes de chemin de fer. »

C'est ainsi que les financiers ont ruiné et fait annexer l'Égypte par l'Angleterre. Ce fut la même chose pour la Turquie, ainsi que pour la Grèce, « qu'un groupe de financiers poussa à la guerre contre la Turquie, pour s'emparer ensuite d'une partie des revenus de la Grèce vaincue ». C'est encore ainsi que la haute finance de l'Angleterre et des États-Unis procéda avec le Japon.

Kropotkine commente :

« Là où les naïfs croient découvrir de profondes causes politiques, ou bien des haines nationales, il n'y a que les complots tramés par les flibustiers de la finance. Ceux-ci exploitent tout : rivalités politiques et économiques, inimitiés nationales, traditions diplomatiques et conflits religieux. »

Partout, on retrouve les mêmes banques, ce que Kropotkine appelle la « haute pègre de la finance » dont il dit qu'elle est « un produit de l'État, – *un attribut essentiel de l'État* », qui fournit le cadre institutionnel et les garanties nécessaires à son activité. Le révolutionnaire russe rejoint en somme le point de vue de Marx, pour qui l'État est le conseil d'administration des affaires communes de la bourgeoisie.

L'industrie d'armement joue également un rôle déterminant. En ce moment, dit Kropotkine – nous sommes en 1912 – des millions d'hommes travaillent dans les usines d'armements dont les propriétaires « ont tout intérêt à préparer des guerres et à maintenir la crainte des guerres prêtes à éclater ». Il s'agit rien moins que du « complexe militaro-industriel » dénoncé bien plus tard par le général Eisenhower... Des marchands anglais fournissent ainsi des armes aux Matabélés⁴⁵ en révolte contre les Anglais ; des marchands français fournissent en armes, en canons, en munitions les Boers d'Afrique du Sud⁴⁶. Les tribus de l'Arabie se fournissent en armes chez des marchands anglais, « ce qui amènera des soulèvements de tribus, le pillage de quelques marchands et – l'intervention anglaise, pour "rétablir l'ordre" et faire quelque nouvelle "annexion" ». L'or anglais permit aux Japonais de détruire « le pouvoir maritime naissant de la Russie dans l'Océan Pacifique ». Ce qui n'empêchait pas, précise Kropotkine, les compagnies minières du Pays de Galles de vendre à haut prix 300 000 tonnes de charbon aux Russes pour leur flotte du Pacifique. On gagne sur les deux tableaux.

Il va de soi que les capitalistes qui placent leur argent dans les entreprises travaillant pour la guerre ont intérêt à « maintenir toujours des bruits de guerre », à « pousser sans cesse aux armements », à « semer, s'il le faut, la panique ». La « grande presse », et en particulier la presse illustrée, joue un rôle décisif dans le réveil des ardeurs patriotiques lorsque la perspective de guerre diminue. Kropotkine n'est pas tendre contre celle qu'il appelle « la grande prostituée », qui s'efforce de « préparer les esprits à de nouvelles guerres, précipiter celles qui sont probables ».

« En général, plus nous avançons dans notre civilisation bourgeoise étatiste, plus la presse, cessant d'être l'expression de ce qu'on appelle l'opinion publique, s'applique à fabriquer elle-même l'opinion par les procédés les plus infâmes. La presse, dans tous les grands États, c'est déjà deux ou trois syndicats de brasseurs d'affaires financières qui font l'opinion qu'il leur faut dans l'intérêt de leurs entreprises. Les grands journaux leur appartiennent et le reste ne compte pas. »

⁴⁵ Les Matabélés, ou Ndébélés sont un peuple de l'Afrique du Sud de l'ethnie des Ngunis.

⁴⁶ Kropotkine avait été très choqué par la guerre de l'Angleterre contre les Boers, pour lui « la plus injuste qui eut jamais lieu ». Cette guerre illustre parfaitement l'analyse du révolutionnaire russe : ce fut un massacre au profit d'une poignée de capitalistes.

Là encore, ce que décrit Kropotkine reste d'une étonnante actualité. Le texte que Kropotkine écrivit en 1912 montre qu'il savait parfaitement à quoi s'en tenir concernant la guerre moderne dont il fait une description stupéfiante. Une guerre, dit-il, ce n'est pas seulement une bataille, comme celle de Gravelotte, du Potomac et de Borodino⁴⁷. Aujourd'hui, les batailles se font sur un front de cinquante, soixante kilomètres et durent sept jours comme à Liao-Yang⁴⁸, dix jours comme à Moukden⁴⁹, avec des pertes de 150 000 hommes.

« Les ravages faits par les obus, lancés avec précision par des batteries placées à cinq, six, sept kilomètres, et dont on ne peut même pas découvrir la position, grâce à la poudre sans fumée, sont inouïs. Lorsque le feu de plusieurs cents bouches à feu est concentré sur un carré d'un kilomètre de côté (comme on le fait aujourd'hui), il ne reste pas un espace de dix mètres carrés qui n'ait reçu son obus, pas un buisson qui n'ait été rasé par les monstres hurlants envoyés on ne sait d'où. La folie s'empare des soldats, après sept ou huit jours de ce feu terrible, et lorsque les colonnes des assaillants arrivent jusqu'aux tranchées ennemies, alors la lutte s'engage corps à corps entre les combattants. Après s'être lancé mutuellement des grenades à la main et des

⁴⁷ Gravelotte. – La bataille de Saint-Privat (appellation française) ou bataille de Gravelotte (appellation allemande) – défaite française – s'est déroulée le 18 août 1870 lors de la guerre franco-prussienne, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Metz. L'expression « Ça tombe comme à Gravelotte », pour désigner une pluie drue est une allusion aux tirs d'artillerie très nourris des deux armées pendant la bataille.

Potomac. – Kropotkine veut sans doute parler de la bataille de Gettysburg (2 juillet 1863) lors de laquelle se distingua l'armée du Potomac.

Bataille de Borodino, ou de la Moskova, gagnée par Napoléon le 7 septembre 1812. Elle fut la plus sanglante bataille de la campagne de Russie, lors de laquelle s'affrontèrent plus de 250 000 hommes. Les pertes s'élevèrent à 75 000 hommes.

⁴⁸ A propos de la bataille de Liao-Yang (24 août-3 septembre 1904), les commentateurs de l'époque soulignèrent l'ampleur des pertes humaines qu'elle provoqua. Les commentateurs américains évoquèrent la Guerre civile : « Aucun combat aussi féroce, aussi soutenu et aussi sanglant n'a été connu depuis que les armées de Grant et de Lee s'affrontèrent dans leur mortel corps-à-corps dans les étendues sauvages de la Guerre civile. » Sidney Tyler, *The Japan-Russia War: An Illustrated History of the War in the Far East* (Philadelphie, PA, P.W. Ziegler Company, 1905), p. 282.

⁴⁹ La bataille de Moukden (20 février 1905-10 mars 1905), en Mandchourie, fut une des grandes batailles terrestres de la guerre russo-japonaise. 276 000 soldats russes affrontèrent 270 000 soldats japonais. Il y eut 60 000 morts et blessés russes, 70 000 morts et blessés japonais.

morceaux de pyroxiline ⁵⁰ (deux morceaux de pyroxiline, liés entre eux par une ficelle étaient employés comme une fronde), les soldats russes et japonais se roulaient dans les tranchées de Port-Arthur comme des bêtes féroces, se frappant de la crosse du fusil, du couteau, des dents... »

En 1912, Kropotkine décrit ce que seront les batailles de la Première guerre mondiale alors même que l'état-major de l'armée française en est encore à imaginer des stratégies qui se rapprochent de celles des guerres napoléoniennes, avec des soldats en pantalon rouge chargeant en ligne. Or l'énormité des effectifs et l'énormité des moyens matériels en jeu firent qu'à un moment, les deux armées face à face, incapables d'avancer ni dans un sens ni dans l'autre, durent s'enterrer pour conserver leurs positions. C'est cette guerre de tranchées que Kropotkine décrit dans « La Guerre », sur la base des informations qu'il a eues sur le déroulement de guerres qui eurent lieu peu avant dans d'autres parties du monde.

Kropotkine conclut sa description en disant que « les travailleurs occidentaux ne se doutent même pas de ce terrible retour à la plus affreuse sauvagerie que représente la guerre moderne, et les bourgeois qui le savent se gardent bien de le leur dire ». On peut avoir une idée de la manipulation de l'opinion faite par la presse française, la « grande prostituée », dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 qui s'efforce de minimiser l'horreur de la guerre : « Les shrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. » On a certes du mal à croire que des lecteurs aient pu croire de telles âneries, mais il est évident que l'auteur de l'article veut délibérément manipuler l'opinion. On est très proche des manipulations de la presse internationale concernant les « frappes chirurgicales » lors de la guerre du Golfe en 1991. A travers le temps, la « Grande prostituée » reste égale à elle-même.

Mais la guerre, c'est aussi la destruction « sur une échelle colossale, du travail humain » : non seulement le matériel de guerre, mais « les choses les plus nécessaires pour la vie de tous les jours ». Le travail de millions d'hommes pendant des dizaines d'années est détruit en quelques mois. La simple perspective de guerre provoque la spéculation sur les produits de

⁵⁰ La pyroxiline est une substance explosive obtenue en trempant des fibres végétales dans de l'acide nitro-sulfurique.

première nécessité : « Chacun de nous en ressentons les effets dans les moindres détails de notre vie. »

Kropotkine s'attache à montrer les conséquences, au sein même des grandes puissances, des conflits d'intérêt pour le partage des colonies. En 1911, il y eut une augmentation extraordinaire des exportations anglaises que rien ne laissait prévoir. D'immenses commandes venaient du continent en prévision d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne. Les gros financiers profitèrent de cette circonstance. La hausse des prix frappa toutes les denrées. « Et maintenant, il suffira que les gros spéculateurs coloniaux de l'Angleterre et de l'Allemagne arrivent à un arrangement concernant leurs parts dans le partage de l'Afrique orientale, – qu'ils s'entendent sur “les sphères d'influence” en Asie, c'est-à-dire sur les conquêtes prochaines » et cette flambée de spéculation s'arrêtera. C'est ce qui se passa. En Angleterre, la réduction consécutive à cette arrangement fit que les compagnies de charbonnages et les lords du coton se trouvaient avec des excédents de stocks, ce qui les incitait à pousser les ouvriers à la grève. Pour Kropotkine, la politique des États modernes se réduit au choix que prendront les milieux privilégiés, eux-mêmes plus ou moins soutenus par ces États. Là encore, les protagonistes réels du conflit qui se prépare sont l'Angleterre et l'Allemagne.

L'irruption de l'Allemagne dans l'arène internationale produisit une rupture dans les équilibres jusqu'alors existants : « ... il est évident que l'entrée dans l'arène économique d'un aussi puissant producteur qu'est l'Allemagne moderne, avec ses écoles, son éducation technique répandue à pleines mains dans le peuple, son entrain juvénile et les capacités d'organisation de son peuple, devait changer les rapports entre nations. » Un « ajustement des forces » était nécessaire, mais impossible parce qu'il était entravé par les privilèges et les monopoles en place. Les choix politiques sont constamment conditionnés aux choix que prendra « le Syndicat des banquiers de Paris, de Vienne, de Londres ». C'est la finance qui fait et défait les ministères. Les rapports internationaux se réduisent aux décisions que prendront en dernière analyse la finance.

« Ainsi l'état des forces mises en jeu est donné par le degré de développement technique des diverses nations, à un certain moment de l'histoire. Mais l'usage qui sera fait de ces forces, dépend entièrement de l'état d'asservissement à son gouvernement et à la forme étatiste d'organisation, auquel les populations se sont laissé réduire. »

L'État est une organisation développée spécialement pour enrichir les riches et « absorber tous les progrès au profit des classes privilégiées ». Aucune issue vers l'harmonie, le bien-être et une « nouvelle efflorescence d'une civilisation libertaire » n'est possible dans le cadre des États. L'intérêt de « La Guerre » est que le texte montre que Kropotkine savait, bien avant le conflit de 14-18, très précisément comment se passerait la guerre qui était en train de se préparer ; les positions qu'il adopta en 1916 furent prises en parfaite connaissance de cause. Il faut donc s'interroger sur les raisons qui ont motivé son choix.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre »

Le manifeste intitulé « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut publié le 12 février 1915, c'est-à-dire presque exactement un an avant le « Manifeste des Seize ». On y lit notamment :

« ...il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives (...). Notre rôle c'est d'appeler les esclaves à la révolte contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchiste doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte et à faire naître le mécontentement dans les peuples et les armées. »

Le document ne désigne pas de responsable au conflit. Celui-ci est le résultat de l'inégalité économique et sociale, de l'antagonisme sauvage des intérêts. La guerre était inévitable, car les budgets militaires étaient en augmentation constante depuis un demi-siècle. Aussi ne peut-on faire de distinction entre guerre offensive et guerre défensive. Chaque belligérant fait assaut de preuves de sa bonne foi :

« Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation. »

Ne pas désigner un responsable au conflit relève d'une position de principe : la guerre est condamnable en soi, il ne saurait donc y avoir d'agresseur ni d'agressé. Il est certain que lorsqu'on cherche à comprendre comment une guerre a commencé on peut être tenté de triturer la vérité pour désigner un coupable plutôt qu'un autre. Mais le fait que ce risque existe ne suffit pas pour disqualifier toute analyse historique. Les proclamations internationalistes ont le défaut précisément de refuser toute analyse réelle du contexte et des faits.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » affirme qu'aucun État n'est compétent pour revendiquer les valeurs de la civilisation, et le texte ne manque pas, pour ce qui est du gouvernement français, d'évoquer « Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires », et qui maintient en prison depuis des

années des « camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ». C'est, rappelons-le, une époque où un pauvre prend huit ans de prison pour avoir volé un lapin. Aucun des États belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, parce que la cause première de la guerre réside « uniquement dans l'existence de l'État, qui est la forme politique du privilège » ; il est « l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés », oppression soutenue par les partis politiques, « même d'opposition », et avec l'aide de la presse.

« Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploités. »

Il faut donc s'atteler à « affaiblir et à désagréger les divers États, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées ». Il faut « profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution ». C'est un document qu'on pourrait qualifier de « classique » dans la littérature internationaliste : la guerre est le produit du capitalisme, elle est mise en œuvre par les États. Les ouvriers, les paysans, le peuple d'une façon générale n'ont rien à y gagner. Il faut transformer la guerre en révolution.

« L'Internationale Anarchiste et la Guerre » pose les principes généraux qu'il convient d'adopter en cas de guerre, mais rien d'autre. L'ensemble des belligérants sont mis dos à dos. Il n'y a aucune analyse sur la situation concrète au moment où le texte est rédigé, sur la situation internationale. Il pourrait pratiquement s'appliquer à n'importe quelle guerre, à n'importe quel moment. Il en est tout autrement du « Manifeste des Seize ».

Le « Manifeste des Seize »

Kropotkine et quelques anarchistes de l'époque considéraient que l'Allemagne était l'agresseur, constat confirmé d'une certaine manière par l'occupation de la Belgique, du quart de la France et d'une grande partie de la Russie d'Europe. L'Allemagne était vue comme le modèle de l'étatisme et du militarisme, tandis que la France était la patrie de la révolution de 1789. Une victoire allemande aurait donc été une immense régression pour l'Europe tout entière. Ce courant, qualifié de « défensiste » rédigea un manifeste connu sous le nom de « Manifeste des Seize » qui suscita un grand émoi dans le mouvement libertaire, mais qui n'eut bien entendu, aucune influence réelle sur le déroulement ultérieur de la guerre – un point sur lequel les signataires auraient dû réfléchir.

On retrouve dans le « Manifeste des Seize » beaucoup d'éléments de la lettre à August Steffen⁵¹. Il faut souligner cependant une différence importante avec le texte intitulé « La Guerre » que Kropotkine avait écrit en 1912 : l'Allemagne n'est plus désormais un « second couteau » dans les rapports inter-impérialistes, elle est un acteur majeur.

Signé le 28 février 1916, le Manifeste fut publié le 14 mars 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Kropotkine désignait ce texte sous l'appellation de « Projet de déclaration sur la "paix" ». Dans le numéro du 14 avril 1916 de *La libre Fédération* de Lausanne, le 14 avril, une centaine d'adhésions nouvelles se manifestèrent qui « émanaient de camarades français, italiens (les plus nombreux), quelques-uns de Suisse, d'Angleterre, de Belgique et du Portugal. Certaines étaient suivies de ces deux mots curieux : "Aux Armées" »⁵², selon Hem Day⁵³.

Les anarchistes « orthodoxes », ou internationalistes, étaient incontestablement majoritaires et considéraient la guerre du seul point de vue des principes, qui ne pouvaient pas être contestés : la guerre était l'aboutissement du système capitaliste et de l'État. Les anarchistes étant opposés à l'un et à l'autre, remettre en cause le principe de l'opposition à toute guerre n'était pas envisageable : elle était un « règlement de comptes entre larrons impérialistes » et peu importait qui était l'agresseur ou

⁵¹ Maurice Laisant écrit que le « Manifeste des Seize » fut rédigé « à l'instigation de Jean Grave ». Michaël Confino écrit à ce sujet : « Kropotkine indique [...] (lettre du 8 février 1916) que ce fut lui qui rédigea le Manifeste des Seize, puis le soumit, pour amendements et approbation, aux autres signataires. » (« Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1981, vol. 22, n° 22-2-3.)

⁵² Cela signifiait que le signataire était sous les drapeaux.

⁵³ « Les anarchistes et la Guerre mondiale. » Source : *Encyclopédie anarchiste*.

l'agressé, le vainqueur ou le vaincu. Seule importait la lutte contre le militarisme, le patriotisme et pour la révolution sociale.

Les signataires du « Manifeste des Seize » opposaient à l'orthodoxie stricte de la majorité du mouvement anarchiste une vision relativiste de la situation. Cela apparaît très clairement dans un texte de Jean Grave paru en septembre 1922. Grave affirme que lui et ses amis sont parfaitement internationalistes et que « jusqu'à la déclaration de la guerre » ils ont combattu le militarisme : « mes camarades et moi, nous pouvons nous vanter d'avoir mené cette campagne mieux que qui ce soit », dit-il. Jean Grave ajoute une chose curieuse ; leur seul tort est « d'avoir raisonné comme si les anarchistes devaient être maîtres des événements ». Cela signifie-t-il que les signataires pensaient que le « Manifeste des Seize » allait réellement influencer sur le cours de la guerre ?

Grave reconnaît que d'un point de vue abstrait, « un gouvernement vaut l'autre ». Mais dans la pratique ce raisonnement ne tient pas. Sous certains gouvernements, « au prix de quelques mois de prison, de quelques tracasseries, la propagande de nos idées est possible ». Sous d'autres gouvernements, elle est impossible. Jean Grave pose donc la question : « Sous prétexte que nous ne voulons aucun gouvernement, faut-il en conclure que s'il se présentait une tentative de nous imposer un régime comme celui du tsarisme par exemple, les anarchistes devraient se croiser les bras et laisser faire ? » Là se trouve peut-être la ligne de clivage entre anarchistes orthodoxes et signataires du « Manifeste des Seize ». Pour Grave, « on ne parvient à augmenter la somme de liberté dont on jouit, qu'à condition de savoir défendre celles qu'on possède déjà ». Selon Grave, la victoire allemande aurait été, « pour un siècle au moins », la mort de toute idée d'émancipation dans toute l'Europe : « Cela, pour moi et mes co-signataires, était indéniable ». La question est de savoir si Grave avait raison.

Selon le Manifeste, le peuple allemand s'est laissé tromper en 1914 : il croyait réellement défendre son territoire. Mais les travailleurs allemands devraient avoir compris maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date : « maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues ». Il revient donc aux travailleurs allemands de reconnaître qu'ils ont été trompés ; il leur faut refuser toute annexion ou toute idée d'indemnité de guerre au profit de l'Allemagne, et admettre en revanche que

l'Allemagne doit « réparer les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins ». C'est à ces conditions, dit le « Manifeste », qu'« il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix ».

« Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand. » D'autant moins qu'au moment même où le « Manifeste des Seize » est rédigé, la France est en très mauvaise posture. Il est à peu près certain que ses rédacteurs pensent alors que la France est en train de perdre la guerre : en témoigne le fait qu'il y est dit que les Allemands ne doivent pas *réclamer* d'indemnité de guerre.

A peu près un an avant la rédaction du « Manifeste des Seize », du 5 au 8 septembre 1915, avait eu lieu à Zimmerwald, en Suisse, une conférence rassemblant des socialistes opposés aux partis officiels, attachés à l'internationalisme et opposés au nationalisme et au chauvinisme. Trente-huit délégués de différents pays d'Europe étaient rassemblés : suisses, suédois, norvégiens, néerlandais, polonais, roumains, allemands, français, russes, italiens, britanniques, bulgares, ainsi que des représentants du Bund, l'organisation socialiste des travailleurs juifs en Europe de l'Est.

Il est significatif que pratiquement dès le début du « Manifeste des Seize », celui-ci s'évertue à disqualifier la conférence de Zimmerwald : « On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. » C'est absolument faux. Le SPD, parti socialiste officiel en Allemagne, n'a pas été invité – pas plus que la SFIO française – à cause de leur soutien à la guerre. Cependant, il y eut des représentants allemands à la conférence : Adolf Hoffmann et Georg Ledebour.

Soulignons que l'un d'eux, Ledebour, s'était systématiquement opposé, avant la guerre, aux propositions faites par la CGT d'envisager une action commune en cas de déclenchement des hostilités entre les deux pays. En outre, Ledebour fit partie d'une délégation des « hommes de confiance » de tous les partis du Reich à qui le ministre allemand de la Guerre voulait faire accepter le vote d'un crédit de guerre exceptionnel afin d'accélérer le réarmement. A la même époque, les socialistes allemands assuraient leurs naïfs homologues français que *jamais* l'Allemagne n'attaquerait la France. Bebel, qui faisait partie de la délégation social-démocrate, accepta le projet du ministre de la Guerre sous réserve de quelques concessions de forme. Ledebour était sans doute l'un des dirigeants social-démocrates allemands les moins qualifiés pour participer à la conférence de Zimmerwald.

En fait, Kropotkine est persuadé que les « zimmerwaldiens » sont pro-allemands : l'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés des Alliés lui fait dire : « ... c'est une preuve que les neutres ne croient plus à la victoire de l'Allemagne, dont les Zimmerwaldiens voulaient nous persuader »⁵⁴. Kropotkine semble penser que la conférence de Zimmerwald n'eut lieu que parce que l'Allemagne était en position forte – ce qui était le cas en 1915 – et qu'une négociation sur la paix aurait été favorable à l'Allemagne. De fait, l'opposition catégorique de Kropotkine aux options de Zimmerwald vient de ce qu'il pense qu'un arrêt de la guerre inconditionnel et immédiat donne en fait des avantages stratégiques et diplomatiques énormes à l'Allemagne, qui occupe dix départements du Nord de la France, la Belgique et une grande partie de l'empire russe. Une négociation, dans ces conditions, aboutirait à ce que l'Allemagne conserve une partie de ses gains territoriaux, sans parler des 18 milliards d'emprunts russes qui n'avaient alors pas subi le destin qu'on leur connaît.... C'est la raison pour laquelle les anarchistes « défensistes » sont catégoriquement opposés au slogan de « paix immédiate ». Kropotkine n'est pas loin de penser que la conférence de Zimmerwald a pour objectif implicite de servir les intérêts allemands en cas de « paix immédiate ».

La conférence de Zimmerwald s'acheva par la rédaction d'un manifeste dont l'un des chapitres est une « Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands », qui dit notamment :

« Après un an de massacre, le caractère nettement impérialiste de la guerre s'est de plus en plus affirmé ; c'est la preuve qu'elle a ses causes dans la politique impérialiste et coloniale de tous les gouvernements, qui resteront responsables du déchaînement de ce carnage. »

Pour être exact, la « Déclaration franco-allemande » aurait dû être « commune aux socialistes allemands et aux *syndicalistes* français », les deux représentants français étant des militants de la CGT. Le Manifeste de Zimmerwald appelle les travailleurs de tous les pays à s'unir contre la guerre : « Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples ». C'est en partie ce que pense Kropotkine : il ne doit pas y

⁵⁴ Lettre de Kropotkine à J. Guérin, 4 septembre 1916, in *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

avoir d'annexion – mais il considère que l'Allemagne doit réparer les dégâts qu'elle a causés aux pays occupés.

La composition des participants à la conférence était hétéroclite. La majorité était pacifiste et souhaitait que la conférence affirme la volonté de défendre l'internationalisme et s'opposait à la guerre impérialiste. Une minorité insistait sur la trahison de la II^e Internationale et sur la nécessité de rompre avec les social-démocrates et de fonder une nouvelle Internationale.

Une autre conférence internationaliste eut lieu en avril 1916 à Kienthal, un mois après la rédaction du « Manifeste des Seize ».

Ces deux conférences n'eurent pas plus d'effet concret immédiat sur le déroulement de la guerre que n'en eut le « Manifeste des Seize », mais elles eurent le mérite de réaffirmer des positions de principe.

Le « Manifeste des Seize » constate que le gouvernement allemand se prépare à de nouvelles offensives – ce qui est vrai. Se fondant sur la *Neue Zuercher Zeitung* et la *Norddeutsche Zeitung*, le Manifeste affirme que dans l'hypothèse où une paix serait signée, la plupart de la Belgique serait évacuée contre des gages : « Quels seraient ces gages ? Les mines de charbon belges, le Congo ? » et une forte contribution annuelle. Quant au territoire français, il serait évacué « ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français », contre une contribution de 18 milliards.

Quel est le point de vue de la presse allemande ?

« La presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du Nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte – se trouve divisé, sur cette question, en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. »

Sur la volonté allemande d'annexion de la Belgique, le « Manifeste des Seize » ne se trompe pas. Dans son interview avec Edward Hunt, un humanitaire américain, Kautsky avait déclaré ; « Vous pouvez voir que les journaux préparent la nation pour l'annexion finale de la Belgique ». Kautsky ajoute une remarque qui manifestement choque l'Américain :

« Nous avons acheté cette province avec notre sang. » Remarque intéressante, qui montre que le social-démocrate a manifestement intégré l'idée de l'annexion de ce pays, qualifié de *province*. L'Américain fait d'ailleurs remarquer que son interlocuteur ne parle aucunement du *sang belge*⁵⁵.

Le « Manifeste des Seize » conclut que « parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand de Bülow et de ses agents » : à la veille de la bataille de la Marne, l'Allemagne est en effet en position de force et toute discussion de paix ne pourrait que tourner à son avantage⁵⁶.

Dans une lettre à J. Guérin datée du 28 juillet 1916, Kropotkine écrit à ce sujet :

« Les faits confirment de plus en plus notre manière de voir, exprimée dans la "Déclaration". Bülow et ses douze secrétaires avaient fortement manœuvré en Suisse pour semer les bruits de paix et pour tâcher de des défenseurs à cette idée. Maintenant on voit que le gouvernement allemand n'a jamais pensé de lâcher une seule de ses conquêtes sans recevoir de fortes contributions en échange et sans retenir les parties de territoires envahis en Belgique et en France qui lui souriaient le plus. Il faut être suprêmement naïf pour ne pas voir que c'était un moyen de semer la discorde dans les nations alliées, parce que les Allemands savaient bien, j'en suis sûr, quelle sorte d'offensive se préparait pour l'été. Espérons qu'elle réussira et que les Allemands s'aperçoivent bientôt qu'envahir un territoire et le fortifier n'est pas encore le conquérir. »

Les signataires du « Manifeste des Seize » s'élèvent contre les illusions des libertaires concernant les « dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne ». Ils préfèrent « regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer ». Ce qui est désigné comme l'agression allemande est considéré par les signataires comme une menace non seulement contre les « espoirs d'émancipation », mais aussi « contre toute l'évolution humaine » :

« C'est pourquoi nous, anarchistes, nous antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. »

Le « pragmatisme » de la déclaration se manifeste dans le fait que les signataires auraient préféré voir la population prendre en mains sa propre défense – sans toutefois que le document précise s'il s'agit de la défense du

⁵⁵ Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916. (p. 63.)

⁵⁶ *Les Temps nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

territoire national ou d'une défense en vue de réaliser la révolution sociale. Mais, « ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé ». Ce point constitue sans doute le pivot du « Manifeste des Seize ». Si, en cas de guerre, les positions internationalistes n'aboutissent pas à un arrêt des hostilités et si l'un des belligérants occupe tout ou partie du territoire du vaincu, que faut-il faire ? Les proclamations issues du mouvement anarchiste « orthodoxe » ne répondent pas à cette question, sinon en disant, comme Malatesta, qu'il vaut mieux subir une occupation plutôt que de faire la guerre, car dans ce cas on peut poursuivre la lutte sociale – position plutôt naïve : l'expérience de la guerre suivante a montré ce qu'il en était des luttes sociales sous l'occupation allemande alors que les ressources industrielles et agricoles du pays étaient littéralement razzées par l'occupant et que la population crevait de faim.

Le « Manifeste des Seize » se contente de dire que la population allemande doit revenir à « de plus saines notions de la justice et du droit » et renoncer à servir « d'instrument aux projets de domination politique pangermaniste ». La question est donc de savoir s'il y a effectivement des « projets de domination politique pangermaniste ».

Certes, affirme le Manifeste, nous sommes internationalistes, nous voulons l'union des peuples et la disparition des frontières, la réconciliation avec le peuple allemand. Mais c'est précisément pour cette raison que « nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement ». Il n'est pas question de parler de paix avec un parti qui a fait de l'Europe, pendant quarante ans, un « vaste camp retranché ». Ce serait « l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre ». Il est nécessaire de résister afin de « préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux ».

Le « Manifeste des Seize », au contraire des textes internationalistes habituels, ne se place pas sur un registre « proclamatif », sur le mode de : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », sans que ceux qui rédigent ces proclamations puissent faire grand chose pour changer l'état réel des choses. Il se place sur un registre « analytique », ou « pragmatique », qui se borne à constater la réalité des faits. Il est dit, par conséquent, que :

1. Le contexte est absolument défavorable à toute discussion de paix. En effet, négocier la paix alors que la Belgique, dix départements du Nord de la

France et une grande partie de l'empire russe sont occupés met l'Allemagne dans une position favorable.

2. Par conséquent il faut renforcer l'effort de guerre, dans la mesure où une victoire allemande aurait des conséquences tragiques, sur le plan politique (écrasement du socialisme français), culturel (hégémonie allemande) et économique (perte de régions vitales au pays et paiement des réparations de guerre).

A partir de ces prémices, la position défendue par le « Manifeste des Seize » découle logiquement. C'est un document parfaitement cohérent. A l'examen, on ne peut s'empêcher de penser que ce texte a, par anticipation, quelque chose d'anti-munichois.

La question qui se pose est que même si l'analyse factuelle faite par le texte est juste, les signataires avaient-ils raison de le signer ? Il paraît évident que l'absence de discernement dont Kropotkine a fait preuve relève d'un fond de germanophobie qu'on retrouve même dans ses textes théoriques lorsqu'il parle de la philosophie allemande, de Hegel, de la « dialectique ».

Les prises de position de Kropotkine en 1916 – extrêmement minoritaires dans le mouvement anarchiste de l'époque, rappelons-le – se fondent sur des analyses étonnamment semblables à celles que firent Bakounine en 1870-1871. Comme Bakounine, il souhaitait la transformation de la guerre en révolution sociale – fait qui est très peu souligné. Malheureusement pour lui, ses prises de position en faveur de la France ne furent pas accompagnées d'une seconde insurrection communaliste.

Un théoricien révolutionnaire peut-il se limiter au registre pragmatique, quel que soit le caractère évident et convainquant de celui-ci, *lorsque des principes essentiels sont en cause* ? Si le théoricien veut conserver sa qualité de révolutionnaire, la réponse est clairement non. Lorsqu'on est dans le registre pragmatique, on est dans l'indétermination, on ne peut prévoir comment les événements finiront par tourner. Or les principes sont la seule chose qui reste lorsqu'on ne peut pas réellement peser sur les événements – ce qui était évidemment le cas de Kropotkine en 1916.

Y avait-il une autre voie que la signature du « Manifeste des Seize » ? Une voie qui permettait aux signataires de faire « passer le message » concernant les conséquences d'une éventuelle victoire allemande, tout en préservant les principes internationalistes ? Kropotkine aurait tout aussi bien pu rédiger un manifeste dans lequel il dénonçait par anticipation les conséquences prévisibles d'une domination allemande sur l'Europe, tout en

appelant les prolétaires à ne pas se massacrer mutuellement. Une telle déclaration aurait sans doute même eu beaucoup plus d'impact, mais il fallait compter avec l'orgueil d'une personnalité autoritaire comme celle de Kropotkine, convaincu d'avoir raison contre tout le monde. On retrouve d'ailleurs le même orgueil autoritaire chez Jean Grave, qui traite d'« imbéciles » les gens qui ne sont pas d'accord avec lui.

Marie Goldsmith partageait le point de vue « défensiste » de Kropotkine mais refusa de signer le « Manifeste des Seize ». Elle « avait préféré exprimer son soutien par des articles où elle pouvait en même temps formuler ses réserves et les nuances de son opinion personnelle », écrit Michael Confino ⁵⁷.

Si Kropotkine avait agi ainsi, il aurait fait passer le même message sans semer la pagaille dans le mouvement anarchiste.

⁵⁷ « Anarchisme et internationalisme. Autour du Manifeste des Seize. Correspondance inédite de Pierre Kropotkine et de Marie Goldsmith, janvier-mars 1916. » *Cahiers du monde russe et soviétique*, 1981, vol. 22, n° 22-2-3.

Maurice Laisant et Hem Day

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, de nombreux militants libertaires sont frappés de désarroi devant ce que Maurice Laisant appelle « la grande faillite ». Maurice Laisant écrivit dans *Le Monde libertaire*, en septembre 1964 un article sur les anarchistes pendant la guerre, qui a le mérite de tenter de faire « l'étude générale des événements et du comportement de tous » et de rappeler « le climat qui présida à la déclaration de guerre de 1914 ». L'attentat de Sarajevo y est présenté comme un prétexte pour déclencher la guerre. La Russie, dit Laisant, est inquiète du développement industriel de l'Allemagne et veut « s'opposer à une expansion possible du pangermanisme ». L'Angleterre s'inquiète de voir un nouveau concurrent sur les mers. En France, « le mouvement social se développe dangereusement pour le pouvoir dans le même temps où la réaction et le bellicisme accèdent à la présidence de la république en la personne de Raymond Poincaré, l'homme de la revanche ».

Mais, selon Maurice Laisant, le plus grand danger pour les gouvernants, qu'il fallait anéantir par la guerre, était l'internationalisme ouvrier, l'« éveil à la conscience de tous les travailleurs ». De nombreux congrès internationaux avaient eu lieu, « assez timides et réformistes à leur début », mais qui se montraient de plus en plus catégoriques. Si, dit encore Laisant, les socialistes divisés ne se regrouperont que tardivement, les syndicalistes, « combien plus solides », vont « jeter les bases d'une future structure sociale ». Laisant fait une précision judicieuse qui éclairera le déroulement ultérieur des faits. Parlant de l'attitude des partis et des syndicats, il dit :

« Faits à signaler, alors que dans presque tous les pays, les seconds n'ont qu'un rôle revendicatif et s'alignent pratiquement sur les premiers, en France la CGT conserve une totale autonomie et se refuse à limiter son rôle à des revendications pécuniaires et à laisser aux politiques la résolution des problèmes sociaux. Face à celui de la guerre dont divers incidents annoncent la menace, les uns comme les autres préconisent le boycott de la tuerie par la grève générale, la paralysie du pouvoir dans chaque État, la prise des organismes centraux : chemins de fer, PTT, ministères, etc.⁵⁸ »

⁵⁸ Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 », *Le Monde Libertaire*, septembre 1964.

A la veille de la guerre, en juillet 1914, le congrès du parti socialiste français avait déclaré comme « particulièrement efficace » le recours à la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays concernés.

« Deux jours avant la guerre, syndicalistes et socialistes s'élevaient encore contre la possibilité d'une pareille monstruosité⁵⁹ », dit Maurice Laisant. Puis, sans transition, les leaders démissionnent. On se précipite effectivement sur les ministères, dit Laisant, mais pas pour paralyser le pays, pas pour couper les communications, mais « simplement pour y trouver un fauteuil doré à la taille d'un Guesde, d'un Sembat ou d'un Jouhaux. Certes, quelques-uns sauveront l'honneur, mais pour un Merrheim ou un Monatte⁶⁰ en France, un Liebknecht ou une Rosa Luxembourg en Allemagne, un Douchan Popovitch ou un Laptchevitch en Serbie, combien de Vandervelde⁶¹, de Renaudel⁶², d'Albert Thomas⁶³, de Compère-Morel⁶⁴ ou de Marcel Cachin⁶⁵ ? »

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Pierre Monatte était certes contre la guerre mais il fut mobilisé et répondit à l'appel sous les drapeaux. « En janvier 1915, il rejoignit le 252^e régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre », dit Colette Chambellan dans sa biographie de Monatte. On ne peut certes pas reprocher à Monatte d'avoir été au front dans la mesure où il n'avait sans doute pas trop le choix. Mais cette attitude tranche singulièrement avec celle d'un Gaston Leval qui fut réfractaire, c'est-à-dire déserteur, qui dut s'exiler et paya toute sa vie le choix qu'il avait fait. Sur le fond, l'attitude de Monatte se rapproche finalement plus de celle de Kropotkine que de celle de Leval. Il serait intéressant de recenser tous les militants qui étaient contre la guerre mais qui la firent quand même...

⁶¹ Emile Vandervelde (1866-1938) était secrétaire permanent du Bureau Socialiste International. Il devint ministre du roi des Belges.

⁶² Pierre Renaudel (1871-1935) fut un dirigeant national de la SFIO. Proche de Jean Jaurès, il dirigea *l'Humanité* pendant la Première Guerre mondiale. Il choisit une ligne éditoriale favorable à la guerre au nom de la défense de la République.

⁶³ Albert Thomas (1878-1932), député socialiste de la Seine en 1910, réélu en 1914. Proche de Jaurès. Ce gestionnaire remarquable se voit confier par Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, l'organisation de la production du matériel de guerre. Il fait revenir du front les ouvriers qualifiés, a recours au travail des femmes et fait venir des « indigènes » des colonies pour les faire travailler.

⁶⁴ Adéodat Compère-Morel (1872-1941) adhère au Parti ouvrier en 1891, puis au Parti socialiste de France en 1902, puis à la SFIO en 1905. Député du Gard en 1909 après trois échecs, réélu jusqu'en 1936. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut un des animateurs de la politique de défense nationale du Parti socialiste. Il se rallie à Pétain en 1940.

⁶⁵ Marcel Cachin (1869-1958) adhère au Parti ouvrier français de Jules Guesde en 1891, participe au congrès d'Amsterdam en 1904 et de Paris en 1905 et rejoint alors la SFIO à sa

Le déclenchement de la guerre a provoqué le désarroi dans le mouvement anarchiste. Tous les théoriciens du mouvement avaient « crevé le paravent des guerres défensives ou de droit pour démasquer les intérêts et les ambitions qu'elles camouflent ; ils avaient rappelé que les travailleurs, n'ayant pas de patrie, n'en ont pas à défendre » ; ils avaient prôné l'internationalisme et la solidarité ouvrière. Ils avaient été d'« irréductibles ennemis de toutes guerres ». Que pouvaient-ils donc faire ?

Après la « trahison des leaders syndicaux » et « l'abandon des socialistes », dit encore Laisant, les anarchistes, « ramenés à leurs seules forces » ne pouvaient prétendre à une « action d'envergure capable de contrecarrer l'immonde fléau ⁶⁶. »

Si quelques individualités ont cédé à ce « vent de folie », ce sont les nôtres, rappelle Laisant, « qui forment la plus large proportion des réfractaires, des déserteurs et des insoumis ». Celui-ci rappelle que le « Manifeste des Seize » avait vu le jour à l'instigation de Jean Grave ; il faisait réponse à la déclaration des internationalistes réfugiés à Londres, laquelle « maintenait la position anarchiste de toujours », et qu'une nouvelle déclaration internationaliste vint faire réponse au « Manifeste des Seize ». Laisant souligne également qu'il convient de distinguer les anarchistes qui ont signé le « Manifeste des Seize » et les socialistes. Si la position des premiers fut une erreur, dit-il, « elle ne fut jamais un calcul ou une trahison. À aucun d'eux, elle n'apportera une prébende, un privilège, un poste honorifique. Tandis que les ministres socialistes se pavanaient, trônaient et se compromettaient avec la réaction, le libertaire Malato ⁶⁷ (logique avec lui-même) s'engageait alors qu'il en avait passé l'âge. » En 1914, Malato avait 57 ans...

Un autre militant anarchiste, Hem Day, montre qu'on ne peut pas mettre en parallèle l'attitude de la social-démocratie allemande et celle du mouvement anarchiste français. Hem Day dit très justement dans son

fondation. Député de 1914 à 1932 il soutient la politique d'union nationale. En 1917 il est envoyé en mission en Russie. Cachin est l'un des fondateurs du Parti communiste au congrès de Tours en 1920, qui se ralliera à la III^e Internationale.

⁶⁶ Maurice Laisant. « Les anarchistes et l'Internationale durant la Guerre de 1914 », *Le Monde Libertaire*, septembre 1964.

⁶⁷ Charles Malato (1857-1938). Il est déporté en Nouvelle-Calédonie à l'âge de 17 ans avec ses parents, communards. Revenu en France, il collabore aux journaux *La Guerre sociale* et *La Bataille syndicaliste*. Dès le début de la guerre, il rallie l'Union sacrée et signe le « Manifeste des Seize ».

commentaire sur le « Manifeste des Seize » : « Le mouvement anarchiste, avant 1914, était loin de rallier des masses organisées et disciplinées comme celles des partis politiques et des organisations ouvrières »⁶⁸. Le parti social-démocrate allemand avait, rappelons-le, quatre millions d'adhérents à la veille de la guerre et cent-dix députés au Reichstag dont seulement quinze ont refusé de voter les crédits de guerre⁶⁹.

Les positions de Kropotkine sur la guerre n'étaient pas une surprise. Il s'était exprimé là-dessus bien avant que la guerre n'éclate. Des débats intenses avaient eu lieu au sein du groupe Freedom⁷⁰. « ...En cas de conflit entre la France et l'Allemagne, dit Hem Day, il prendrait position pour la France, qu'il trouvait plus évoluée et dont il craignait que la défaite n'entraînât une réaction internationale. »

Lors d'un passage à Paris en 1913 Kropotkine avait en outre déclaré :

« Et la guerre ? J'ai dit lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans et de ne pouvoir prendre un fusil pour défendre la France dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne. Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets pas qu'un pays soit violenté par un autre, et je défendrai la France contre n'importe quel pays d'ailleurs : Russie, Angleterre, Japon, aussi bien que contre l'Allemagne⁷¹. »

« Que devenait la fameuse insurrection en cas de guerre, prônée par le mouvement anarchiste révolutionnaire ? »,

⁶⁸ Hem Day, Le « Manifeste des Seize ».

⁶⁹ Encore que le refus de ces quinze-là doit être relativisé. On met ce chiffre en avant pour montrer que les députés social-démocrates au Reichstag n'étaient pas totalement unanimes. En réalité, ils s'opposèrent au vote *lors d'une réunion préparatoire*, interne au parti, mais suivirent la discipline du parti lorsqu'il fallut voter.

⁷⁰ *Freedom* était un journal anarchiste-communiste fondé à Londres en 1886 par Kropotkine et Charlotte M. Wilson.

⁷¹ Cité par Hem Day, *loc. cit.* Il est surprenant de constater à quel point les positions de Kropotkine (né en 1842) sur l'Allemagne et celles de Bebel (né en 1840) sur la Russie procèdent d'un raisonnement identique. Bebel considérait que la Russie était « l'ennemie de toute civilisation » (*L'Humanité* du 28 septembre 1907). Et de même que Kropotkine vieillissant aurait été prêt à prendre les armes contre l'Allemagne, Bebel vieillissant aurait été prêt à les prendre contre la Russie : *L'Humanité* du 28 septembre 1907 rapporte ses paroles : il y a sept ans, dit-il, « je disais que dans une guerre contre la Russie, qui est le principal point d'appui de la réaction allemande, j'étais prêt, moi, vieux jeune homme, à prendre le fusil en main. »

commente Hem Day. Celui-ci omet cependant de dire qu'en 1905 Kropotkine avait dit qu'il prendrait le parti de la France non comme « soldat de la bourgeoisie » mais comme « soldat de la Révolution, dans les légions franches des révolutionnaires ».

Dans les numéros d'octobre, novembre et décembre 1915 de *Freedom* parut une controverse entre partisans de ceux qui soutenaient la guerre (Kropotkine, Jean Grave, Tcherkesoff) et ceux qui s'y opposaient (Malatesta et une grande partie des anarchistes anglais). Kropotkine et ses amis tentèrent d'utiliser le journal comme tribune pour diffuser leur point de vue. Les choses se passèrent mal. Il y eut une rupture dans le groupe. Les opposants à la guerre publièrent un Manifeste en anglais, français et allemand, « L'Internationale Anarchiste et la Guerre »⁷².

C'est en réponse à cet appel internationaliste que fut rédigé le « Manifeste des Seize », qui fut publié le 28 février 1916 dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*. Le 14 avril, dans un journal anarchiste de Lausanne, *la Libre fédération*, une centaine de nouvelles signatures s'y ajoutaient.

En France, Sébastien Faure tenta de réagir. Il avait pris dès le début position contre la guerre. En octobre 1914 il publia un manifeste intitulé « Vers la paix », dans lequel on peut lire notamment :

« Plus que jamais ennemi de la guerre, plus que jamais attaché à la paix, je ne puis servir la cause à laquelle j'ai voué ma vie qu'en tentant d'abrégier la guerre et de hâter la paix. Je m'y décide [...] Quels que soient les risques à courir, j'aime mieux les affronter que de renier tout mon passé ma seule fierté et ma seule richesse et de traîner une vieillesse impuissante et déshonorée. »

Ce tract connut un succès remarquable, aussi Malvy, le ministre de l'Intérieur convoqua-t-il Sébastien Faure et menaça de s'en prendre à ceux qui, dans les tranchées, lisaient et distribuaient ce tract s'il ne cessait sa campagne contre la guerre. Ne voulant pas engager d'autres que lui-même, le vieux militant obtempéra. En juillet 1915, Sébastien Faure publia un autre tract, « La trêve des peuples », diffusé jusque sur le front. En mars 1916 il fonda avec d'autres anarchistes un journal, *Ce qu'il faut faire*, qui prenait

⁷² Parmi les signataires : L.D. Abbott, A. Berkman, L. Bertoni, Ch. Frigerio, E. Goldman, H. Havel, E. Malatesta, F. Domela Neuenhuis, E. Recchioni, A. Schapiro, P. Vallina, S. Yanowsky.

position contre la continuation de la guerre. Dans le premier numéro, il voulut publier une réplique vigoureuse au « Manifeste des Seize », mais la censure en empêcha la publication. Alors que le « Manifeste des Seize » avait été largement commenté dans la presse, aucun journal ne mentionna la réponse qui lui fut faite.

Si le point de vue de Kropotkine se fondait sur des arguments historiques et culturels, ce ne fut pas le cas de tous les signataires. Ainsi Jean Grave écrit-il dans le numéro 358 de *La Bataille syndicaliste* que si les anarchistes avaient été nombreux à refuser la mobilisation, la « colère populaire » se serait tournée contre eux.

« Si les anarchistes avaient été en nombre suffisant dans le refus de se laisser mobiliser, pour troubler la défense, c'est contre eux que se serait tournée la colère populaire ; la population, ne voulant voir en eux que des agents de l'agresseur aurait applaudi à leur exécution. Et, dans le conflit, de l'issue duquel dépend le sort de l'humanité, je suis, en ma profonde conscience, forcé de dire qu'ils n'auraient eu que le traitement qu'ils méritaient. »

C'est donc pour lui une affaire de conformisme social, ce qui est tout de même quelque peu surprenant de la part d'un anarchiste, dont on aurait pu penser qu'il était capable de surmonter la désapprobation générale. Hem Day commente avec quelque malice qu'il y a un contraste entre de tels propos et ce que disait Jean Grave peu auparavant, lorsqu'il conseillait aux soldats de « crever la peau » de leurs officiers.

Le commentaire de Hem Day sur le « Manifeste des Seize » se termine par un avertissement qui soulève une question fondamentale qui se reposera un an plus tard pour la Russie, vingt ans plus tard pour l'Espagne : il met en garde les libertaires contre « la tentation de se laisser entraîner dans une nouvelle guerre, sous le fallacieux prétexte de combattre le Fascisme italien ou allemand pour sauver la Démocratie, ou défendre la Russie bolcheviste pour sauver la Révolution ».

Pendant la guerre, *Le Libertaire* continua de paraître sporadiquement, dans la clandestinité « sous l'impulsion de quelques camarades dont Pierre Martin, Louis Lecoin et Le Meillour », dit Laisant. Louis Lecoin passa la plus grande partie de la guerre en prison pour son action antimilitariste. Les libertaires dans leur ensemble restèrent fidèles à leur idéal.

Il est significatif que Laisant attribue la résistance des anarchistes à la guerre à l'influence de l'individualisme : « les camarades individualistes

sont unanimes à condamner la guerre : Han Ryner, Armand, Mauricius garderont la tête froide ». Il en est de même des néo-malthusiens, avec Devaldès et Eugène Humbert.

Malatesta

Malatesta comprend d'emblée que les signataires du « Manifeste des Seize » sont des militants qui se trouvent parmi les anciens du mouvement. Mais il n'est pas exact, comme il le dit, que les signataires sont opposés à une « paix prématurée ». Ils demandent certes la fin de la guerre, mais ce qu'ils refusent, c'est qu'une éventuelle négociation de paix se fasse aux conditions de l'Allemagne, ce qui suggère que les signataires ont le sentiment que l'Allemagne est en train de gagner. De fait, au début de 1916, c'est l'impression qu'on peut avoir. Si Kropotkine et les autres signataires avaient attendu deux mois, peut-être n'y aurait-il pas eu de « Manifeste des Seize », ou celui-ci aurait été formulé tout autrement. Après la bataille de la Marne, le sort des armes commence insensiblement à basculer. Le « Manifeste des Seize » exprime sans doute le sentiment de panique qu'éprouvent les signataires d'avoir à revivre les quarante ans tragiques pour le mouvement ouvrier qui ont suivi la défaite de 1870. Malatesta ne conteste pas la bonne foi des signataires mais il ne peut accepter l'idée qui semble sous-tendre de « Manifeste des Seize » de réconciliation des idées anarchistes et de collaboration avec les gouvernements et les classes capitalistes. Les républicains qui se mettent au service des rois, les socialistes qui font cause commune avec la classe dirigeante, les travaillistes qui servent les intérêts des capitalistes » sont, à des degrés divers, des conservateurs croyant à la mission de l'État ». Malatesta estime que « le seul remède dont on dispose réside dans la destruction de toute chaîne gouvernementale et le déchaînement de la révolution sociale ».

Le point de vue de Malatesta apparaît comme une position de principe qui, comme toute position de principe, est juste dans l'abstrait. Il évacue cependant que le « déchaînement de la révolution sociale » aurait dû se faire *dès le début* de la guerre et que, à l'heure où il écrit, un certain nombre de choses se sont mises en place, y compris au sein du mouvement ouvrier. Le prolétariat a été relativement – il faut insister sur le relativement – épargné dans cette guerre car beaucoup d'ouvriers qualifiés ont été rapidement retirés du front. La guerre a été pour la classe ouvrière une période pendant laquelle nombre de revendications ont été satisfaites. Dans certains secteurs clés les syndicats ont même obtenu une forme de contrôle syndical de l'embauche – tous avantages qui ont été repris par la classe capitaliste après la guerre. En 1899, Jean Jaurès avait demandé une loi pour étendre l'institution des délégués ouvriers obtenus au Creusot. Les nombreuses grèves dans les usines d'armement pendant la guerre de 1914-1918 reprisent cette revendication. En 1917, Albert Thomas le ministre de l'Armement, fut

contraint d'accepter l'institution de délégués d'atelier dans les usines d'armement. En Angleterre, de même, les premiers comités ouvriers furent créés dans les usines travaillant pour la défense nationale. Faut-il considérer cela comme une forme de collaboration de classe ? La grande victime de cette guerre, la classe qui a subi de plein fouet la boucherie, a été la paysannerie.

Malatesta se situe dans un registre moral : la guerre est un crime, et du point de vue de l'État, on « ne peut empêcher le crime qu'en organisant et commettant toujours un plus grand crime ». Selon l'anarchiste italien, si on « s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister à l'Allemagne qu'en supprimant toute liberté et en revivifiant la puissance de toutes les forces de réaction ». C'est pourquoi il estime que « la domination étrangère subie de force et conduisant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure volontairement acceptée presque avec gratitude, dans la croyance que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal ». Malatesta est donc convaincu qu'il vaut mieux accepter la victoire de l'Allemagne ; il pense qu'à partir de cette victoire, il sera possible ensuite de déclencher une révolution sociale. C'est là un risque que Kropotkine, à partir de l'analyse qu'il fait de la société allemande, n'est *absolument pas prêt* de prendre. Kropotkine exprimera dans une lettre à Jacques Guérin son indignation devant de tels propos de Malatesta : « Mal. écrit aujourd'hui cette phrase ambiguë dot l'idée est qu'il serait mieux pour une nation de subir la domination étrangère que de s'en défendre comme on s'en défend aujourd'hui, car la domination étrangère conduirait à la révolte – je ne peux pas admettre que ce soit une opinion réfléchie de Mal. »

Kropotkine ajoute que la domination russe en Pologne n'a pas débouché sur une révolution sociale et que la majorité des Polonais, en 1863, a suivi le parti royaliste, non celui qui demandait la terre pour les serfs affranchis. En Bulgarie et en Serbie, l'oppression turque n'a pas provoqué de révolution sociale. La domination autrichienne en Italie non plus. « C'est que, chez une nation dominée, soit par l'étranger, soit par un gouvernement despotique, les meilleures forces actives vont, d'abord, pour renverser le despote ou chasser l'étranger. » Kropotkine achève son analyse du point de vue de Malatesta par un véritable coup de hache :

« Puisque Mal. sait tout cela, ce n'est donc plus une discussion entre camarades, pour éclaircir leurs idées – c'est une polémique de journaliste – et cela me répugne⁷³. »

⁷³ *Les Temps Nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

A aucun moment dans le texte de Malatesta n'apparaît la moindre analyse sur la situation politique et sociale des parties en conflit. Il récuse l'idée que la situation est exceptionnelle et que, après la victoire de l'Entente, chacun retournera dans son propre camp pour continuer la lutte là où elle se trouvait avant la guerre. Il n'envisage pas qu'avec une victoire allemande une chape de plomb terrible puisse s'abattre sur l'Europe entière, ce que Kropotkine craint par-dessus tout. Ainsi Malatesta affirme-t-il :

« S'il est nécessaire aujourd'hui de travailler en harmonie avec le gouvernement et les capitalistes pour nous défendre nous-mêmes contre "la menace allemande", cela sera nécessaire après, aussi bien que durant la guerre. »

Une défaite allemande signifiera que les patriotes allemands voudront une revanche. La situation est sans fin. « Cela signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays » – en quoi Malatesta évacue le fait que c'est *déjà* le cas. Il évacue également le fait qu'une défaite française pourrait exaspérer la volonté de revanche des Français. Quelle sera l'attitude des anarchistes en cas de nouveau conflit ? Redevieront-ils, « à la première menace de guerre, les sergents recruteurs des gouvernements qu'ils auront tenté de désarmer et de paralyser ? » « Et alors combien de temps la révolution sera-t-elle différée ? », demande-t-il.

Pour Malatesta, la ligne de conduite est simple : « La guerre aurait dû être empêchée par la révolution, ou au moins en inspirant aux gouvernements la peur de la révolution. La force ou l'audace nécessaire a manqué. La paix doit être imposée par la révolution ou, au moins, par la menace de la faire. Jusqu'à présent, la force ou la volonté fait défaut. »

Sur le plan des principes, Malatesta a parfaitement raison : mais la guerre n'a *pas* été empêchée par la révolution, et maintenant la paix *ne peut manifestement pas* être imposée par la révolution. Le constat de principe ne donne pas la solution, sinon qu'il faudra « faire mieux à l'avenir », ce qui ne fait que cautionner une situation d'échec pour reporter la solution à plus tard.

« En attendant, il me semble qu'il est criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre, ce massacre d'hommes, qui détruit la richesse collective et paralyse toute reprise de la lutte pour l'émancipation. Il me semble que prêcher "la guerre jusqu'au bout" c'est faire réellement le jeu des dirigeants allemands qui trompent leur peuple et l'excitent au

combat en le persuadant que leurs adversaires veulent écraser et asservir le peuple allemand. »

Ce qui suggère en somme que si les soldats de l'Entente cessaient tout à coup le combat, les dirigeants allemands seraient bien embêtés puisque le peuple allemand verrait qu'il a été trompé et que ses adversaires ne veulent pas l'écraser.

Kropotkine récuse catégoriquement l'approche abstraite du problème faite par Malatesta. La guerre pour lui est une réalité qui met en jeu des forces colossales et dont l'issue n'est pas indifférente pour l'avenir : soit la victoire du militarisme prussien qui, en déclenchant la guerre, avait des visées affichées d'expansion territoriale en Europe et dont la victoire aurait des conséquences désastreuses du point de vue de ce qu'il appelle la « civilisation » ; soit la victoire d'un système démocratique et républicain qui n'a pas de visées territoriales *en Europe* et qui, malgré ses défauts, constitue un moindre mal. Kropotkine ne se situe pas dans une perspective théorique, abstraite comme Malatesta qui, somme toute, ne propose rien pour le présent et se contente de dire qu'il faudra faire mieux à l'avenir. Il n'est pas certain que le point de vue de Malatesta ne soit finalement pas plus démoralisant que celui de Kropotkine.

Kropotkine n'est pas resté sans réagir devant les prises de position de Malatesta. Dans une lettre à Jacques Guérin ⁷⁴ datée du 20 juillet 1916, il dit du révolutionnaire italien :

« La faute essentielle de tous ceux que représente Malatesta, est de prétendre que la paix *peut* être imposée par eux ; que la *force* pour la faire ne leur ferait pas défaut, s'ils en avaient la volonté, – alors qu'eux-mêmes reconnaissent que la force et la volonté *ont manqué* pour empêcher la guerre.

« Ils ne veulent pas reconnaître que pour empêcher l'invasion allemande, il fallait *deux* volontés et deux forces, – celles de la France et de l'Allemagne, et que celle-ci non seulement a manqué, mais qu'elle n'a jamais existé. Ils ne

⁷⁴ Jacques Guérin (1884-1920) fut l'un des administrateurs des *Temps Nouveaux* de Jean Grave. Rallié à l'Union sacrée lors de la première guerre mondiale, il fut l'un des signataires du « Manifeste des Seize » publié dans le quotidien syndicaliste *La Bataille* (n°133, 14 mars 1916). J. Guérin participa également pendant la guerre aux *Temps Nouveaux Bulletin* (Paris, 16 numéros et 2 suppléments. de mai 1916 à juin 1919) puis, après guerre, aux premiers numéros de la série *Les Temps Nouveaux* (Paris, 24 numéros du 15 juillet 1919 à juin 1921) dont le gérant était Marc Pierrot. Jacques Guérin est mort en janvier 1920.

veulent pas reconnaître que TOUS ceux qui avaient une prise sur les esprits en Allemagne, historiens et hommes de science, professeurs et journalistes, romanciers et musiciens, capitalistes et social-démocrates, ont travaillé presque un demi-siècle à persuader les Allemands qu'ils *doivent* faire des conquêtes dans le monde entier, et qu'en les faisant ils seront porteurs de la civilisation moderne – supérieure à celle de toutes les autres nations : qu'ils *doivent* – c'est leur mission historique – écraser la France décadente, paralyser l'Angleterre marchande, conquérir l'Adriatique, la Turquie et l'Asie Mineure, chasser les barbares russes des côtes de la Baltique, les refouler à l'Est de Moscou, et tant d'autres absurdités, reçues par le peuple allemand comme la manne du ciel⁷⁵. »

Kropotkine reproche amèrement aux « socialistes » – mais ce doit être là un terme générique qui inclut les anarchistes – leur ignorance de l'immense production littéraire qui a contribué à façonner les esprits de la population, à qui on annonce la mission civilisatrice des Allemands. Il a lui-même lu de nombreux ouvrages allemands d'histoire et de droit lorsqu'il écrivit *l'Entraide*. Il a pu constater dans les journaux allemands, dans ce qu'on appellerait aujourd'hui les *romans de gare* « vendus à un million d'exemplaires » le mépris affiché des Latins. Faisant le constat de l'immense machine de propagande allemande et de l'obstination avec laquelle cette propagande a été menée pendant des décennies, Kropotkine demande à Malatesta et ses amis :

« Et avec cela ils prétendent que quelques milliers d'hommes *peuvent* imposer la paix, là où dix millions d'hommes sont aux prises, et où, en réalité, deux *phases de la civilisation européenne s'entre-choquent en ce moment. Eh bien, ce sont des affirmations que* vraiment Malatesta est trop intelligent pour faire sérieusement. C'est du journalisme. »

Décidément, Kropotkine n'aime pas le journalisme.

Les signataires du « Manifeste des Seize » s'expliquent

Après la guerre, les signataires du « Manifeste des Seize » tenteront de s'expliquer dans *les Temps nouveaux*, où seront également publiés des

⁷⁵ *Les Temps Nouveaux* n° 8, 15 février 1920.

extraits de lettres de Kropotkine. La revue veut en particulier montrer que les archives diplomatiques publiées après la défaite de l'Allemagne confirment la pertinence des positions des signataires du Manifeste. Ainsi, dans un article intitulé « Les origines de la guerre à la lumière des publications récentes », signé « M.I. » (M. Isidine ?)⁷⁶ l'auteur rend compte du point de vue de Kautsky, qui avait été chargé par le gouvernement allemand de préparer la publication des archives diplomatiques. Kautsky publia un livre, intitulé *Comment s'est déclenchée la guerre mondiale*.

« ...Le rôle d'ennemi de la démocratie européenne qui, jusqu'alors, avait été celui du tsarisme », commente Isidine, « devint désormais de plus en plus celui de la monarchie militaire allemande. » L'auteur de l'article voit là évidemment une confirmation de l'analyse des signataires du « Manifeste des Seize » : « L'Allemagne devint une menace constante pour la paix, commente-t-il, et il en résulta son isolement complet, dans lequel ses seuls alliés étaient des pays en décrépitude, comme l'Autriche et la Turquie. » Notons que le fait que l'Allemagne avait pris le relais de la Russie comme « ennemie de la démocratie » avait été souligné depuis longtemps par Bakounine, dès 1870.

L'article rend compte de deux autres documents sur lesquels il importe peu de s'attarder. Le commentaire qui en est fait est en revanche extrêmement intéressant. Ces documents, dit Isidine, « nous touchent surtout en raison des conclusions que nous pouvons en tirer et du point de vue général qui est le nôtre ». La question de savoir quelle partie au conflit est responsable de la guerre importe peu à l'auteur de l'article : « Nous ne tenons à en innocenter aucune », dit-il. Ce qui le concerne, c'est de savoir « quel est le régime politique le plus susceptible de provoquer la guerre, et nous voyons que c'est celui où la caste militaire prédomine, où le gouvernement se sent le plus indépendant de tout contrôle de l'opinion publique, où l'esprit révolutionnaire est le plus faible. Il importe ensuite de savoir quel est l'État dont la victoire aurait été la plus funeste pour la vie politique et sociale en Europe. »

Isidine récuse l'idée qui veut qu'on soit contraint de choisir la défense nationale ou l'internationalisme. Il va s'efforcer de montrer, de manière assez subtile, que le soutien à la défense nationale peut être un choix internationaliste. Le choix de la défense nationale implique pour les ouvriers le soutien à leurs gouvernements. Le choix de l'internationalisme conduit à ne pas se préoccuper du résultat de la guerre. Isidine refuse cette logique ; il demande :

⁷⁶ *Les Temps Nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

« En se plaçant du point de vue internationaliste, est-il toujours indifférent de quel côté sera la victoire ? On peut dire sans hésitation que personne à l'heure actuelle ne répondra : "Oui, c'est toujours indifférent"⁷⁷. »

Il mentionne la guerre qui vient d'avoir lieu entre la Russie et la Pologne, les « guerres masquées que les alliés suscitent contre la Russie », etc. Il est évident, dit-il qu'« une victoire des groupements hostiles à la Russie serait l'écrasement de la révolution russe et le triomphe de la réaction internationale ». Isidine et, peut-on penser, les signataires du « Manifeste des Seize », se positionne clairement pour la révolution russe. Certes, dit-il, la situation est différente puisque l'un des adversaires défend la révolution socialiste. Mais si le « gouvernement simplement démocratique » de Kerensky s'était maintenu, « aurait-il été indifférent que l'Allemagne fût victorieuse et qu'elle vînt restaurer la monarchie en Russie en plaçant sur le trône un prince allemand quelconque, ou peut-être le même Nicolas II⁷⁸ ? »

Dans toute guerre, le vainqueur opprime le vaincu, mais lorsque le vainqueur est un État « retardataire » qui « fait peser plus lourdement son pouvoir dans son pays », le résultat de la guerre n'est pas indifférent. C'est pourquoi les résultats d'une guerre peuvent ne pas être indifférents pour « la marche en avant de l'humanité toute entière »... Aucun pays ne peut gagner au triomphe de la réaction dans le monde. Il ne peut pas y avoir de contradiction entre l'intérêt d'un pays et l'intérêt international. Or, « pour un pays réactionnaire, la victoire est le signal d'un renforcement de la réaction ». D'ailleurs, dit Isidine, « la défaite de pays tels qu'ont été avant la guerre l'Allemagne, l'Autriche, la Russie est un bien pour eux, car elle y provoqua la révolution... » Isidine reconnaît que ceux qui mettent l'accent sur la défense nationale » se placent évidemment au point de vue bourgeois et étatiste », mais ceux qui se situent d'un point de vue internationaliste font comme si « les intérêts d'un tout peuvent gagner à l'oppression d'une de ses parties ».

Nous avons dit que ce ne sont pas tant des principes qui dictent la ligne de conduite des signataires du « Manifeste des Seize » que le pragmatisme. Les prises de position des signataires seraient fondées avant tout sur les doutes qu'ils avaient « sur l'attitude que prendrait le prolétariat allemand : à savoir l'absence presque complète de tout sentiment révolutionnaire chez le

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

peuple germanique ». L'activité contre la guerre dans un pays suppose la réciprocité : « on ne peut pas faire de la propagande si l'on n'a pas l'espoir du succès de cette propagande »⁷⁹. Pour Isidine, « dans tout conflit, le mouvement ouvrier international doit considérer de quel côté vient le danger le plus grand. C'est ce qu'ont fait, dans la guerre mondiale, les nombreux révolutionnaires de toutes les nationalités qui ont souhaité la défaite de l'Allemagne et dont beaucoup ont jugé ce but assez important pour donner volontairement leur vie. »

« C'est précisément au point de vue internationaliste qu'ils se sont placés et lorsque, après la victoire sur l'Allemagne, le rôle réactionnaire en Europe a passé aux alliés, ils sont allés, sans hésiter, se battre contre eux »⁸⁰. »

Isidine conclut à la nécessité pour le socialisme, l'anarchisme, le syndicalisme, d'élaborer une politique internationale propre.

Concernant l'attitude à adopter face à la guerre, l'idée générale qui se dégage de la lecture des *Temps nouveaux* après la fin du conflit est qu'il faut éviter le dogmatisme : « il ne faut pas, sur cette question comme sur toute autre, créer des principes rigides et soi-disant intégraux, en d'autres termes, créer des dogmes. » Évoquant les « zimmerwaldiens ou les bolcheviks », il faut refuser de subir une « nouvelle dictature de mots et de formules » qui obligerait de mettre « la doctrine au-dessus des faits, sans s'enquérir des conséquences qu'une telle mentalité peut créer ». On reste, là encore, dans le registre pragmatique. Le rédacteur de l'article veut montrer que les signataires n'ont pas dévié de leurs conceptions sociales d'avant-guerre mais que les faits les ont conduits logiquement à adopter une attitude de soutien à l'Entente. C'est pourquoi il est nécessaire de « se garder d'une démagogie facile », de « se séparer d'une intransigeance qui ne résiste pas à un examen sérieux des faits »⁸¹.

Les justifications apportées sont souvent en langage codé, l'auteur use fréquemment de l'implicite, qui était sans doute compris en 1919 mais l'est moins aujourd'hui. L'auteur de l'article semble vouloir distinguer les « conceptions sociales » des « modalités d'action », ce qui est une manière de dire que les conceptions sociales à caractère anarchiste se sont

⁷⁹ « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Temps nouveaux* n° 2, 15 août 1919.

⁸⁰ « Les origines de la Guerre à la lumière des publications récentes », *Les Temps Nouveaux* n° 22, avril-mai 1921.

⁸¹ « A propos de notre attitude pendant la guerre », *Les Temps Nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

simplement vu, en la circonstance, appliquer des modalités d'action (la signature du « Manifeste des Seize ») particulières. L'auteur pense appuyer sa thèse en citant une « Lettre ouverte aux travailleurs occidentaux », de Kropotkine, du 4 juin 1917 ⁸² :

« Nous traversons en ce moment une triste période.

« On s'entretue avec une férocité sans précédent, non pas entre exploiters et exploités, non pas entre aristocratie et peuple, mais entre nations entières. Et plus je réfléchis aux causes de cette catastrophe, plus je vois que la cause en est, non seulement dans l'existence d'États séparés, mais aussi dans ce fait que nous n'avions pas assez prévu le fait que des peuples entiers sont capables d'être entraînés par leurs gouvernements et leurs meneurs intellectuels, à la conquête de territoires voisins et de nations voisines, dans des buts d'enrichissement national, sous prétexte d'accomplir une mission historique.

« Et puis, *nous n'avons pas assez insisté* sur ce principe fondamental, que le devoir d'un vrai internationaliste est de s'opposer de toutes ses forces contre toute tentative, d'où qu'elle vienne, d'envahissement d'un territoire voisin dans le but de conquête et au cas échéant, que *son devoir est de prendre les armes pour la défense du territoire envahi dans ce but.*

« Sans cela, il ne peut y avoir d'internationale ; sans cela l'Internationale devient une formule aussi stérile et mensongère que le prétendu "amour chrétien" de son voisin. »

Le paradoxe est qu'au fond Kropotkine applique à la situation les mêmes critères d'analyse par lesquels Marx et Engels distribuait des labels de « nations historiques » et de « nations réactionnaires » dans la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849, et plus tard. La Bohême (l'actuelle Tchéquie, en gros) était une nation réactionnaire parce que les Tchèques refusaient de se laisser germaniser. Pour Marx et Engels c'est le degré de centralisation politique et de développement des forces productives qui définissait le caractère historique d'une nation. Si pour Kropotkine les critères peuvent être différents – le degré de « civilisation » d'une façon générale – le raisonnement reste le même. L'Allemagne est clairement désignée comme une nation réactionnaire – Kautsky viendra le confirmer après la guerre – il faut donc l'empêcher de nuire. C'est ce qui

⁸² *Les Temps Nouveaux*, n° 7.

ressort d'une lettre envoyée aux *Temps nouveaux* (Bulletin n° 6) par un volontaire russe au début de 1917 :

« Il était clair pour nous que quelles que soient les raisons que voudra alléguer l'Allemagne officielle et les social-démocrates qui la soutiennent, rien ne l'autorisait à envahir la France et à détruire, chemin faisant, un autre pays indépendant, la Belgique. De plus, les destinées de la démocratie européenne sont loin de nous être indifférentes. Nous n'avons pas oublié à qui nous devons et les principes de liberté, et toute cette atmosphère politique qui seule nous permet de vivre et de développer nos idées socialistes jusqu'à leur réalisation ⁸³. »

Le correspondant russe ajoute qu'« aussi bien et mieux que nos adversaires, nous connaissons toute l'étendue de ce mal qu'est la guerre » : nous savons qu'« elle ne poursuit aucun but libérateur, dit-il, qu'elle est la réaction ».

« Mais tout effort pour lutter contre la guerre *en général*, quelque noble qu'il soit, est vain pour le moment. Et puisque nous ne pouvons radicalement et immédiatement supprimer ce mal, notre tâche doit être de rendre ses ravages les moins terribles possibles. L'anéantissement de la démocratie européenne, représentée par la France, la perte de tout ce qui nous permet de croire à l'avènement d'une liberté complète et de lutter pour elle, est aussi un mal, qu'une certaine issue de la guerre pouvait entraîner. Notre devoir était de l'empêcher ⁸⁴. »

L'alternative est en fait la suivante : « Lorsque l'action antimilitariste – *particulière* – se trouve en conflit avec le principe de la *défense de la liberté contre toute oppression*, nous ne pouvons hésiter : notre choix va à notre grand principe. » Le recours à des principes est fait au nom d'une certaine vision du pragmatisme... Les signataires du « Manifeste des Seize » rappellent cependant qu'ils restent des militants anticapitalistes. Il n'est pas question de « permettre, au nom de l'«union sacrée», une exploitation éhontée des masses ». En tant que socialistes, ils doivent prendre la défense des soldats, se battre « contre la cherté de la vie ou la rapacité des propriétaires ». « Les circonstances nous ont obligés à lutter contre l'ennemi

⁸³ Cité par *Les Temps Nouveaux*, n° 2, 15 août 1919.

⁸⁴ *Ibid.*

extérieur, mais nous n'oublions pas pour cela l'ennemi intérieur ⁸⁵. Il est certes difficile de lutter sur deux fronts et nous comprenons que beaucoup de socialistes français n'aient pas su le faire. » Mais le devoir de tout socialiste reste de « lutter contre la réaction que nous apportaient les troupes allemandes, ainsi que contre tout accroissement de l'oppression des nationalités en Europe. »

C'est également en application de principes qu'on pourrait qualifier de « marxistes » que les signataires du « Manifeste des Seize » ont pris position. Marx et Engels considéraient que l'émancipation sociale n'était pas possible tant que la lutte contre les restes du système féodal n'était pas achevée :

« Les travailleurs savent que la suppression des rapports de propriété *bourgeois* ne peut être obtenue si l'on maintient les rapports féodaux. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les ordres féodaux et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire. Ils savent que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra débuter que le jour où la bourgeoisie aura triomphé ⁸⁶. »

En conséquence, ils affirmaient la nécessité pour le prolétariat de s'allier aux fractions les plus avancées de la bourgeoisie contre les fractions les plus réactionnaires. C'est littéralement ce qu'ont fait Kropotkine et ses amis : l'Empire allemand représentait un système politique et social archaïque, réactionnaire, encore entaché de restes de féodalité. D'où la nécessité de s'allier temporairement avec les fractions les plus avancées de la bourgeoisie européenne. Le raisonnement n'est pas si tiré par les cheveux que cela.

Pour les signataires du Manifeste, une victoire allemande aurait signifié un retour en force du cléricalisme, car cela aurait été également une victoire de l'Autriche cléricale et catholique.

« Les curés et les moines auraient encore, comme après 71, mis leur emprise sur l'école et créé des missions dans tout le pays pour récolter de nouveaux fonds nécessaires à l'érection de nouveaux Sacrés-Cœurs pour les villes de France et de Navarre,

⁸⁵ De fait, l'activité revendicative de la classe ouvrière n'a pas du tout cessé pendant la guerre, au contraire. De nombreux ouvriers avaient été retirés du front pour travailler dans les usines. De même, de nombreux acquis furent obtenus pendant le conflit... qui furent annulés ensuite.

⁸⁶ Cf. Marx, *La critique moralisante*.

tout en demandant à Dieu de pardonner les crimes de leurs bourreaux (républicains, socialistes, libres-penseurs, etc...) de l'Église française, fille aînée de la grande famille, etc.⁸⁷ »

⁸⁷ A propos de notre attitude pendant la guerre, *Les Temps Nouveaux*, n° 5, 15 mars 1919.

Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers ⁸⁸

Si l'année 1893 est une date importante pour l'histoire du socialisme parlementaire allemand, elle l'est aussi pour le socialisme non parlementaire français, dont l'importance s'accroît et qui risque de faire contagion. Ce qui explique l'acharnement des dirigeants socialistes allemands à exclure les « anarchistes », c'est-à-dire tous ceux qui étaient opposés à la stratégie parlementaire : les syndicalistes révolutionnaires étaient donc eux aussi considérés comme des anarchistes ⁸⁹.

Les Bourses du Travail connaissent alors une expansion importante, s'opposant à la Fédération des syndicats dont l'orientation est favorable à l'action parlementaire. En septembre 1892, le congrès de Marseille de la Fédération des syndicats repoussa l'idée de grève générale : le désaccord entre Bourses du Travail et Fédération des syndicats était ouvert, mais l'idée était lancée.

La grève générale fut acclamée au Congrès de Paris, tenu en juillet 1893, après les incidents qui marquèrent la fermeture de la Bourse du travail de Paris. Ce congrès, convoqué par les Bourses du travail, auquel participèrent les représentants de l'écrasante majorité du mouvement ouvrier du pays, avait inscrit à son ordre du jour le débat sur la grève générale ⁹⁰. L'importance des interventions sur cette question dépassait largement le cadre du mouvement « anarchiste » : les délégués prirent position à l'unanimité moins une voix en faveur de la grève générale. Le représentant de la Bourse du Travail de Saint-Etienne avait mandat de voter contre car,

⁸⁸ « Compte-rendu du Congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs ouvriers, tenu à Paris en juillet 1893 : précédé de l'historique des bourses du travail françaises – publié par les soins de la commission exécutive. Congrès national des syndicats de France (1893 ; Paris) ». Éditeur scientifique ; Fédération des bourses du travail de France (France). Congrès national (1893, Paris). Éditeur scientifique. Source: Bibliothèque nationale de France.

⁸⁹ L'année 1893 est une charnière dans l'histoire du mouvement ouvrier français et du mouvement anarchiste. Le 1^{er} mai 1891 avait eu lieu la fusillade de Fourmies qui fit neuf morts et quatre cents blessés. En septembre 1895 est créée la CGT. Cette période est marquée par des événements dramatiques : la grève des mineurs de Carmaux en août 1892 ; les massacres d'Aigues-Mortes du 17 août 1893 ; l'élection de Jaurès à Carmaux le 23 janvier 1893. La même année : répression de la manifestation du 1^{er} mai à Paris ; le succès des candidats socialistes aux élections (20 août et 3 septembre). La société française est traversée par deux grands scandales : celui de Panama dont le procès s'ouvrit le 10 janvier 1893 ; la condamnation du capitaine Dreyfus, le 22 décembre 1894. Cette période est marquée par ce que Malatesta appela le « ravacholisme », que le révolutionnaire italien condamna vigoureusement.

⁹⁰ La liste des organisations représentées occupe huit pages du compte rendu.

disait-il, les travailleurs de sa ville n'étaient pas préparés ; mais il déclara qu'il ferait « une propagande incessante pour préparer la grève générale » !!! Les seules divergences portaient sur le fait de savoir s'il fallait la déclencher immédiatement ou s'il fallait la préparer. Le congrès décida à une large majorité pour la seconde option.

C'est Hamelin, le délégué de la Fédération du Livre, qui est le rapporteur de la commission sur la grève générale. Cette question, dit-il, est « la plus grave qu'un Congrès ait à examiner ; elle a déjà été à l'ordre du jour de nombreux Congrès régionaux, nationaux et internationaux. Pour ne citer que les plus importants : elle était à l'ordre du jour du congrès de Paris en 1889 et de Bruxelles en 1891 ; mais aucune décision ne fut prise. » Les membres de la commission sont unanimes pour reconnaître que deux cas peuvent justifier la grève générale : « Le premier, c'est pour l'émancipation complète des travailleurs en abolissant le salariat ; le deuxième, c'est pour empêcher une guerre fratricide entre peuples. Dans ce dernier cas elle doit être internationale. » (Je souligne.) La grève générale unilatérale par la classe ouvrière d'un seul belligérant n'est donc pas envisagée.

A plusieurs reprises des délégués soulignent que la grève générale, c'est la révolution. Le débat refléta un grand sens des responsabilités, que le rapporteur de la commission résuma en disant : « Je demanderai – comme il est indiscutable que la grève générale et la révolution sociale sont identiques – que mettront-ils à la place du régime actuel. Il est bon de démolir, mais il serait bon, également, de savoir ce que l'on mettra à la place. Il faut, lorsque l'on risque sa vie et celle de ses camarades, y regarder de près, car si l'on ne réussit pas, ce sera par manque de préparation. »

L'intérêt extraordinaire de ce document peu connu réside dans trois constats :

1. L'idée de grève générale n'est pas le résultat des cogitations de quelques hurluberlus : le congrès de 1893 montre qu'elle est considérée comme une option possible, voire nécessaire par l'unanimité moins un des syndicats présents ;

2. Les syndicats représentés au congrès se rendent parfaitement compte que le déclenchement de la grève générale équivaut au déclenchement de la révolution sociale ;

3. Le débat sur cette éventualité est abordé avec un remarquable réalisme et une grande prudence.

En septembre 1894, se tint à Nantes un congrès unitaire avec les bourses du travail et les fédérations de syndicats. A ce moment-là, le guesdisme,

avec son projet de subordonner le syndicat au parti, n'a pas bonne presse dans les milieux syndicaux. Fernand Pelloutier espère pouvoir jouer là-dessus pour éliminer les politiciens du mouvement syndical. Le congrès de Nantes est une écrasante défaite pour les guesdistes : l'objectif de grève générale est reconnu. Les guesdistes, dépités, quittent la salle. Aussitôt, le congrès programme, pour l'année suivante, la fondation d'une nouvelle formation ouvrière, indépendante de tout parti politique : ce sera la Confédération générale du travail (CGT).

A propos de ce congrès, Pierre Besnard dira :

« C'était un grave échec pour le Parti ouvrier qui décida de tenir son Congrès de 1894, à Nantes, avant le Congrès des Bourses. Malgré les efforts de Guesde, Lafargue, Delcluze, Salembier, Jean Coulet, Raymond Lavigne, les politiques furent durement défaits. Ce fut la fin de la Fédération des Syndicats.

« La Fédération des Bourses restait la seule organisation vraiment vivante. Elle donna naissance à la C.G.T. en 1895, à Limoges⁹¹. »

Besnard exagère quelque peu, car la CGT se constituera de la fusion de la fédération des Bourses du Travail et de la fédération des syndicats.

⁹¹ Pierre Besnard, article « Bourse du Travail » de l'*Encyclopédie anarchiste*.

La CGT et la guerre

Le compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT tenu en 1912 dit que « après la guerre de 1870, il y a un trou, un grand vide et ce n'est que bien longtemps après que l'on retrouve des protestations ouvrières contre la guerre ». De fait, une chape de plomb s'était abattue sur le mouvement ouvrier et sur l'internationalisme pendant une vingtaine d'années, tandis que la classe ouvrière française reconstituait peu à peu ses organisations après le traumatisme de la défaite et de la Commune, et malgré les attentats anarchistes.

« Dans tous les Congrès corporatifs qui précèdent la constitution de la C. G. T., s'il ne fut pas question de propagande anti-guerrière, les délégués des syndicats n'en affirmèrent pas moins leur volonté de paix et d'entente internationale. Nous pouvons rappeler les Congrès corporatifs de Nantes (1894), Rennes (1896), Paris (1900). Ce dernier Congrès fut suivi du Congrès corporatif international qui se tint à Paris également ⁹². »

Lorsque la CGT fut constituée, elle reprit le cours des débats sur la guerre qui avaient commencé au congrès de Lausanne de l'AIT. A Bourges en 1904 la question fut posée ; une première résolution fut votée à Amiens en 1906, mais c'est à Marseille en 1908 que la CGT prit nettement position contre l'armée qui « tend de plus en plus à remplacer à l'usine, aux champs, à l'atelier le travailleur en grève, quand elle n'a pas pour rôle de le fusiller, comme à Narbonne, Raon-l'Étape et Villeneuve-Saint-Georges ». La résolution souligne que « l'exercice du droit de grève ne sera qu'une duperie tant que les soldats accepteront de se substituer à la main-d'œuvre civile et consentiront à massacrer les travailleurs ». Le congrès préconise que les jeunes soient formés pour qu'ils sachent qu'une fois qu'ils auront été incorporés, « ils soient bien convaincus qu'ils n'en restent pas moins membres de la famille ouvrière et que, dans les conflits entre Capital et Travail, ils ont pour devoir de ne pas faire usage de leurs armes contre leurs frères les travailleurs ». En cas de conflit extérieur, la CGT affirme que « les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques, séparant les

⁹² Avant-propos au compte rendu du congrès extraordinaire de la CGT, 1912.

deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste » : « toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, [...] elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications ». Là encore, les travailleurs doivent être instruits pour que, « en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ».

Au congrès de Toulouse (1910) la motion votée au Congrès de Marseille fut renouvelée.

En 1911-1912 le conflit entre la France et l'Allemagne sur le Maroc faillit aboutir à une guerre et accrut les préparatifs guerriers dans les deux pays. Aussitôt, la CGT adressa une lettre à la Commission de la Centrale syndicale allemande pour lui demander d'organiser à Berlin une grande démonstration avec des délégués anglais, allemands et français. Les Allemands déclinèrent cette offre mais acceptèrent qu'une délégation d'ouvriers français vienne en Allemagne en « mission d'études » qui se terminerait à Berlin par un meeting en faveur de la paix.

« Le 22 juillet la délégation française se rendit à Berlin où elle reçut l'accueil le plus fraternel. Le meeting contre la guerre eut lieu le 28 juillet dans la salle du Nouveau Monde devant 20.000 personnes », dit le rapport de la CGT⁹³. Une manifestation identique eut lieu à Paris quelques jours plus tard en présence de délégués allemands, espagnols, hollandais et anglais. Deux délégués français se rendirent en Espagne où ils prirent la parole à Barcelone et à Madrid. Enfin, le 24 septembre une grande manifestation fut organisée à Paris, dans les jardins de l'Aéro-Park, à laquelle plus de 50 000 travailleurs parisiens assistèrent.

Puis pour couronner cette campagne d'action et de fraternisation internationales, la CGT convoquait une conférence nationale de ses organisations le 1^{er} octobre, à Paris, qui vota une résolution affirmant que « les décisions des Congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre deviennent exécutoires à partir du moment où la guerre est déclarée (...) A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire. » Suivent un ensemble de mesures pratiques à mettre en œuvre ; la résolution conclut : « la déclaration de guerre doit être, pour lui [le prolétariat], le mot d'ordre pour la cessation immédiate du travail »⁹⁴.

⁹³ *Le prolétariat contre la guerre et les trois ans : [1867-1912]* ; Compte-rendu du Congrès extraordinaire de la CGT [tenu à Paris les 24 et 25 nov. 1912].

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k109584g>

⁹⁴ *Ibid.*

La crise marocaine à peine terminée, la guerre éclate dans les Balkans, menaçant de dégénérer en « conflagration européenne », au moment même où la CGT entreprenait de mener la bataille en faveur de la « semaine anglaise ». « C'est alors que la CGT a entrepris de mener de front les deux batailles : bataille défensive contre la guerre et le militarisme, bataille offensive pour la Semaine anglaise », dit le compte rendu.

Un comité confédéral extraordinaire est convoqué le 15 octobre qui décide la rédaction d'un manifeste, « Guerre à la guerre ! », et l'organisation simultanée de manifestations internationales à Berlin, à Vienne, à Paris et dans une grande ville italienne. Le Bureau confédéral adresse une lettre aux Centrales syndicales des pays indiqués, leur informant que la CGT a décidé « d'organiser à Paris, avec le concours de délégués des organisations étrangères, une vaste démonstration contre la Guerre ».

Le courrier de la CGT, signé Jouhaux, précise :

« Nous serions également désireux qu'une manifestation analogue soit faite dans un de vos centres ; nous nous engageons, dès maintenant, à y déléguer un de nos représentants. Nous espérons que dans des circonstances aussi graves, au moment où le moindre incident peut déterminer une conflagration guerrière entre les puissances européennes, les organisations sœurs des autres pays ne refuseront pas de s'associer à notre démonstration pacifiste. »

Le manifeste « Guerre à la guerre ! » dénonce « les désirs d'expansion territoriale de l'Autriche et de la Russie, la recherche de débouchés nouveaux pour certaines autres nations, s'ajoutant aux convoitises des groupes financiers et industriels » qui « mettent en péril la paix du monde », à quoi s'ajoutent les « excitations cléricales, les haines de race » qui font de cette guerre, « non pas seulement une vaste flibusterie capitaliste, mais une croisade religieuse »⁹⁵ :

« Dans l'opposition nécessaire aux desseins criminels des gouvernements capitalistes et des sectes religieuses, la CGT veut dresser les peuples dans une volonté unanime de paix. »

⁹⁵ *Ibid.*

Les réponses allemandes et autrichiennes à la proposition d'action commune de la CGT sont une « brutale fin de non-recevoir ». Pas de réponse d'Angleterre.

Dans son courrier du 23 octobre 1912, la centrale allemande réitéra, comme il fallait s'y attendre, ce qui avait été dit lors d'une rencontre à Berlin l'année précédente : une manifestation contre la guerre est une affaire « politique », et « c'est le Parti Social démocrate, le représentant politique de la classe ouvrière qui est tenu, en premier lieu, de se charger de l'organisation de telles manifestations ». Les syndicats soutiennent ces actions, « sans, toutefois, les organiser seuls ou sans la coopération du Parti », en accord avec « la division du travail qui existe chez nous ».

Le courrier ajoute qu'il faudrait que « la manifestation soit organisée par la CGT française, en commun avec le Parti Social-démocrate de France, et que les initiateurs adressent leurs invitations et à la Commission générale des Syndicats et au Comité exécutif du Parti Social-démocrate de l'Allemagne ».

Le courrier de la centrale autrichienne est plus court mais plus tranchant : l'initiative telle que celle qui est proposée par la CGT « est affaire unique et seule des partis politiques », les syndicats doivent simplement soutenir les partis.

Notons que les deux courriers signalent que des initiatives avaient *déjà* été prises, en Allemagne et en Autriche, contre la guerre. Le courrier autrichien se termine curieusement, disant : « nous avons rempli notre devoir dans la question de la manifestation pour la paix », comme si c'était une affaire de routine et que les choses devaient en rester là.

La proposition d'action commune à l'échelle européenne n'ayant pas soulevé d'écho, le comité confédéral est contraint de modifier ses plans, d'autant que la situation dans les Balkans s'aggravait :

« Il ne s'agit plus de formuler des protestations, si véhémentes soient-elles. Il s'agit d'organiser la résistance à la guerre. Pour l'organiser, une conférence nationale des Fédérations, des Bourses du Travail et des Unions départementales nous paraît nécessaire ⁹⁶. »

Le bureau confédéral convoque donc une « conférence extraordinaire des Fédérations – Bourses et Unions », le dimanche 24 novembre 1912, avec comme ordre du jour : « L'organisation à la résistance contre la

⁹⁶ *Ibid.*

guerre ». La conférence aura à examiner, s'il y a lieu, de recourir à la convocation d'un Congrès extraordinaire des syndicats français.

Dans sa réunion du 12 novembre, le Comité confédéral approuve la réponse du Bureau de la CGT au PSU ⁹⁷, il approuve la convocation d'une conférence nationale des Bourses et Fédérations.

Il fait même plus, il décide l'organisation d'un Congrès national extraordinaire de tous les syndicats français afin de mobiliser la classe ouvrière en réponse aux menaces de mobilisation. Pourtant, un congrès confédéral venait de se tenir deux mois plus tôt. « En huit jours, dit le rapport de la CGT, l'idée du Congrès avait pénétré le cerveau de tous, sa cause était gagnée, la CGT allait produire quelque chose de vraiment rapide : une mobilisation ouvrière nationale contre la guerre. »

Le communiqué de la CGT invitant au congrès extraordinaire dit notamment :

« Un conflit peut soudain éclater, jetant les uns contre les autres l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, d'une part ; la Russie, la France, l'Angleterre, d'autre part.

« La guerre aurait pour théâtre ces différentes nations et, de leur choc enchevêtré naîtrait pour la classe ouvrière le plus formidable péril, faisant des milliers et des milliers de victimes et pouvant retarder pour de longues années la croissance et le développement normaux de l'organisation ouvrière. »

Ces perspectives étaient hypothétiques il y a quelques semaines ; elles se montrent maintenant comme « la vérité de demain ».

« La classe ouvrière, par l'intermédiaire de ses Syndicats, se doit à elle-même de se lever bien résolue et recourir aux moyens même les plus extrêmes afin de s'opposer au danger menaçant la déclaration de guerre.

⁹⁷ Entre les deux réunions du Comité confédéral des 30 octobre et 12 novembre, les socialistes avaient décidé l'organisation d'une manifestation pacifique à Paris et dans les capitales européennes. La manifestation parisienne était fixée au 17 novembre. Le Bureau confédéral ne pouvait plus, sous peine d'entrer en concurrence avec le PSU, songer à une manifestation à Paris. Les événements se précipitant, la menace de guerre devenant plus sérieuse, le Bureau confédéral envisagea une initiative surpassant en portée sociale une simple manifestation. A la délégation du PSU venue demander si la CGT participerait officiellement à la manifestation socialiste, le Bureau confédéral avait répondu qu'en raison de l'attitude des centrales allemandes et autrichiennes à l'égard de la CGT, mieux valait que la demande du Parti socialiste français ne se formule pas devant le Comité confédéral.

« Une vigoureuse action contre la guerre, pour être efficace, doit être coordonnée : pour cette coordination, une réunion des délégués des syndicats confédérés est nécessaire. »

La conférence prévue le 12 avril est annulée ; à sa place est convoqué un congrès extraordinaire, qui eut lieu les 24 et 25 novembre 1912 : « La classe ouvrière organisée affirmera sa ferme volonté de garder par devers elle la direction de ses destinées, résolue à ne laisser à personne le criminel pouvoir de jeter les uns contre les autres les prolétariats des divers pays. »

Ce congrès extraordinaire aboutit à la décision d'organiser une grève générale contre la guerre, qui aura lieu le 16 décembre 1912.

La II^e Internationale et la guerre

Le discours de la II^e Internationale sur le danger de guerre se réduit à des tentatives successives d'en dire le moins possible et de rappeler à chaque fois les résolutions qui avaient été votées lors des congrès précédents : à Zürich (1893) on déclare que la « position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du congrès de Bruxelles sur le militarisme » ; à Stuttgart (1907) le congrès « confirme les résolutions des précédents congrès internationaux concernant l'action contre le militarisme et l'impérialisme et rappelle que l'action contre le militarisme ne peut être séparée de l'action contre le capitalisme ».

A Copenhague (1910), « le congrès confirme les résolutions des congrès antérieurs et en particulier celles du congrès de Stuttgart »...

A Bâle (1912), où fut réuni un congrès extraordinaire, la résolution rappelle que « l'Internationale a formulé, dans ses congrès de Stuttgart et de Copenhague, les règles d'action du prolétariat de tous les pays pour la lutte contre la guerre » (Manifeste du congrès extraordinaire de Bâle.)

Le Congrès socialiste international de Paris, tenu du 15 au 20 juillet 1889⁹⁸ avait mis à l'ordre du jour l'« Abolition des armées permanentes et armement du peuple. » Il y a, selon les délégués au congrès, un lien évident entre la guerre et le système capitaliste. La résolution votée sur cette question souhaite que « l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à *l'organisation du peuple entier exercé, armé* », avec pour objectif « la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés ». La guerre est considérée comme le résultat des « conditions économiques actuelles » : elle ne pourra disparaître qu'avec « la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme ». L'émancipation de la classe ouvrière est perçue comme la seule condition permettant un monde de paix.

C'est à Bruxelles qu'a lieu le deuxième congrès de l'Internationale, du 16 au 23 août 1891. Le quatrième point de l'ordre du jour n'est plus l'abolition des armées mais « le militarisme : De la position et des devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme ». C'est à ce congrès qu'est abordée la question de la grève générale comme moyen pour combattre la classe dirigeante et s'opposer à la guerre. Cette question sera l'objet d'un

⁹⁸ L'ensemble des résolutions de congrès citées dans le présent chapitre peuvent être consultées dans *Les Congrès Socialistes Internationaux, Ordres du jour et Résolutions, Bureau Socialiste International, Bruxelles, 1902.*

litige permanent au sein de l'Internationale entre d'une part les Français et les Hollandais qui y sont favorables et d'autre part le parti social-démocrate allemand qui est vigoureusement opposé à cette idée. Le principal argument de la social-démocratie se fonde sur l'idée que la grève générale ne peut pas être mise en œuvre dans un pays fortement militarisé, comme l'Allemagne.

La grève générale ne sera même pas mentionnée dans la résolution finale, qui affirme que le militarisme est « le résultat fatal » du système capitaliste, qui favorise la guerre « ouverte ou latente » et qui est considéré comme « le régime d'exploitation de l'homme par l'homme » dont la conséquence est la lutte des classes. Enfin, la résolution déclare que « seule la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive ». A l'évidence, la résolution entend proposer un condensé de doctrine marxiste. Les opposants à la guerre doivent donc « entrer dans le Parti Socialiste International qui est le véritable et unique PARTI DE LA PAIX »⁹⁹.

- Au congrès de Zurich (6-12 août 1893), les deux questions litigieuses constituent cette fois des points séparés de l'ordre du jour : nous avons d'abord (point 2) : « Attitude de la démocratie socialiste en cas de guerre », ensuite (point 11) « la grève générale ». C'est le hollandais Nieuwenhuis qui propose, face au danger de guerre, la grève militaire. Cette proposition est rejetée parce qu'elle serait inapplicable si un pays suivait les consignes de l'Internationale et l'autre pas. En somme, un congrès socialiste dont la fonction est d'émettre des consignes, des recommandations, n'entend rédiger ces dernières qu'en envisageant qu'elles ne soient pas appliquées.

Il est certain que si, en cas de guerre, un pays applique les consignes internationalistes et l'autre pas, on est confronté à un réel problème. Mais alors, en partant de cette hypothèse, *il n'y a pas de solution* : il n'y a aucun moyen de garantir l'application par tous des consignes des congrès socialistes. Dès lors, la social-démocratie allemande va mettre en branle la machinerie théorique du marxisme : dans la mesure où le parti social-démocrate allemand est le plus puissant, le mieux organisé, il n'est pas envisageable qu'il se trouve victime de ce piège ; il en résulte que sa survie même en tant que parti est le principal objectif et qu'une victoire allemande sera également la victoire du modèle allemand de socialisme. En fait, la conviction des social-démocrates allemands est que la grève générale conduirait au triomphe de la réaction parce si dans les pays où la classe ouvrière est organisée les consignes étaient suivies, elles ne le seraient

⁹⁹ *Ibid.*, p. 78.

certainement pas en Russie où la classe ouvrière irait à la guerre sans discuter.

La résolution du congrès de Zurich reprendra cependant des thèses de l'opposition : elle encourage les gens à « repousser tous les crédits militaires », à « protester contre les armées permanentes » et à « réclamer le désarmement » pour faire disparaître la classe dirigeante et, par conséquent, la guerre. Le congrès considère que la grève peut, dans certains cas, être une « arme très efficace, non seulement dans la lutte *économique* mais aussi dans la lutte *politique* », mais qu'elle présuppose « une puissante *organisation syndicale et politique* de la classe ouvrière ».

Pour mémoire, en juillet 1893, un mois avant le congrès de Zurich, un important « congrès national des chambres syndicales et groupes corporatifs » s'était tenu à Paris acclamant à l'unanimité la grève générale en cas de déclenchement d'une guerre entre la France et l'Allemagne.

- Le congrès de Londres (27-31 juillet 1896) est celui où les anarchistes sont définitivement expulsés de l'Internationale. Le cinquième point de l'ordre du jour annonce simplement : « La guerre ». La résolution qui est adoptée est évidemment celle du parti social-démocrate, qui domine largement. Cette résolution n'apporte rien de nouveau par rapport aux congrès précédents, elle reprend les thèses marxistes banales. La seule nouveauté est la revendication de « tribunaux arbitraux chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations ». L'abolition du « système des traités secrets » est demandée. Au cas où « les gouvernements n'acceptent pas la sentence arbitrale », ce sont les peuples qui décideront de la guerre ou de la paix... On imagine assez mal les social-démocrates allemands, qui avouent être incapables d'organiser une grève générale dans un pays militarisé, réussir à organiser des « tribunaux arbitraux » et à supprimer les « traités secrets ». A l'évidence, les résolutions n'ont pas pour objet de parvenir à une application réelle, elles servent essentiellement à la propagande.

- A Paris (23-27 septembre 1900), le point 7 dit : « Paix internationale et militarisme ; suppression des armées permanentes », et point 12 : « la grève générale ». Là encore, les deux points sont séparés. Pour lutter contre le militarisme, le congrès propose l'éducation, la votation contre les dépenses militaires et un « mouvement de protestation et d'agitation anti-militariste uniforme et commun dans tous les pays ».

Concernant la grève, c'est encore le point de vue allemand qui domine : la grève générale n'est pas le moyen de réaliser la révolution sociale. La résolution déclare : « Le Congrès est d'avis que les *grèves* et les *boycotts*

sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité actuelle d'une grève générale internationale ».

- Amsterdam (14-20 août 1904). Après 1900 le contexte politique change du fait de l'accroissement des tensions internationales. La menace de guerre est plus concrète, mais cela ne réduit pas pour autant les divergences sur les moyens à employer pour s'y opposer. A partir du congrès d'Amsterdam, les débats sur la guerre deviennent plus pressants, mais le congrès ne prend aucune position nouvelle sur les questions du militarisme et de la guerre. La question qui domine ce congrès est l'opposition entre socialistes français et allemands sur la tactique politique : faut-il ou non s'allier avec les partis bourgeois les plus progressistes.

- Stuttgart (16-24 août 1907). C'est un des plus grands congrès de l'Internationale, avec 884 délégués présents. Cette fois, le point : « Le militarisme et les conflits nationaux » est le premier de l'ordre du jour. Le débat s'engage sur « l'action du prolétariat international contre la guerre »¹⁰⁰. S'opposent encore Français et Allemands. Les premiers veulent qu'on discute des moyens à mettre en œuvre pour empêcher la guerre ; les seconds insistent sur la liberté et l'indépendance de chaque peuple. Ce qui est en jeu est : faut-il définir les moyens à l'avance ou laisse-t-on à chaque pays le choix des moyens ? Le congrès parvient à la conclusion que « l'Internationale ne peut pas enfermer d'avance, dans des formules rigides, l'action nécessairement diverse, selon le temps et les milieux des divers partis nationaux, mais elle a le devoir *d'intensifier et de coordonner le plus possible les efforts de la classe ouvrière contre le militarisme et contre la guerre* »¹⁰¹. La résolution qui est proposée est acceptée à l'unanimité, ce qui est très surprenant, compte tenu des divergences en présence.

La formulation adoptée est assez ambiguë et pourrait conduire un esprit mal tourné à conclure que les social-démocrates allemands ne veulent pas, comme les Français le demandent, décider fermement une fois pour toutes de déclencher une grève générale si la guerre éclatait, mais qu'ils veulent pouvoir décider s'il s'agit ou non d'une guerre « défensive », et dans l'affirmative ils soutiendraient leur gouvernement ; l'appel à « intensifier les efforts, etc. » – un appel parfaitement platonique – n'étant alors que de la poudre aux yeux.

¹⁰⁰ *Encyclopédie Socialiste syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière*, Paris, Aristide Quillet, 1913, p. 54.

¹⁰¹ *Idem*, p. 57.

Une telle unanimité de façade à Stuttgart ne peut être que le résultat de formulations passe-partout acceptables par tout le monde, et dont l'objectif est moins de mettre en place des mesures applicables que de faire étalage à tout prix d'une *unanimité*. Ainsi la résolution évoque-t-elle à la fois « le devoir de défense nationale » et celui de « révolution sociale », ce qui met nationalisme et internationalisme dans le même panier. On songe à ce que dira Hubert Lagardelle à propos du congrès suivant, celui de Copenhague, lorsqu'il évoque « le bienfaisant artifice de langage que sont les résolutions éclectiques »¹⁰². Le congrès de Stuttgart s'acheva « dans une atmosphère de fête, où l'unanimité dans l'enthousiasme devait compenser le manque d'unanimité dans les faits »¹⁰³.

• A Copenhague (28 août-3 septembre 1910), un nombre important de délégués se réunissent dans la capitale du Danemark, venus de vingt-trois pays. Il s'agit de mettre en place les moyens qui permettront de réaliser les principes discutés à Stuttgart. En réalité, nous avons une énumération de vœux pieux et de phrases creuses : « Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre ... »¹⁰⁴. La majorité du congrès est contre la grève générale, et tous les prétextes sont bons pour s'y opposer : l'un des arguments avancés étant que dans certains pays les syndicats ne sont pas en position d'imposer la grève aux *ouvrières*. On décide cependant de reporter cette question au congrès suivant, mais de report en report, la guerre éclatera sans que la question soit sérieusement abordée...

Le congrès s'étonne de l'augmentation des armements malgré les déclarations pacifistes des congrès précédents, sans se demander si les États et les constructeurs d'armes puissent ne pas prendre au sérieux des déclarations contre la guerre d'organisations qui refusent catégoriquement le recours à la grève générale pour l'empêcher...

Lé résolution contre la guerre reprend encore une fois les formulations des congrès précédents, et ajoute une clause d'arbitrage en cas de menace de conflit entre deux pays : « S'il y a hésitation ou retard de décision de leurs partis nationaux consultés, le secrétaire du BSI, sur la demande d'au moins

¹⁰² Hubert Lagardelle « Le Congrès de Copenhague », *Le Mouvement Socialiste*, octobre 1910.

¹⁰³ Drachkovitch Milorad. *Les Socialismes français et allemand et le problème de la guerre 1870-1914*, Genève, Imprimerie H. Studer S.A., 1953, p. 332.

¹⁰⁴ Grünberg Carl. *Die Internationale und der Weltkrieg*, Leipzig, Verlag von C.L. Hirschfeld, 1916, p. 13.

un des prolétariats intéressés, convoquera d'urgence le BSI et la Commission Interparlementaire qui devront aussitôt se réunir, soit à Bruxelles, soit en tout lieu qui, suivant les circonstances, paraîtrait mieux à convenir »¹⁰⁵. Il est peu probable que les gouvernements, les marchands d'armes et tous les lobbies favorables à une guerre aient été impressionnés par la menace de convoquer une commission interparlementaire...

Le congrès suivant est fixé à Vienne en 1913 mais les Hollandais demandent qu'il soit reporté à 1914 qui marque le 25^e anniversaire de la II^e Internationale et le 50^e de la Première. En période de crises internationales répétées on songe tout de même aux célébrations. La guerre balkanique d'octobre 1912 remet tout en cause avec l'aggravation de la situation internationale. Le 17 novembre 1912 se tiennent partout en Europe des rassemblements contre la guerre dans les Balkans. Le BSI décide donc d'organiser un congrès extraordinaire afin de « donner à la protestation et à l'action contre la guerre le plus d'unité et d'efficacité possible »¹⁰⁶.

• Le congrès extraordinaire de Bâle (24-25 septembre 1912). La situation politique internationale se dégrade et c'est une période où se déroulent de nombreuses manifestations contre la guerre dans les villes européennes. Le congrès, qui entend montrer que la II^e Internationale est décidée à tout faire pour éviter la guerre, se déroule dans une ambiance de kermesse. Les précédents congrès de l'Internationale n'avaient certes pas trouvé de solution aux problèmes qui se posaient, mais on en discutait. Maintenant, on n'en discute plus du tout. Les délégués des partis socialistes se succèdent pour prononcer une multiplicité de discours pour la paix ou contre la guerre. On prépare une motion sur « La situation internationale et l'entente pour une action contre la guerre ». On déclare la « guerre à la guerre, paix sur la terre... ! ». Une grande manifestation rassemble les délégués du congrès et une foule de personnes venues de toute la Suisse. On se dirige vers la cathédrale où sont prononcés de nombreux discours. Des milliers de personnes ne peuvent même pas pénétrer dans la cathédrale. La presse suisse souligne le surcroît de grandeur et de dignité provenant du fait que la séance du dimanche après-midi a lieu dans la cathédrale.

Bref, c'est l'enthousiasme qui aplanit les divergences sur les modalités d'action. L'article du *Journal de Genève* conclut sur l'illusion que « l'imposante manifestation de Bâle contribue pour sa part à faire réfléchir

¹⁰⁵ *Idem*, p. 13.

¹⁰⁶ Haupt, George. *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913*, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 490.

les gouvernements et à maintenir la paix menacée dans l'Europe occidentale »¹⁰⁷.

La formulation de la résolution sur la guerre, rédigée par V. Adler (Autriche), Bebel (Allemagne), Jaurès (France), Keir-Hardie (Angleterre) et Plekhanoff (Russie) est tellement vague qu'elle est votée à l'unanimité ; elle ne prévoit aucun moyen d'action particulier, aucune initiative, elle se contente de laisser toutes les possibilités ouvertes : « Le Congrès demande aux partis socialistes de continuer vigoureusement leur action par tous les moyens qui leur paraîtront appropriés »¹⁰⁸. C'est donc avec de telles consignes que la II^e Internationale engage les huit millions de socialistes européens et la classe ouvrière internationale à s'opposer à la guerre. Là encore, ce qui semble importer est moins de transmettre des consignes claires que de donner l'illusion de l'unanimité. On s'imagine encore que les classes dominantes n'oseront pas s'engager dans une guerre de peur qu'elle ne débouche sur la révolution prolétarienne. On ne songe pas que lesdites classes dominantes sont d'autant moins inquiètes de cette perspective que le mouvement socialiste se montre incapable *d'empêcher* cette guerre.

C'est ce que la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France montrera.

Pourtant, malgré la montée en force des réformistes en France, la Confédération générale du travail réussit à organiser le 16 décembre 1912 une grève générale de 24 heures contre la guerre, décidée lors d'un congrès extraordinaire tenu à Paris. L'aile réformiste de la CGT s'était vigoureusement opposée à la grève générale, mais elle s'exprima devant une salle très hostile. Les responsables confédéraux – Léon Jouhaux, Yvetot, Griffuelhes, Merrheim et Dumoulin – avaient compris qu'ils ne pouvaient pas négliger les craintes des plus modérés. Faire voter une grève générale de 24 heures était en soi une victoire, étant donné le contexte. La direction confédérale dut ensuite faire face à une répression féroce du pouvoir et au sabotage, par les réformistes dont l'influence grandissait, de toute initiative d'envergure.

La grève fut un demi-succès, mais elle sauva l'honneur : il y eut 600 000 grévistes. Une vague de répression suivit, contre les militants syndicalistes, les Jeunesses syndicalistes et contre la Fédération communiste anarchiste, qui fut particulièrement touchée. Le procès contre les « menées

¹⁰⁷ *Journal de Genève*, 25.11.1912.

¹⁰⁸ George Haupt, *Bulletin Périodique du Bureau Socialiste International, 1909-1913, Années I-VI – Numéros 1-11 et suppléments*, Genève, Minkoff Reprint, 1979, p. 498.

anarchistes » se conclura par un total de seize années de prison pour cinq anarchistes et 6 300 francs d'amende. La publicité de ce procès fut totalement éclipsée par celui de la bande à Bonnot, qui se tenait en même temps..

Le congrès ordinaire qui fut déplacé en 1914 à Vienne, à la demande du parti socialiste hollandais n'eut pas lieu...

Contre toute attente, l'analyse que fera le bureau socialiste international de la situation dans le courant de l'année 1913 conclut à une détente de la situation internationale ! Lorsque, à la mi-décembre 1913 le BSI se réunit à Londres pour préparer le congrès de Vienne, l'atmosphère est plutôt détendue¹⁰⁹. L'ordre du jour du congrès de Vienne prévoit naturellement un point sur la guerre : « L'impérialisme et la position de l'Internationale en face de la guerre », avec une discussion sur les moyens à employer, sur laquelle on s'attend à des désaccords.

Après l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, personne n'imagine encore que cela débouchera sur une grande conflagration. Dans le mouvement socialiste, on pense que la crise pourra être surmontée comme les précédentes crises, balkaniques ou non : par la diplomatie. Mais après l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, le 23 juillet 1914, le BSI convoque une réunion plénière à Bruxelles pour les 29 et 30 juillet : le Bureau appelle encore une fois les prolétaires à tout faire pour empêcher la guerre, sans proposer rien de concret. Lorsque le conflit éclate deux jours plus tard, les sections socialistes n'ont pas de consignes concrètes, les classes ouvrières européennes suivront les appels à la mobilisation pour défendre leurs patries respectives. Aucune directive concrète n'aura été donnée par l'Internationale.

¹⁰⁹ Cf. George Haupt, *Le Congrès manqué, l'Internationale à la veille de la première guerre mondiale*, Paris, François Maspero, 1965.

L'impôt de guerre extraordinaire

En janvier 1913, les deux partis socialistes français et allemand signent un manifeste pour la paix. Pourtant, en contradiction totale avec tout ce qu'ils pouvaient déclarer à leurs crédules camarades français, les socialistes allemands votèrent *un mois plus tard*, le 3 février 1913, un *impôt de guerre extraordinaire* d'un milliard et demi de marks pour le programme militaire proposé par le général von Bernhardt. Le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait défini cet impôt comme « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ». Duplicité ? Les députés social-démocrates qui avaient signé le manifeste pour la paix et qui votèrent un mois plus tard l'impôt extraordinaire votèrent six mois plus tard – le 4 août 1914 – les crédits de guerre.

Il n'est pas indifférent de savoir comment cet impôt fut accepté par les députés social-démocrates ¹¹⁰. Le 24 avril 1913, le ministre allemand de la guerre, von Heeringen, convoque les « hommes de confiance » des partis représentés au Reichstag, *y compris les social-démocrates*. Pour les socialistes, se trouvent Bebel, Ledebour et Frank ¹¹¹. C'est, dit le ministre, une réunion très secrète. Il veut convaincre les hommes présents de la nécessité d'accélérer le réarmement en se fondant sur le fait que l'encerclement que subit l'Allemagne s'aggrave. Les Belges ont renforcé leur armée de 50 000 hommes. Les Français comptent sur le soutien de l'armée belge. Nous serons seuls face à la France et à la Belgique, alors même qu'il y a un second front à l'Est avec la Russie, qui accélère sa mobilisation : « C'est la raison pour laquelle nous devons chercher notre salut dans l'attaque » ¹¹².

Bebel conteste les assertions du ministre concernant la Belgique et demande en quelque sorte un second avis, celui du chancelier. L'affaire, pense-t-il, est trop sérieuse pour être débattue avec le seul ministre de la

¹¹⁰ Cf. Dieter Groh, *Die geheimen Sitzungen der Reichshaushaltskommission*, cité par Gerd Krumeich, « De Schlieffen à Ludendorff : les militaires allemands et la politique », in *Cahiers du CEHD* n° 26, « Armée et pouvoir en Allemagne et en France aux XIX^e et XX^e siècles ».

¹¹¹ Ludwig Franck (1874-1914), député de Mannheim à partir de 1907, membre de la droite du parti. Il se porta volontaire dès le début de la guerre et fut tué à Lunéville le 3 septembre 1914. Il symbolise pour la communauté juive le socialiste juif qui n'a rien à prouver en matière de patriotisme. Cf. Lars Fischer, *The socialist Reponse to Antisemitism in Imperial Germany*, Cambridge University Press, 2010.

¹¹² Gerd Krumeich, *op. cit.*

guerre. Le chancelier, Bethmann Hollweg, veut convaincre les élus de gauche parce que l'existence du Reich même est en jeu. Richard Franck, un parlementaire social-démocrate, demanda au ministre de la guerre si l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique. Le ministre répondit en assurant que *l'Allemagne n'entrerait pas en Belgique avant la France*. « Il semble, dit Gerd Krumeich, « que les députés de gauche se soient contentés de cette réponse »¹¹³.

« En définitive, les partis de gauche, surtout les sociaux-démocrates, ont accepté le budget des nouveaux armements de 1913. Il est vrai qu'ils ont aussi demandé – et qu'ils ont obtenu – des modifications du système d'impôts pour “faire payer les riches”, mais l'important n'est pas dans cette réforme, comme on a trop souvent affirmé, mais dans la conviction qu'il fallait en effet accroître les armements, pour que l'Allemagne puisse réaliser son planning militaire sans être exposée à une “attaque brusquée”¹¹⁴. »

Pendant ce temps, les socialistes français multipliaient les efforts pour minimiser l'impact de l'accroissement des dépenses militaires allemandes, et en même temps s'efforçaient d'empêcher l'accroissement des dépenses militaires françaises, sans être capables de voir que l'antimilitarisme était à sens unique. Cet aveuglement s'appuyait sur une confiance inébranlable dans les social-démocrates allemands. Les socialistes français agissaient comme si l'accroissement des dépenses militaires allemandes – avec l'assentiment des socialistes allemands – n'avait aucun impact sur la capacité desdits socialistes allemands à empêcher la guerre. Les moindres déclarations de socialistes allemands contre la guerre étaient amplifiées dans la presse socialiste française. Un délégué allemand, Molkenbuhr¹¹⁵, déclara ainsi au congrès de Brest en 1913 :

« Nous ne croyons pas qu'il y ait un peuple au monde qui ait vraiment l'intention, comme on le dit souvent pour nous en Allemagne, de tenter l'invasion de votre pays... Nous, socialistes

¹¹³ Gerd Krumeich, *op. cit.*

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ Hermann Molkenbuhr (1851-1927), issu d'un milieu ouvrier, était l'un des membres les plus influents du SPD. En 1872 il adhère à l'ADAV, fondée en 1863 par Lassalle, dont il devient président en 1874. Il participe l'année suivante au congrès d'unification de l'ADAV avec le parti social-démocrate. En 1881 il émigre aux États-Unis, et revient en Allemagne en 1884. Il est élu au Reichstag de 1890 à 1918.

allemands, nous voterons toujours contre tous les projets d'armement : les affirmations contraires sont des mensonges formidables ¹¹⁶. »

Ces propos, tenus un mois avant le vote par les socialistes allemands de l'impôt de guerre exceptionnel, sont aussitôt reproduits, commentés, amplifiés par la presse socialiste française. Ainsi, Marcel Cachin déclare à la tribune du conseil municipal de Paris, le 7 mars 1913 :

« Les socialistes allemands ont clamé au gouvernement impérial : “Si vous déclarez la guerre à la France, si vous vous jetez dans cette aventure, c'est le trône même que vous jouerez.” C'est cette menace de la classe ouvrière allemande tendant à la France une main fraternelle qui seule a empêché les agressions du césarisme allemand contre la démocratie de France. L'Internationale est à nos yeux le grand fait historique des temps modernes : c'est elle qui assure la paix ¹¹⁷. »

On tente de rassurer l'opinion française devant l'armement de l'Allemagne. Jaurès dénonce « l'abominable campagne d'affolement de la réaction nationaliste » ¹¹⁸. Les députés socialistes français s'opposaient avec la plus extrême fermeté à toute politique d'armement alors même que leurs collègues socialistes allemands votaient les impôts supplémentaires pour l'armement de l'Allemagne. Et les naïfs députés socialistes français continuaient de protester à la Chambre contre toute affirmation de bellicisme allemand, mettant en garde l'opinion « contre des campagnes de panique auxquelles elle [la droite] se prêtait trop facilement » ¹¹⁹ – déclaration faite neuf mois après que les social-démocrates allemands aient voté l'impôt de guerre de 1,5 milliard... Cet aveuglement des socialistes français a peut-être une explication, mais l'explication pose un nouveau problème.

Les social-démocrates allemands, fidèles à une vieille tradition libérale et démocratique allemande dont Marx et Engels s'étaient faits les porte-parole zélés, attendaient une guerre contre la Russie. En 1848 déjà, Marx et Engels avaient appelé à une guerre contre ce pays car ils espéraient que cela susciterait une sorte de « levée en masse » du type de celle de 1792 en France, dirigée contre l'absolutisme tsariste. Une guerre contre la Russie

¹¹⁶ *Mouvement socialiste*, mars-avril 1913, p. 229 sqq.

¹¹⁷ *L'Humanité*, 8 mars 1913.

¹¹⁸ *L'Humanité*, 6 février 1913.

¹¹⁹ *JO*, Débats, Assemblée nationale, 19 mars 1914, p. 1764.

était en outre censée contraindre le roi de Prusse à faire des concessions démocratiques. Depuis longtemps, donc, les socialistes allemands s'étaient préparés à l'idée d'une guerre à l'Est. Ils pensaient donc que la guerre déclenchée en août 1914 était une guerre contre la Russie. Cette idée était profondément ancrée dans les esprits. Cela expliquerait donc l'enthousiasme avec lequel ils ont voté les crédits de guerre 1913 et en 1914.

Il est plus que probable que les social-démocrates allemands aient transmis à leurs camarades français cette vision stratégique de café du commerce. En effet, après la défaite contre l'Allemagne en 1870-1871, le gouvernement français s'était allié à la Russie, et les socialistes français, encouragés par les social-démocrates allemands, avaient fermement combattu cette alliance. Ainsi s'éclaire l'exclamation d'un député socialiste à la chambre. Lors d'une séance à l'Assemblée nationale du 12 juin 1914, Alexandre Ribot¹²⁰ présentant un nouveau gouvernement à la Chambre, déclara que l'Allemagne avait subitement augmenté les effectifs de l'armée en temps de paix pour les porter à 870 000 hommes, ce qui constituait un réel danger. Pierre Brizon, député socialiste s'exclama : « Pas contre nous¹²¹ ! » Les socialistes français avaient ingurgité les fantasmes stratégiques des socialistes allemands, hérités de Marx et Engels, et avaient complètement intégré la propagande social-démocrate selon laquelle l'Allemagne ne fera pas la guerre à la France. Les socialistes français ignoraient-ils le soutien socialiste aux crédits exceptionnels de 1913 ?

L'explication étant donnée – pour hypothétique qu'elle soit –, cela pose un problème : les social-démocrates allemands étaient-ils candides, ou étaient-ils consciemment complices de la politique expansionniste

¹²⁰ Alexandre Ribot (1842-1923) fut un des artisans de l'alliance avec la Russie. Il fut pendant quelques jours, du 9 au 14 juin 1914, président du Conseil.

¹²¹ Séance du 12 juin 1914, p. 2438. Pierre Brizon (1878-1923), député socialiste de l'Allier de 1910 à 1919, libre penseur et pacifiste, il dénonce l'Union sacrée en 1914 et participe à la conférence de Kienthal en 1916. Il adhéra ensuite au Parti communiste dont il sera exclu en 1922.

allemande ? Certains auteurs le pensent (Edmond Laskine¹²², Charles Andler¹²³). Nous ne nous hasarderons pas sur ce terrain.

¹²² Edmond Laskine, ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé de l'université, avocat à la cour d'appel de Paris. Collaborateur du journal *Le Matin*. Il fut secrétaire général du Comité de la Rive gauche du Rhin. Il écrivit un ouvrage, *L'Internationale et le pangermanisme*, extrêmement documenté mais frappé d'un parti-pris ouvertement antimarxiste et anti-social-démocrate. La social-démocratie y est systématiquement épelée Sozial-Demokratie, pour bien souligner son origine germanique. La thèse centrale de l'ouvrage est que Marx et la social-démocratie ont tout fait pour assurer l'hégémonie du socialisme allemand en Europe, et l'élimination du socialisme français. La date de parution de l'ouvrage explique sans doute le ton qui y est adopté : 1916. Si nous partageons la thèse de Laskine (la volonté hégémonique du socialisme allemand) – il y a trop d'éléments concordants qui vont dans ce sens – nous pensons qu'il convient de garder une certaine distance. Le parti-pris évident de l'auteur n'invalide pas l'ensemble de son discours, cependant un minimum d'esprit critique est nécessaire.

¹²³ Charles Andler (1866-1933) germaniste français, professeur d'allemand au Collège de France et à la Sorbonne. En 1889, Andler adhère au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane. Avec Lucien Herr, bibliothécaire à l'École normale supérieure, il fonde en 1899 l'École socialiste à Paris dont l'objectif était de rendre plus accessibles les théories du mouvement socialiste. Il fonde également le Groupe de l'unité socialiste à Paris. Il dirige la Société nouvelle de librairie et d'édition, une société fidèle aux idées réformatrices de Jean Jaurès fondée par Lucien Herr. En 1901, il traduit en français le *Manifeste communiste* de Karl Marx. Charles Andler est l'auteur, entre autres de *Les Origines du socialisme d'État en Allemagne*, thèse de doctorat (1897) ; « Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine », dossier d'une polémique avec Jean Jaurès (1912-1913) (1918) ; *Le Pangermanisme, ses plans d'expansion allemande dans le monde* (1915) ; *Les Usages de la guerre et la doctrine de l'État-major allemand* (1915) ; *La Décomposition politique du socialisme allemand, 1914-1919* (1919).

L'obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre

De la pensée de Marx, les social-démocrates allemands et ceux des socialistes français qui voient en eux un modèle ont retenu la vision déterministe de l'histoire. L'évolution de la société capitaliste est soumise à un déterminisme économique dont le terme inévitable est l'apparition d'une société socialiste. Cette conviction, issue d'une interprétation quelque peu mécaniste de la pensée de Marx, mais qui n'est pas absente de son œuvre, en particulier *Le Capital*, va être déterminante dans la définition de la stratégie politique que la social-démocratie allemande va développer et dans l'attitude à adopter dans l'hypothèse où une guerre serait déclenchée.

Le programme du SPD est encore celui qui a été voté à Erfurt en 1891 : le socialisme est décrit comme le résultat d'un développement économique inéluctable. Convaincus du caractère inéluctable de leur accession au pouvoir, les dirigeants socialistes allemands ne vont pas considérer comme prioritaire la propagande contre la guerre. Cela apparaît de manière évidente aux congrès de Stuttgart (1907), de Copenhague (1910) et de Bâle (1912) : ce qui est décisif, c'est le travail d'organisation et de renforcement du parti, indispensables pour préparer son accession au pouvoir. En effet, la guerre, considérée comme un produit nécessaire du capitalisme, conduira inévitablement celui-ci à sa chute et à l'avènement consécutif du socialisme. Le prolétariat – à travers ses organes dirigeants, cela va de soi – doit se préparer à gouverner.

C'est l'évolution même de la société capitaliste qui rend la chute du capitalisme nécessaire. La classe ouvrière doit être prête à cette éventualité. C'est ainsi, pensons-nous, qu'il faut comprendre cette déclaration selon laquelle le devoir de la social-démocratie « consiste non pas à hâter l'inévitable catastrophe, mais à la retarder le plus possible, c'est-à-dire à éviter avec soin tout ce qui pourrait ressembler à une provocation ou à un semblant de provocation, car le temps gagné augmente ses chances de succès »¹²⁴ – c'est-à-dire d'accession au pouvoir, par les élections, s'entend. On comprend dès lors que la grève générale soit catégoriquement rejetée,

¹²⁴ Karl Kautsky, *Le marxisme et son critique Bernstein*, Préface à l'édition française, Paris, Stock, 1900, p. XII.

(<http://www.archive.org/details/lemarxismeetsonc00kaut>).

car incontestablement, elle apparaîtrait aux yeux du pouvoir comme une « provocation ».

Au congrès de Bâle, un « Manifeste » avertissait les gouvernements qu'« ils ne pourraient sans péril pour eux-mêmes déclencher la guerre ». Le « Manifeste » rappelle que déjà la guerre franco-prussienne de 1870-1871 avait provoqué l'explosion de la Commune, que la guerre russo-japonaise avait « mis en mouvement les forces de la révolution du peuple russe ». Il ne s'agit donc pas de perdre son temps dans l'agitation antimilitariste mais de renforcer le parti pour le préparer au pouvoir. Les rédacteurs de ce « Manifeste » étaient de piètres historiens. Ils ne voyaient pas que la Commune avait été la conséquence de la *défaite* de la France, défaite qui avait permis à la classe dirigeante allemande de mettre en place une véritable dictature militaire en Allemagne. La guerre russo-japonaise avait été *perdue* par la Russie, ce qui avait conduit à la révolution de 1905 : le Japon avait pu ainsi accéder au rang de puissance militaire mondiale. Dans ces deux cas, la révolution s'était déroulée dans le pays *vaincu*. Or en soutenant l'effort de guerre allemand, les social-démocrates pariaient sur une victoire de l'Allemagne sans comprendre que cette victoire allait renforcer considérablement la puissance répressive de l'État contre la classe ouvrière. C'est là un point que Kropotkine avait parfaitement compris, et là se trouve l'explication de son soutien à l'Entente.

De fait, c'est après la *défaite* de l'Allemagne en 1918 qu'une révolution éclate dans ce pays.

L'obstination des social-démocrates allemands à refuser même de débattre de la question de la grève générale est stupéfiante. Au congrès de Stuttgart, Bebel avait rejeté tout recours à la grève générale et s'expliquait :

« Je ne sais ce qui adviendra, mais je crois que si cette guerre éclatait, elle serait probablement la dernière et mettrait en jeu l'existence de toute société bourgeoise. Nous ne pouvons donc rien faire d'autre, que d'éclairer les cerveaux, faire de la propagande et nous organiser ¹²⁵. »

Cette remarque est terrible car elle conduit à se demander si Bebel – et sans doute les dirigeants de la social-démocratie – ne *souhaitaient* pas, implicitement ou inconsciemment, cette guerre parce qu'ils s'étaient convaincus qu'à son issue le capitalisme ne survivrait pas et qu'ils

¹²⁵ August Bebel, congrès de Stuttgart, 1907 compte rendu analytique p. 162.

prendraient le pouvoir. L'idée semble être, parmi les dirigeants de la social-démocratie, une constante : on la trouve dans divers ouvrages, en particulier dans *Le Chemin du pouvoir*, de Kautsky, écrit en 1909¹²⁶.

Bebel n'est d'ailleurs pas partisan de condamner indistinctement toute guerre. Il développe ce point au congrès de Stuttgart, et exprime sans nul doute l'avis de la grande majorité des délégués. Il s'oppose aux positions des internationalistes les plus radicaux selon lesquels il n'y a pas de guerre défensive. Il conteste qu'il ne soit pas possible de faire la distinction entre guerre d'agression et guerre de défense. Jaurès rapporte (résume plutôt) les propos de Bebel dans *L'Humanité* du 28 septembre 1907 : « Il serait bien triste que des hommes qui ont fait, pour ainsi dire, de la politique leur profession, fussent incapables de savoir s'il s'agit d'une guerre offensive ou d'une guerre défensive¹²⁷. »

Et Jaurès commente :

« Bebel proclame que le devoir des socialistes est de participer à la guerre quand ils jugent, eux, qu'elle a pour objet la défense de l'indépendance nationale. Et il déclare qu'il est possible au prolétariat de discerner s'il s'agit vraiment de défendre la patrie ou si le gouvernement a suscité la guerre par une politique offensive, par une politique de ruse, de convoitise ou d'orgueil. Ce jugement, le prolétariat a le droit et le devoir de le formuler. Ce n'est pas l'obéissance muette et passive, ce n'est

¹²⁶ Sur ce texte il convient de dire quelques mots. Une première version avait été écrite dans laquelle Kautsky parlait d'une possibilité de « révolution » : « Personne ne sera assez naïf pour prétendre que nous passerons pacifiquement et imperceptiblement de l'État militariste à la démocratie », y dit-il. De telles formules étaient dangereuses car elles pouvaient conduire à des procès que le parti, soucieux de respecter la légalité, voulait éviter à tout prix. La direction du parti – Bebel, surtout – décida donc de mettre la brochure au pilon. Kautsky en appela à la commission de contrôle du parti, qui lui donna raison. Bebel persistant dans son refus. Kautsky finit par se soumettre et modifia son texte, supprimant tous les passages litigieux. Cette affaire semble avoir brisé Kautsky, qui devint dès lors un parfait serviteur de l'appareil du parti. (Les éditions *Anthropos* ont publié en 1969 le *Chemin du pouvoir* avec une présentation et des lettres qui éclairent cette affaire.)

¹²⁷ Les propos que Bebel a réellement tenus se trouvent dans le compte rendu analytique du congrès : « Je conteste que l'affirmation d'après laquelle il est difficile de dire qu'une guerre a le caractère d'une guerre d'attaque ou de guerre de défense soit exacte. Les situations ont complètement changé. L'homme politique averti aperçoit très bien les causes des catastrophes guerrières et il démêle sans trop de difficulté le fil conducteur du conflit. La politique secrète des cabinets n'existe plus. » (Compte rendu analytique du secrétariat du Bureau socialiste international, Désiré Brismée 1908, p. 118.)

pas le “patriotisme inconditionnel” que nos patriotes veulent imposer aux prolétaires ¹²⁸. »

Jusqu’au dernier moment, Jaurès a tenté d’éviter la guerre. Son assassinat, quatre jours avant le déclenchement des hostilités, laissa en suspens une question que beaucoup se sont posée : quelle attitude aurait-il adoptée s’il avait vécu ? Ce passage de *L’Humanité* répond peut-être à la question. Ainsi Bebel, approuvé par Jaurès, estime que les socialistes, le prolétariat, ont la capacité de discerner s’il s’agit d’une guerre défensive, et s’ils ont par conséquent le devoir d’y participer. Bebel affirme qu’aujourd’hui il est tout à fait possible de faire la distinction : dès lors, il devient absurde de condamner toute guerre, indistinctement : la guerre menée par un peuple pour se défendre devient légitime. Ce qui est condamnable, c’est la guerre de conquête. C’est ce que reconnaît implicitement la résolution de Stuttgart sur le militarisme, qui affirme vouloir rendre « impossible les guerres agressives ». Sur l’attitude de Jaurès s’il n’avait pas été assassiné, la vraie question est donc de savoir à quel moment il aurait fini par réaliser qu’il s’agissait pour la France d’une guerre de défense.

Dans son article, Jaurès conclut que si le parti socialiste allemand est amené à déclarer que « la patrie allemande » n’est pas « menacée dans son indépendance », que « la guerre n’a donc pas pour objet de la défendre, mais qu’elle procède des pensées mauvaises de ses dirigeants » ; si donc le parti socialiste allemand « fait cette déclaration solennelle au nom des trois millions de prolétaires qui lui ont donné leur confiance, il crée par là même en Allemagne une situation révolutionnaire » ¹²⁹. On reste stupéfait par tant de candeur. Dès lors, les socialistes allemands se trouvent devant l’obligation, proclamée par eux à Stuttgart, de « développer toute la force d’action qui est en eux pour prévenir ou pour arrêter la guerre. Et leur action sera d’autant plus efficace que l’iniquité de leur gouvernement apparaîtra mieux. »

L’argumentation de Jaurès devient ici stupéfiante : la « force d’action » des socialistes allemands se mesurera en quelque sorte à l’aune de l’« iniquité » dont fera preuve leur gouvernement, et elle apparaîtra « d’autant mieux que la France marquera plus nettement par une politique constante, sa ferme et loyale volonté de paix ». Autrement dit, plus le gouvernement allemand aura une volonté agressive, plus il faudra faire

¹²⁸ *L’Humanité*, 28 septembre 1907, n° 1259.

¹²⁹ *Ibid.*

confiance aux socialistes allemands (et à eux seuls) pour s'y opposer, et plus il faudra que la France donne des preuves de sa volonté de paix. Nous avons déjà suggéré que l'attitude des socialistes français avait un relent quelque peu munichois. En voilà encore une manifestation.

Kautsky, lui, semble être sur des positions plus réalistes. Jaurès rapporte les propos qu'il a tenus lors du congrès d'Essen :

« Bebel pense que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus en état qu'en 1870 de discerner si une guerre est offensive ou défensive. Je ne voudrais pas prendre sur moi cette responsabilité. Je ne voudrais pas garantir que nous pourrions assurer toujours si le gouvernement nous dupe ou s'il a vraiment pour objet de défendre la nation menacée. (*Très bien.*)¹³⁰ »

Kautsky est un des rares à comprendre que la manipulation de l'opinion est une arme décisive entre les mains de l'État, du capital et de la presse. Dans son intervention, rapportée par Jaurès, Kautsky s'interroge même sur l'opportunité de la classe ouvrière à participer à la guerre, même si le pays est attaqué. La question que les socialistes doivent se poser, dit-il, n'est pas de savoir si la guerre est offensive ou non, mais de savoir si « un intérêt prolétarien ou démocratique est en question ». Car une guerre mondiale intéresse toute l'Europe et pas seulement le parti allemand :

« Le gouvernement allemand pourrait un jour démontrer aux prolétaires allemands qu'ils sont attaqués ; le gouvernement français pourrait, de son côté, démontrer la même chose aux prolétaires français, et nous aurions alors une guerre où prolétaires allemands et prolétaires français suivraient leurs gouvernements avec le même enthousiasme, s'égorgeraient et se tueraient réciproquement. C'est contre cela qu'il faut se prémunir, et nous ne nous prémunirons contre ce danger qu'en adoptant, non pas ce critérium, mais le critérium de l'intérêt prolétarien¹³¹... »

En cas de guerre, ajoute Kautsky, la démocratie socialiste allemande ne se dira pas d'abord allemande, puis prolétarienne, « elle dira qu'elle est avant tout un parti prolétarien ».

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

L'analyse de Kautsky soulève deux points importants : en suggérant que le prolétariat peut être manipulé, il anticipe sur l'extraordinaire propagande belliciste que mettront en œuvre les gouvernements allemand et français, sur le matraquage médiatique sans précédent qui conditionnera les populations en faveur de la guerre. Le niveau de la manipulation trouve une illustration parmi de nombreuses autres dans un article de *l'Intransigeant* du 16 août 1914 : « Les schrapnells éclatent mollement et tombent en pluie inoffensive. Le tir est très mal réglé. Quant aux balles, elles ne sont pas très dangereuses. Elles traversent les chairs de part en part, sans faire aucune déchirure. »

Dans son intervention, Kautsky avait cité le cas de la guerre russo-japonaise : les socialistes russes auraient-ils dû soutenir leur gouvernement ? » Assurément non », dit-il. Et Bebel lui fait une réponse dont Jaurès se félicite ; mais ce dernier ne semble pas en avoir compris le sens : « A coup sûr, les Japonais ont été les agresseurs ; nous nous en sommes réjouis, nous leur avons souhaité la victoire, et *nous n'avons pas conseillé à nos amis russes de répondre à cette agression par une contre-attaque.* » Autrement dit, Bebel se réjouit de l'agression japonaise contre la Russie et se félicite que les socialistes russes n'aient pas réagi. Pourquoi ? En attaquant la Russie, le Japon a affaibli celle-ci, il a fait ce que Bebel aurait souhaité que l'Allemagne fit. Bebel identifie l'Allemagne au Japon dans son rôle d'agresseur de la Russie. Il est d'ailleurs en totale contradiction avec lui-même puisqu'il vient de dire qu'il est possible de distinguer guerre d'agression et guerre de défense, et que les socialistes peuvent participer à une guerre défensive ! Ces propos illustrent parfaitement que Bebel, et une grande partie des social-démocrates allemands, ne se déterminent en réalité pas par rapport à des principes mais par rapport à une vision de la Realpolitik axée sur les intérêts de l'Allemagne. Le fait que Jaurès n'ait pas compris cela montre l'incroyable naïveté des socialistes français et leur totale inféodation à la vision allemande de la politique européenne.

Les social-démocrates allemands semblent plus enclins à condamner le militarisme que la guerre : ce n'est d'ailleurs pas innocent, puisque la guerre peut avoir une fonction positive, « objectivement ». Le militarisme quant à lui, semble plutôt désigner la tendance inhérente au capitalisme à mener des guerres offensives. Comme les socialistes allemands, Jaurès est persuadé que l'anticipation, par les capitalistes, des conséquences que produirait le déclenchement d'une guerre – la menace d'une révolution – suffira à l'empêcher.

Manipulation sur le vote des crédits de guerre en Allemagne

Le parti allemand est un modèle pour le mouvement socialiste international, une référence. Pourtant, le 4 août 1914 le groupe parlementaire social-démocrate vote au Reichstag les crédits de guerre. Les militants ouvriers sont frappés de stupeur. La victoire de l'Allemagne est annoncée comme un progrès. Elle permettra notamment de renverser le régime semi-féodal qui règne en Russie. Car pour les social-démocrates allemands, il s'agit surtout d'une guerre contre la Russie, cette guerre que Marx et Engels avaient passionnément désirée et qu'Engels, à la fin de sa vie, avait fini par craindre.

Lénine pense que la rumeur du ralliement de la direction social-démocrate à l'Union sacrée avec la bourgeoisie est un faux. Pourtant, cela n'a au fond rien de surprenant car les dirigeants socialistes allemands se placent dans la continuité des analyses de Marx et d'Engels qui, au début de la précédente guerre, en 1870, avaient déclaré que la victoire de l'Allemagne sur la France aurait signifié la prépondérance du mouvement ouvrier allemand en Europe. Marx avait vivement critiqué Wilhelm Liebknecht qui s'était abstenu lors du vote des crédits de guerre. Par ailleurs, les fondateurs du « socialisme scientifique » avaient passé leur vie à espérer une guerre contre la Russie, qu'ils dénonçaient comme le centre de la réaction en Europe. Les orientations de la direction du parti social-démocrate en 1914 étaient cohérentes avec la doctrine marxiste. Il conviendrait donc de reconsidérer l'accusation de « trahison » portée contre elle. Qu'elle ait « trahi » la classe ouvrière ne fait pas de doute ; qu'elle ait « trahi » les principes fondamentaux de Marx et Engels est tout à fait contestable.

Prenant le contre-pied de toutes les résolutions des congrès socialistes internationaux, l'appareil du parti considère désormais que l'Internationale socialiste n'est qu'un instrument « valable en temps de paix » :

« La guerre mondiale divise les socialistes en camps différents et essentiellement en différents camps nationaux. L'Internationale est incapable d'empêcher cela, c'est-à-dire qu'elle n'est pas un instrument efficace en temps de guerre ;

l'Internationale est essentiellement un instrument valable en temps de paix ¹³². »

Rosa Luxembourg commente : « la social-démocratie et les syndicats, dans un mouvement de magnanimité patriotique, ont livré sans combat la classe ouvrière à son ennemi pour toute la durée de la guerre. »

Les dirigeants social-démocrates qui refusent la logique de guerre sont rares. Rosa Luxembourg passe une grande partie de la guerre en prison. Karl Liebknecht – le fils de Wilhelm – votera contre les crédits de guerre ; il sera envoyé au front, puis en prison. En août 1914, une minorité du parti social-démocrate avait été contre le vote des crédits de guerre, mais elle se plia à la sacro-sainte discipline de parti ¹³³. « Il existait dans le mouvement, écrit Rudolf Rocker, une inclinaison à la servilité qu'aucune abnégation militante ne pouvait justifier. »

Une ambiguïté règne sur le vote des crédits de guerre par les députés social-démocrates allemands. On lit souvent que quatorze députés socialistes (sur 78) se sont opposés au vote. C'est vrai et faux. Ils se sont opposés lors d'un vote *interne* au parti dans une réunion préparatoire. Le 4 août, au Reichstag, c'est-à-dire au Parlement, ils se sont alignés par discipline à la majorité du parti, *y compris* Liebknecht. Le vote des crédits de guerre a donc été obtenu avec *l'unanimité* des voix socialistes.

Hugo Haase, porte-parole de la fraction social-démocrate au Reichstag, apporta le soutien unanime des social-démocrates au chancelier, à la politique de guerre, à la politique de défense nationale d'un peuple épris de liberté, menacé par le despotisme tsariste. C'est toujours le danger russe qui est mis en avant.

Que certains députés aient voté à contrecœur ne retire rien au fait. Rosa Luxembourg dira : « Le 4 août 1914 la social-démocratie allemande a abdiqué et l'Internationale socialiste s'est effondrée. »

Pendant la soirée du 4 août eut lieu une réunion chez Rosa Luxembourg ; certains militants s'exprimèrent contre la politique de guerre, et Karl Liebknecht prit la tête de cette opposition. La décision fut prise d'organiser une réunion avec les opposants à la guerre : 300 personnes furent convoquées, seule Clara Zetkin répondit favorablement. Au sein du parti, les opposants à la guerre se comptaient sur les doigts d'une main.

¹³² *Neue Zeit*, numéro 23 du 25 septembre 1914, cité par Rosa Luxembourg, *La Crise de la social-démocratie*, 1915.

¹³³ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique *À Contretemps*.

Même la gauche du parti s'était effondrée, alors qu'au congrès d'Iéna en 1913 elle représentait un tiers du parti.

La répression fut organisée à l'intérieur même du parti : interdiction de toute manifestation ou réunion publique. Les journaux du parti étaient muselés par la double répression de l'État et du Parti.

Un deuxième vote sur les crédits de guerre eut lieu au Reichstag, le 3 décembre ; Liebknecht fut alors le seul député socialiste à voter contre. Un troisième vote eut lieu le 20 mars 1915 : la minorité opposée à la guerre ne prit pas part au vote, mais Liebknecht maintint son opposition, alors rejoint par un second député, Otto Rühle. La classe ouvrière allemande est paralysée, sous le choc. La trahison de la social-démocratie va déterminer très largement les événements de l'immédiat après-guerre et expliquer les positions que prendront alors les révolutionnaires allemands.

Le refus systématique, avant la guerre, de tout débat sur la grève générale, l'introduction de la notion de « guerre de défense » dans l'appareil conceptuel de la social-démocratie, malgré les avertissements de Kautsky, le souci de préserver à tout prix les « acquis »¹³⁴ et l'illusion incroyable que la guerre allait porter les socialistes au pouvoir ont naturellement conduit la direction du PSD à s'engager d'enthousiasme dans la guerre, à voter les crédits de guerre, à décréter la trêve politique tant que la « patrie » serait en danger.

Pendant la guerre, le SPD participa à la répression du mouvement ouvrier allemand. Les organisations du parti se mirent au service de l'État et la presse du parti mena une campagne chauvine et haineuse. Après la guerre, le SPD fit ce qu'il put pour sauver l'empire de la ruine : contre les ouvriers révolutionnaires, il s'allia avec ce qui restait de l'appareil d'État, avec la caste militaire, avec les corps francs qui allaient vite se transformer en SA au service de Hitler.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le mouvement syndical allemand a plus de deux millions de membres, le Parti socialiste un million. Une bureaucratie politique et syndicale bien payée gère tout un ensemble d'institutions : immeubles, caisses de secours, coopératives, théâtres, etc. Les permanents ont un niveau de vie qui les apparente à la petite bourgeoisie. Les militants deviennent des gestionnaires, des administrateurs. Les appareils politique et syndical sont aux mains de permanents. En 1912, l'Internationale ouvrière a 3,3 millions d'adhérents mais son influence

¹³⁴ Cf. la lettre d'Engels à Bebel du 13 octobre 1891 dans laquelle il proclame la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir ».

s'exerce sur 7,3 millions de coopérateurs, 10,8 millions de syndiqués, 11 à 12 millions d'électeurs et les lecteurs de 200 grands quotidiens ¹³⁵.

« Le parti devint un État dans l'État. Sa forte représentation au Reichstag, dans les conseils législatifs des vingt-six États allemands fédérés, dans les administrations municipales et jusque dans les conseils ecclésiastiques, les nombreuses institutions qu'il contrôlait dans chaque recoin du pays, sa presse de grande diffusion quotidienne, dont la puissance n'avait de pareille nulle part ailleurs, créaient en permanence une multitude de nouveaux emplois, contribuant à lever une vaste bureaucratie qui, comme toute bureaucratie, tendait à faire obstacle au développement spirituel du mouvement ¹³⁶. »

En Allemagne, où la social-démocratie était la plus développée, une confrontation de la social-démocratie allemande avec l'État, en cas de guerre, n'aurait pas permis, selon la formule d'Engels dans une lettre à August Bebel (13 octobre 1891), de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». A quoi fait allusion Engels ? Aux élus du Reichstag ? Aux énormes biens immobiliers de la social-démocratie ?

¹³⁵ Cf. Kostas Papaioannou, *Les Marxistes*, J'ai lu, 1965.

¹³⁶ Rudolf Rocker, *Mémoires*, vol. 1, cité par Freddy Gomez, bulletin bibliographique À *Contretemps*.

« Il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire. »

Il n'est pas inintéressant de prendre connaissance de la manière dont les social-démocrates allemands ont été, selon Liebknecht, conduits à voter ces crédits de guerre en 1914. Au représentant américain d'une organisation caritative ¹³⁷, le dirigeant allemand expliqua que lorsque la guerre éclata, des douzaines de meetings de protestation eurent lieu à Berlin ; le *Vorwärts* publia des éditoriaux extrêmement sévères ; il y eut des manifestations contre la guerre : puis, dit-il, « il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire ». Pour mémoire, aux élections de 1912, la social-démocratie recueillit 4 250 400 voix sur les 12 207 600 votes validés.

A son interlocuteur, qui lui demande pourquoi les social-démocrates n'ont rien pu faire, Liebknecht répond :

« Vous ne comprenez pas la puissance de la censure [...] Vous les Américains ne pouvez comprendre l'effroyable pouvoir des militaires. En un jour, en une heure, nous étions coupés de tout. Chaque homme devenait comme une cellule séparée du corps politique. Chaque homme se trouvait isolé avec ses propres pensées, ou alors il était noyé dans le flot des idées de guerre. Du moment où la censure est tombée, il n'y eut plus aucun échange d'idées. Chaque homme pensant en Allemagne était devenu mentalement prisonnier ¹³⁸. »

Lorsque l'Américain demande à Liebknecht les raisons de cette guerre, celui-ci répond : « C'est une guerre de conquête. Quelles que soient ses causes, nous savons que le gouvernement impérial entend faire une guerre de conquête. Il y a de riches mines en France et en Belgique. *Elles ne seront jamais rendues* ¹³⁹. » [Je souligne.]

Liebknecht explique alors à son interlocuteur comment les crédits de guerre furent votés :

¹³⁷ Cf. *War Bread. A personal narrative of the war and relief in Belgium*, Edward Eyre Hunt, American delegate of the commission for relief in Belgium in charge of the province of Atwerp. New York, Henry Holt and Company, 1916.

¹³⁸ *Ibid.*

¹³⁹ *Op. cit.* p. 61.

« Le Chancelier de l'Empire envoya un ultimatum à la Belgique le 2 août 1914. Le Reichstag [*Parlement*] n'en fut informé que le 5 août. Le budget de guerre fut présenté le 4 août et voté le 5 août avec le soutien de tous les socialistes sauf quinze. Ce fut une duplicité abominable de la part du gouvernement. Ces quinze social-démocrates qui votèrent contre les crédits de guerre furent les seuls vrais révolutionnaires. Ils n'étaient pas pour la réconciliation avec le capitalisme mais pour la lutte. Mais ils étaient impuissants. La presse mentait et enflammait le peuple contre nos ennemis – contre les Russes, les Français, les Belges et les Anglais ¹⁴⁰. »

Liebknrecht ajoute que les socialistes pensaient réellement que l'Allemagne ne pouvait pas être responsable de cette catastrophe. Et il donne une précision extrêmement intéressante : « Le tsarisme était réellement la raison pour laquelle la guerre éclata, et c'est sur cette base que le bloc social-démocrate vota les crédits de guerre le 5 août. Personne ne comprenait la situation. Les socialistes avaient perdu leur presse d'un seul coup, car la censure était absolue, aussi étaient-ils comme des moutons sans berger »... *Vorwärts*, le quotidien socialiste, ne peut paraître qu'avec l'assurance qu'il ne parlera pas de lutte des classes, précise Liebknrecht ¹⁴¹.

Les socialistes allemands croyaient qu'ils votaient la guerre contre la Russie ! Des propos de Liebknrecht, on comprend que les social-démocrates ne s'attendaient pas à la guerre et qu'ils ont commencé à réagir au dernier moment par des meetings, des manifestations, mais il ne fut pas question de grève générale – ce qui n'est pas surprenant puisque dans tous les congrès internationaux qui ont précédé la guerre, les socialistes allemands ont tout fait pour esquiver cette question. Kautsky dira d'ailleurs à l'Américain, le même jour, que les socialistes savaient depuis longtemps qu'ils seraient impuissants en cas de guerre :

« Les socialistes français pensaient qu'ils pourraient arrêter la guerre. Ils parlaient de grève générale et d'immenses mouvements pour la paix. Nous, socialistes allemands, savions bien que cela ne servirait à rien ¹⁴². »

Nous fîmes de notre mieux pour empêcher la guerre, précise-t-il, en mentionnant les manifestations lors de la déclaration de guerre contre la

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 63.

¹⁴² *Ibid.*

Russie. « Mais nous fûmes impuissants dès l'instant où la loi martiale fut proclamée. Maintenant, nous ne pouvons rien faire. *Vorwärts* a été suspendu. Nous n'avons pas de presse, pas de forum. Nous sommes cœur et âme contre la guerre de conquête, mais nous ne pouvons même pas protester contre l'annexion de la Belgique. »

L'argument d'une « guerre défensive » de l'Allemagne est clairement écarté par Liebknecht : l'Allemagne entend faire des conquêtes territoriales en Belgique et dans le Nord de la France pour le charbon : ces territoires, dit-il, ne seront *jamais rendus*. L'intérêt des propos de Liebknecht réside surtout dans l'explication de la manière dont les social-démocrates se sont fait manipuler sur la question de l'occupation de la Belgique. Le budget de guerre est proposé au vote *après* l'ultimatum envoyé à la Belgique – dont le Parlement allemand n'a pas connaissance. Et surtout, les députés socialistes avaient l'impression qu'on leur faisait voter la guerre contre la Russie, ce qui pour eux ne semblait pas choquant. On est dans la droite ligne de la russophobie traditionnelle de la gauche allemande depuis les positions développées par Marx et Engels en 1848.

Le dirigeant du mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe se plaint de la « duplicité » de son gouvernement – ce qui dénote une *incroyable* naïveté – et déplore que les socialistes soient maintenant sans berger. D'ailleurs, l'interviewer américain fait remarquer à Liebknecht que les socialistes ont raté l'occasion d'empêcher la guerre et qu'il ne comprend pas leur attitude en tant que parti. Liebknecht réplique :

« Vous pensez que nous sommes des couards. Eh bien ! peut-être l'avons-nous été. Rappelez-vous que les social-démocrates allemands possèdent des propriétés pour une valeur de vingt millions de marks. Ils possèdent des imprimeries et des immeubles et des théâtres, etc. Vous savez, la propriété rend les gens prudents. Peut-être nos possessions nous ont-elles rendus conservateurs. Peut-être les socialistes allemands n'osent-ils pas tout risquer ¹⁴³. »

Ce propos éclaire la remarque que fit Engels dans sa lettre à Bebel du 13 octobre 1891 sur la nécessité de « conserver intactes notre position et nos perspectives d'avenir, que nous devons à nos luttes ». Kautsky, de son côté, précisa à ce même interviewer américain : « Il y a deux millions de

¹⁴³ *Ibid.*, p. 64

socialistes à l'armée. Ce qui signifie que la moitié de nos membres sont partis ¹⁴⁴. » Autrement dit, avec deux millions de soldats, le parti social-démocrate n'a pas pu empêcher la guerre. Pas une seule consigne de déposer les fusils, de bloquer les trains, les communications – toutes questions qui ont été évoquées au congrès des Bourses du travail tenu à Paris en 1893. Kautsky ajoute :

« Aucun socialiste en Allemagne ne sait ce que cette moitié de notre parti pense, aucun socialiste ne peut être sûr de ce que ces deux millions pensent de cette guerre. Nous ne pouvons pas leur parler, nous ne pouvons même pas leur envoyer de courrier par la poste militaire. Ils sont coupés, isolés, chacun d'entre eux. Peut-être peuvent-ils parler entre eux par groupes de deux ou trois, mais chaque homme pense seul. A quoi pensent-ils ? C'est la grande question à laquelle les socialistes allemands doivent répondre. »

L'Américain qui menait cette interview raconte qu'il devenait « de plus en plus irrité » : « L'atmosphère de prudence et d'inaction ne me semblait pas digne d'un homme qui se disait socialiste et internationaliste. » Quatre millions de socialistes, dont deux millions de civils et deux millions de militaires isolés les uns des autres, se parlant « par groupes de deux ou trois », dont on ne sait pas à quoi ils pensent. A quoi servait-il donc d'avoir un parti aussi puissant si rien n'avait été prévu pour faire passer des consignes ? Mais il est vrai que la direction du parti n'avait *précisément* pas prévu de consignes parce qu'elle avait écarté toute éventualité d'une initiative contre la guerre. Tout se passe comme si la politique militaire du gouvernement allemand était quelque chose d'inattendu, que la direction du parti socialiste n'avait jamais perçu les signes qui conduisaient inévitablement à une guerre. Kautsky semble même ignorer que dès 1913 son parti avait voté un impôt de guerre supplémentaire d'un milliard et demi de marks... dont le *Berliner Tageblatt* du 1^{er} avril 1913 avait dit qu'il équivalait « à proprement parler la mobilisation en temps de paix ».

Les derniers propos de Kautsky sont pathétiques. Vous êtes un « outsider », dit-il à l'Américain. Pendant des années nous avons vécu sous des lois qui « empêchent que nous nous réunissions, que nous

¹⁴⁴ Kautsky exagère grandement les effectifs du parti socialiste. Peut-être compte-t-il également les effectifs des syndicats dans son évaluation.

lisions ou même que nous pensions. Nous avons appris comment transmettre secrètement les informations aux uns et aux autres. Les socialistes intelligents ne se laissent pas abuser par le silence de *Vorwärts*. Certains sont troublés, sans doute, mais pas tous, et *Vorwärts* fera tout ce qu'il peut. Nous avons appris à lire entre les lignes. » Nous avons donc un parti de quatre millions de membres avec quelques socialistes intelligents qui savent lire entre les lignes de leur presse, et dont le journal a pris l'engagement, pour pouvoir continuer de paraître, de ne pas parler de lutte des classes...

L'entrevue avec Liebknecht et celle avec Kautsky, à laquelle participait Bernstein, eut un curieux destin. Elle fut publiée par le journal américain *Outlook* du 26 janvier 1916. Les deux interviews furent ensuite publiées le 17 février 1916 par *La Bataille*¹⁴⁵, le quotidien syndicaliste de Paris¹⁴⁶. Le 2 mars, *La Bataille* annonce que Bernstein et Kautsky (mais pas Liebknecht, apparemment) avaient catégoriquement démenti, dans *Vorwärts*, avoir tenu de tels propos, niant même l'existence de l'interview. Kropotkine mentionne cette interview dans une lettre du 5 février 1916 à J. Guérin : « Et je cite cette entrevue du journal *l'Outlook* avec Liebknecht, Kautsky, Bernstein qui disent tous les trois : Nous n'y pouvons rien. La grande presse habitue la nation à l'idée de l'annexion de la Belgique. Nous ne pouvons même pas protester¹⁴⁷. »

Michael Confino écrit que les déclarations de Kautsky, Bernstein et Liebknecht avaient été mentionnées dans le texte préliminaire du « Manifeste des Seize » afin de « renforcer la critique contre le parti social-démocrate allemand »¹⁴⁸, mais après les démentis énergiques des trois hommes, « Kropotkine estima qu'on ne pouvait se fonder sur ce texte et demanda à ses camarades d'en omettre toute référence dans le *Manifeste* »

Le 12 mars 1916, *La Bataille* remet ça et cite l'organe socialiste du Brunswick, *Volksfreund*, qui publia une lettre de Liebknecht niant lui aussi

¹⁴⁵ Ne pas confondre avec *La Bataille syndicaliste*, fondée en 1911 et qui cessa de paraître en 1915.

¹⁴⁶ En 1911 fut créé par des militants syndicalistes révolutionnaires de la CGT un quotidien, *La Bataille syndicaliste*, à l'initiative notamment de Griffuelhes et Monatte, avec une solide équipe de rédacteurs. Le premier numéro parut le 27 avril 1911. Devant les difficultés financières, Griffuelhes se retira, suivi peu après de Monatte, qui s'occupait par ailleurs de *La Vie ouvrière*, qu'il avait fondée. Le journal cessa de paraître le 25 octobre 1915. Le 3 novembre de cette même année paraît *La Bataille*, avec une orientation et une équipe rédactionnelle totalement différentes. Le journal cesse de paraître en décembre 1920.

¹⁴⁷ *Les Temps Nouveaux*, 1^{er} mai 1915.

¹⁴⁸ *Anarchistes en exil, Correspondance inédite de Pierre Kropotkine à Marie Goldsmith 1897-1917*, Institut d'études slaves, p. 505.

avoir accordé une interview et affirmant, lui aussi, que *Outlook* lui fait dire le contraire de ce qu'il pense. *La Bataille* avait succédé à *La Bataille syndicaliste* à partir de novembre 1915. Son orientation était tout autre : le journal était entièrement contrôlé par des partisans de l'Entente. Les militants syndicalistes qui avaient contribué à *La Bataille syndicaliste* : Rosmer, Merrheim, Monatte, Griffuelhes, Yvetot etc., ont disparu.

C'est, rappelons-le, *La Bataille* qui publia le « Manifeste des Seize » dans son numéro 133, le 14 mars 1916. C'est donc à ce moment-là que le journal publie les interviews des trois dirigeants socialistes allemands. Kropotkine faisait partie de son comité de rédaction, ainsi que d'autres signataires du « Manifeste des Seize », dont Cornelissen et Malato. Or le journal *Outlook* de New York vérifia les affirmations de *La Bataille* et ne trouva pas les dénégations de Bernstein et de Kautsky qui auraient été publiées par *Vorwärts*. A-t-on affaire à une tentative d'intox de la part des militants qui soutiennent l'Entente ? La question mériterait d'être approfondie.

L'humanitaire américain considère comme un « profond mystère » le silence des socialistes alors même que la social-démocratie avait combattu le militarisme prussien pendant des années. Chaque élection amenait un accroissement de la force du parti, malgré les lois iniques dirigées contre le mouvement ouvrier, malgré le « Code socialiste » qui empêchait le développement du mouvement en réprimant sa presse et ses manifestations publiques. « Lorsque la guerre éclata, dit l'auteur, les socialistes allemands avaient cent douze députés au Reichstag, tous, comme leurs frères socialistes du monde entier, dévoués à la paix. » On est en droit de se demander quel impact aurait eu sur le mouvement ouvrier allemand le refus des crédits de guerre de 112 députés socialistes.

Lorsque le 1^{er} août 1914 les socialistes furent appelés sous les drapeaux, il n'y eut pas une voix discordante. Le 4 août le bloc socialiste du Reichstag vota le budget de guerre, et alla jusqu'à répondre au toast : « Longue vie à sa majesté le Kaiser, au peuple et à la mère patrie ¹⁴⁹ ! » L'Américain ajoute que huit jours après la mobilisation, l'« Union impériale de combat contre les social-démocrates », une puissante organisation répandue dans tout le pays, qui se consacrait à une lutte impitoyable contre le socialisme, se dissout au motif qu'il n'y avait plus de socialistes à combattre ! L'organisation remit tous ses biens à la Croix-Rouge... Le *Vorwärts* qui, avant la guerre, avait toujours été interdit de vente dans les espaces publics

¹⁴⁹ Hugo Haase, le chef du groupe parlementaire socialiste au Reichstag, déclara : « Nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. »

tels que les gares, les métros, les hôtels, trônait maintenant à côté du *Berliner Lokal Anzeiger*, l'organe du gouvernement.

Lénine et l'internationalisme proclamatif

Le clivage ne se trouve en réalité pas entre ceux qui défendent des positions internationalistes de principe et ceux qui pensent qu'il faut vaincre l'Allemagne pour défendre la « civilisation », mais entre ceux qui savent qu'ils ne peuvent pas influencer sur les événements et ceux qui croient qu'ils le peuvent. C'est en quelque sorte un clivage entre réalistes et idéalistes. Nous avons suggéré que lorsqu'on sait ne pas pouvoir influencer sur les événements, il est préférable de s'en tenir aux positions de principe et c'est sans doute ce que Kropotkine aurait dû faire.

Lénine s'en prend violemment à ceux qu'il appelle les « jusqu'au-boutistes » :

« Dans leur masse, les partisans du jusqu'au-boutisme considèrent la chose sans malice, en invoquant le sens commun : “Je ne veux pas d'annexions, l'Allemand me ‘tombe dessus’ ; je défends donc une cause juste et pas du tout des intérêts impérialistes”. »

Les « jusqu'au-boutistes » ignorent « qu'il existe un lien entre la guerre, d'une part, les intérêts du capital et le réseau bancaire international, de l'autre ». Dans son texte de 1912 sur la guerre, Kropotkine est loin d'ignorer le rôle du capitalisme, des banques dans le déclenchement des guerres. Or cet aspect de l'analyse a disparu dans le « Manifeste des Seize ».

Le point de vue de Lénine est à cheval entre réalisme et idéalisme : son analyse est beaucoup plus proche du « Manifeste des Seize » et du point de vue de Kropotkine qu'on pourrait le croire. Le vieux révolutionnaire s'était opposé à un arrêt de la guerre immédiat parce qu'il pensait que discuter de la paix alors que l'Allemagne occupe d'immenses territoires à l'ouest comme à l'Est reviendrait à la mettre en position favorable dans une négociation.

Or Lénine dit la même chose :

« On ne peut pas terminer la guerre “quand on le veut”. On ne peut pas la terminer sur la décision d'une seule des parties.

On ne peut pas la terminer “en mettant la crosse en l’air”, pour employer l’expression d’un soldat jusqu’au-boutiste ¹⁵⁰. »

Kropotkine aurait pu être tout à fait d’accord avec ce constat : on n’a pas pu empêcher la guerre ; on ne peut pas non plus l’arrêter sur un claquement de doigts. Ça, c’est un constat, que cela plaise ou non. Pas plus que Kropotkine, Lénine ne croit possible de « terminer la guerre par une “entente” entre socialistes de divers pays » ; les « innombrables résolutions, appels et manifestes » ne sont, écrit-il que des « souhaits inconsistants, naïfs, bien intentionnés de petits bourgeois ». Lénine raille les « appels platoniques aux ouvriers de tous les pays », les « vaines protestations d’attachement à l’internationalisme ». Il dénonce le « remue-ménage autour de congrès socialistes *en vue* d’une campagne pour la paix, etc. ¹⁵¹ »

Lors de la conférence de Zimmerwald, les bolcheviks ne partageaient pas le point de vue majoritaire, qu’ils qualifiaient de « centriste ». Dès lors, ils se déplacèrent vers le registre « proclamatif ». Ils proposèrent des résolutions qui condamnaient la guerre impérialiste, dénonçaient la trahison des « social-chauvins » et insistèrent sur la nécessité de « lutter énergiquement contre la guerre ». Mais que signifie « lutter énergiquement contre la guerre » lorsqu’on ne dispose d’aucun moyen pour l’arrêter ? Il reste alors les « appels platoniques » que Lénine lui-même dénonce. Les résolutions des bolcheviks furent rejetées par la majorité « centriste » qui ne voulait pas aller aussi loin. Les bolcheviks, qu’on appellera « la gauche de Zimmerwald », votèrent néanmoins le manifeste final de la conférence car quelques-unes des thèses qu’ils défendaient y avaient été incluses, tout en soulignant dans un document à part le manque de fermeté du manifeste. Ils rédigèrent donc leur propre manifeste, afin de se distinguer des « centristes ». On y lit dans la conclusion :

« La guerre impérialiste inaugure l’ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l’époque actuelle mettent à l’ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire

¹⁵⁰ Lénine, *Les tâches du prolétariat dans notre révolution* (« Comment peut-on terminer la guerre ? »), 1917.

¹⁵¹ Lénine, « La situation dans l’Internationale Socialiste. »

progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme. »

A part bien entendu l'idée de « conquête du pouvoir politique par le prolétariat », le texte de la « gauche de Zimmerwald » reprend en somme le même contenu que celui de « L'Internationale anarchiste et la guerre » publié *sept mois plus tôt*. Il est donc pour le moins curieux que ce manifeste anarchiste, infiniment plus représentatif du mouvement libertaire, ait pu être à ce point occulté par le « Manifeste des Seize » signé par quelques militants. C'est incontestablement la présence d'une personnalité comme Kropotkine parmi les signataires qui est en grande partie responsable de cette occultation.

Les bolcheviks ne pouvant de toute évidence pas arrêter la guerre – pas plus que les signataires du « Manifeste des Seize » n'avaient pu en accélérer le dévouement – s'en tinrent au registre proclamatif parce qu'ils ne pouvaient rien faire d'autre ; mais ils se ménageaient ainsi l'avenir puisque, après la guerre, ils apparurent comme les seuls à s'y être réellement opposés.

C'est ainsi que contre le « marais de Zimmerwald », Lénine propose de constituer une nouvelle Internationale : « C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une nouvelle Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ¹⁵². » Les véritables internationalistes, reconnaît-il, sont peu nombreux. Mais « ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. L'essentiel n'est pas de "proclamer" l'internationalisme ; c'est de savoir être, même aux moments les plus difficiles, de véritables internationalistes ¹⁵³. »

Lénine avait compris que la seule chose à faire était de s'en tenir à des proclamations de principe pour pouvoir « capitaliser » les bénéfices politiques de l'internationalisme après la guerre. Les bolcheviks se mettaient

¹⁵² Lénine, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution : L'Internationale de Zimmerwald a fait faillite. Il faut fonder la III^e Internationale. »

¹⁵³ *Ibid.*

en position de capitaliser ces bénéfices que les Allemands gagnent la guerre ou qu'ils la perdent.

Là encore, que signifie « être de véritables internationalistes » ? Il est clair qu'à ce moment-là, être « de véritables internationalistes » n'implique aucunement d'être capables d'influer sur les événements. En effet, Lénine précise que « tant que dure la guerre impérialiste, les relations internationales restent comprimées dans l'état de fer de la dictature militaire exercée par la bourgeoisie impérialiste »¹⁵⁴. Et le dirigeant bolchevik cite de nombreux exemples de répression contre les militants internationalistes dans l'Europe entière. La marge d'action se trouve donc pratiquement nulle : « Tant que dure la guerre impérialiste », cela signifie attendre que la guerre prenne fin.

De ce point de vue, Lénine est parfaitement pragmatique : on ne peut rien faire. Et comme il ne faut rien attendre des conférences socialistes, il faut fonder la nouvelle Internationale. Avec qui ? « Des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre » ; les milliers d'ouvriers allemands en grève qui « prendront connaissance, dans des feuilles *illégales*, de notre décision » ; avec Karl Liebknecht, en qui Lénine a confiance : tout cela les « confirmera dans leur internationalisme révolutionnaire ». La fondation de la Troisième Internationale se trouve donc – pour l'instant – dans le registre proclamatif, voire symbolique car sa « base sociale » est constituée de quelques centaines de militants qui sont en prison, de quelques milliers d'ouvriers qui lisent furtivement des feuilles illégales – et de Liebknecht (mais pas Rosa Luxembourg...). L'action, dans un contexte où Lénine dit explicitement qu'on ne peut rien faire, est de *proclamer* la naissance de la III^e Internationale sans que personne y soit effectivement organisé, et de maintenir les principes.

Lénine distingue au sein du mouvement socialiste trois courants dans leur relation à la guerre :

1) Les « social-chauvins, socialistes en paroles, chauvins en fait » qui entendent défendre la patrie. Ces socialistes-là sont des « adversaires de classe » passés à la bourgeoisie. Il ne fait pas de doute que Kropotkine en fasse partie.

2) Le « centre », qui hésite entre les social-chauvins et les internationalistes. Les socialistes du « centre » se disent marxistes, internationalistes, sont favorables à la paix, veulent obliger leurs gouvernements à « manifester la volonté de paix du peuple », soutiennent

¹⁵⁴ *Ibid.*

« toutes les campagnes possibles et imaginables en faveur de la paix, pour la paix sans annexions, etc., etc., *et pour la paix avec les social-chauvins*. Le “centre” est pour l’“unité”, le centre est l’adversaire de la scission ¹⁵⁵. »

Ce que Lénine leur reproche le plus est sans doute de ne pas vouloir rompre avec les « social-chauvins ». Eux aussi sont des « adversaires de classe » et leur principal leader est Karl Kautsky.

3) La troisième tendance, celle des internationalistes, est représentée par « la gauche de Zimmerwald » qui entend rompre avec le « social-chauvinisme » et le « centre », lutter contre son propre gouvernement et sa propre bourgeoisie impérialistes.

Conclusion : « Il n’est d’autre issue que la révolution prolétarienne. »

Lorsqu’il écrit *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, Lénine ne peut évidemment imaginer que les événements lui donneront finalement raison... Ce texte parut en septembre 1917. En octobre, le parti bolchevik prend le pouvoir et le parti se trouve en position de passer aux travaux pratiques en matière d’internationalisme prolétarien.

Et c’est là que tout bascule...

¹⁵⁵ *Ibid.*

La foi quelque peu candide des socialistes français

La foi quelque peu candide des socialistes français envers la social-démocratie allemande et sa puissance électorale les conduisit à penser qu'une guerre avec l'Allemagne n'était tout simplement *pas possible*, parce que les social-démocrates s'y opposeraient. Il n'y eut jamais, de la part des social-démocrates allemands, aucun engagement précis aux congrès de Stuttgart et de Copenhague. En dehors du refus de voter les crédits de guerre, c'est-à-dire en dehors d'un vague engagement limité à l'intervention des seuls parlementaires, aucune précision n'avait été donnée quant aux moyens envisagés pour empêcher la guerre – et on a vu ce qu'il advint de ce refus de voter les crédits de guerre. S'en tenir aux actes d'une minorité de députés au Reichstag équivalait à confier à un petit nombre d'hommes le sort de la guerre. Au moins, dans le mouvement ouvrier français, le courant syndicaliste révolutionnaire proclamait clairement l'idée de grève générale – ce que les Allemands prenaient pour des rodomontades. Il faut garder à l'esprit que le congrès international de Stuttgart se tint au lendemain de celui de la CGT à Amiens. Le mouvement socialiste français avait intégré l'idée de l'indépendance réciproque du mouvement syndical et des partis politiques, aux congrès de Limoges et de Nancy, ce qui contrariait fortement la social-démocratie allemande. Cette idée d'indépendance syndicale fut traitée à Stuttgart avec dédain par Karl Legien, secrétaire de l'Internationale syndicale, et par le député social-démocrate hollandais Troelstra. Les dirigeants de la CGT furent traités de « personnes qui agissent sur des ouvriers à petites cotisations et à grandes paroles ».

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on put entendre à Stuttgart l'écho des résolutions de feu l'Internationale antiautoritaire : Édouard Vaillant déclara que le développement du mouvement syndical international était trop varié pour qu'il puisse y avoir une règle unique ; par ailleurs, le rôle de l'Internationale était de coordonner l'activité du mouvement syndical dans les différents pays, il n'était pas d'en être la direction. Or c'est *exactement* ainsi que Bakounine posait le problème et avec lui toute l'Internationale antiautoritaire. On constate donc que malgré les différences de contexte et de période, les problèmes se posent toujours, à la veille de la guerre, de la même manière.

Dans la mesure où la social-démocratie allemande se trouvait de fait à la direction des partis socialistes membres de l'Internationale, elle voulait

également s'assurer la même hégémonie au niveau syndical. La thèse social-démocrate fut votée par 212 voix contre 18. Se trouvaient ainsi annulées les décisions des congrès socialistes français de Limoges et de Nancy, qui reconnaissaient l'indépendance des syndicats.

Sur la question du militarisme, les socialistes français étaient venus à Stuttgart forts de la motion de leur congrès de Nancy, qui déclarait qu'un pays attaqué avait le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les pays et qu'il fallait empêcher la guerre par tous les moyens, « depuis l'intervention parlementaire jusqu'à la grève ouvrière et l'insurrection ». Bebel fit savoir qu'il n'en était pas question. La motion allemande était vague, presque allusive :

« Quand une guerre menace d'éclater, les travailleurs des pays intéressés et leurs représentants sont obligés de faire tout leur possible pour éviter que la guerre n'éclate, en recourant aux moyens qui leur semblent les plus efficaces. »

Il n'était pas question de grève générale ni d'insurrection. Bebel déclara même que la propagande antimilitariste de Gustave Hervé servait la cause de la guerre car l'état-major prussien la considérait avec sympathie. Applaudi par les délégués allemands, von Vollmar¹⁵⁶ condamna toute ingérence des Français dans la politique militaire de la social-démocratie allemande et déclara ne pas être tenu par une résolution internationale déterminant la politique en cas de guerre. Même Liebknecht, dont on semblait croire qu'il était sur des positions radicales, déclara qu'il ne voulait pas entendre parler d'insurrection en cas de guerre et que sur la question de l'antimilitarisme, il se trouvait « plus à droite que Jaurès ». Il n'était pas question d'employer les moyens français de propagande tels que les concevaient Gustave Hervé. Fidèle à sa réputation de provocateur, ce dernier traita Bebel et Vollmar « vieux sous-offis de la Landwehr » et accusa la social-démocratie allemande de transformer le slogan bien connu en « Prolétaires de tous les pays, massacrez-vous » Il demanda aux délégués allemands ce qu'ils feraient si les Français demandaient un arbitrage en cas de menace de guerre et que leur gouvernement refusait. Devant le silence

¹⁵⁶ Né en 1850, Georg Heinrich von Vollmar avait été gravement blessé pendant la guerre franco-prussienne et était resté handicapé. Il se convertit au socialisme en 1872 et fut régulièrement emprisonné. Élu au Reichstag de 1881 à 1887 et de 1890 à 1918, et membre de la Diète saxonne de 1883 à 1889. Il faisait partie du courant modéré et opportuniste du parti et réussit à résister aux tentatives d'exclusion dont il fut l'objet en 1891. Il mourut en 1922.

des Allemands, il s'écria : « Allez ! vous n'êtes bons qu'à obéir comme des cadavres à votre Kaiser Bebel ! »

Les délégués allemands indignés se levèrent tous et Hervé les somma de dire s'ils partageaient les positions chauvines de leurs chefs. Il était clair que l'antimilitarisme se trouvait alors du seul côté français. Pourtant, les socialistes français, à l'issue de ce congrès, firent comme si leurs camarades allemands étaient prêts à une action décisive en cas de guerre. On continua de croire en la volonté de la social-démocratie allemande de s'opposer à la guerre. C'est l'illusion que Jaurès confirma dans les comptes rendus qu'il fit du congrès de Stuttgart.

Lorsque la guerre éclata le 4 août 1914, les élections législatives en France avaient eu lieu trois mois auparavant et avaient porté à l'Assemblée nationale plus de cent députés socialistes. Un congrès socialiste international était prévu à Vienne pour le 23 août avec, à l'ordre du jour évidemment, la question de la guerre. Réunis en congrès à Paris le 16 juillet, les socialistes peaufinent les décisions qu'ils seront amenés à prendre à Vienne. La majorité se rallie aux positions de Jaurès, Rappoport, Vaillant, Sembat qui préconisent la grève générale déclenchée simultanément dans tous les pays concernés par le conflit. La thèse minoritaire défendue par Guesde et Compère-Morel est intéressante : le pays dont la classe ouvrière est la mieux organisée, donc la mieux capable d'empêcher la guerre, sera la victime du pays dont la classe ouvrière est la moins organisée et la plus faible. Vu l'état d'esprit des socialistes français de l'époque, cela signifiait implicitement qu'une grève générale conduirait à l'écrasement du mouvement socialiste allemand : c'est, dit Jules Guesde, « un crime de haute trahison contre le socialisme ». Rappelons que Jules Guesde était sans doute l'un des plus « marxistes » des socialistes français, celui dont les liens avec la social-démocratie allemande étaient les plus forts.

A quelques semaines du déclenchement des hostilités, les socialistes français croient encore en la puissance de la social-démocrate allemande : ils pensent que les millions de syndiqués et d'électeurs allemands sont la meilleure garantie contre la guerre. On proclame son admiration pour l'Allemagne de Goethe et de Karl Marx. On vante l'esprit violemment hostile au militarisme des ouvriers allemands. On met en avant l'esprit révolutionnaire – tout verbal – qui se manifeste dans les congrès de la social-démocratie.

Pourtant, lorsque le gouvernement austro-hongrois adresse le 22 juillet un ultimatum à la Serbie, qui s'incline sur toutes les conditions qu'on lui impose sauf une, que la Serbie demande pour cela l'arbitrage du tribunal

international de La Haye, qu'une proposition de médiation est faite *que l'Autriche accepte* ; quelle est la réaction de l'Allemagne ? Elle *refuse*. Une semaine plus tard, le 29 juillet, le bureau socialiste international se réunit à Bruxelles. Sa mission, définie par le congrès de Copenhague, était de coordonner l'action à mener en cas de guerre. Le représentant de la social-démocratie autrichienne déclara que son parti ne pouvait rien faire pour empêcher la guerre mais Haase, le représentant allemand, assura que l'action contre la guerre continuerait jusque dans les casernes et dans l'administration de l'État.

Les bonnes dispositions de Haase ne durèrent pas longtemps. Si peu longtemps qu'on a du mal à croire que son point de vue n'était pas alors déjà formé et qu'il s'exprimait avec duplicité. Trotsky raconte :

« Haase a justifié son approbation des crédits militaires comme suit : "Il faut écarter le danger que présente la tyrannie russe." Bernstein a repris l'appel "Avec Marx et Engels" sous le slogan de "réglons les comptes avec la Russie". » (...) « "Il faut écarter ce danger – le despotisme russe –, protéger l'inviolabilité de notre culture et l'indépendance de notre pays. Nous nous tenons à notre ligne de conduite de toujours : au moment du péril, nous ne trahisons pas la patrie. Guidés par ces principes, nous approuvons les crédits militaires." Ainsi s'exprima Haase, le 4 août, à la séance du Reichstag. » (...) « Chaque membre de l'Internationale a le droit de poser à Haase la question suivante : "Quelle fraction des milliards votés par la Social-démocratie a servi à l'écrasement de la Belgique ¹⁵⁷ ?" »

Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se sont rencontrés Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la CGT française, et Karl Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne. Ils étaient là pour participer au bureau socialiste international de la II^e Internationale, qui se réunissait les 29 et 30 juillet. Jouhaux demande avec insistance à Legien : que comptez-vous faire ? L'Allemand gardait obstinément le silence. Jouhaux en rapporte la conviction que les syndicalistes allemands ne feraient rien pour empêcher la guerre ¹⁵⁸.

¹⁵⁷ Cf. Trotsky, *La guerre et l'Internationale*, 1^{re} partie, 31 octobre 1914.

¹⁵⁸ Jouhaux, *la Bataille syndicaliste*, 26 septembre 1914 ; lettre au *Temps*, 15 avril 1915.

« L’entrevue que Jouhaux et Legien eurent à Bruxelles fin juillet 1914 consacra cette impuissance. C’était la répétition plus brutale encore de l’entrevue Griffuelhes-Legien, à Berlin, en 1906, au sujet du premier conflit marocain qui en ce moment rebondit pour la troisième fois et risque d’ensanglanter le monde ¹⁵⁹. »

Le bureau de l’Internationale décide de convoquer un congrès socialiste international pour le 9 août à Paris au lieu du 23 à Vienne. La plupart des délégués, dont Hugo Haase, co-président du SPD allemand, semblent confiants. Le 29 au soir, Jaurès et Rosa Luxembourg sont acclamés lors d’un grand meeting contre la guerre. Un appel au renforcement des manifestations contre la guerre est voté par le bureau à l’unanimité. Jaurès rentre à Paris : le 31 juillet au matin il apprend que la Russie mobilise, puis l’Autriche. Le soir, il sera assassiné. Le 3 août, l’Allemagne déclare la guerre à la France.

Pas plus que les députés socialistes français, les députés socialistes allemands n’auraient pu empêcher la guerre puisqu’ils ne disposaient pas d’une majorité au Parlement. Un appel à résister à la guerre n’aurait pu ni empêcher, ni retarder la guerre. En France comme en Allemagne, l’enthousiasme. Cependant, chez les travailleurs du parti, cet enthousiasme n’était pas aussi unanime qu’on ne l’a dit, comme le montrent certains historiens comme Heinrich August Winkler ¹⁶⁰.

¹⁵⁹ Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Les articles de l’*Encyclopédie anarchistes* ne sont pas datés. Il y eut deux « crises marocaines », en 1906 et en 1911. Si Besnard parle de « troisième » guerre du Maroc, il doit faire allusion à la guerre du Rif : en 1921, une tribu berbère, les Amazighe, menée par Abd el-Krim al-Khattabi se soulève contre les Espagnols qui partagent le Maroc avec les Français. L’armée espagnole du général Silvestre, forte de 18 000 hommes, est chargée de mater la rébellion : elle est pratiquement exterminée dans la bataille d’Anoual. Abd el-Krim proclame la République du Rif en février 1922, espérant rallier à lui les tribus de la zone occupée par les Français. Fès, en zone française, est menacée. Lyautey est rappelé en France en 1925 et Pétain est chargé de mener l’offensive contre la nouvelle république. Une répression terrible s’abat sur les populations rifaines, civils et combattants sans distinction : les bombardements terrestres et aériens, l’usage du gaz et la supériorité numérique des Français poussent Abd el-Krim à se rendre en mai 1926.

¹⁶⁰ Heinrich August Winkler, né en 1938, est un historien spécialisé dans l’histoire politique de l’Allemagne moderne et de la république de Weimar. Il est l’auteur de *Weimar 1918-1933* (1993) et du *Long Chemin vers l’Occident* (2000), une histoire de l’Allemagne aux XIX^e et XX^e siècles.

Le SPD se serait trouvé isolé s'il avait pris position contre la guerre, et il aurait dû subir la répression de l'État, comme il l'a subie pendant la période de la loi contre les socialistes, de 1878 à 1890 : ce fut une période terrible pour le parti. Or, précisément pendant cette période de répression, les effectifs du parti ont considérablement grossi.

Devant la misère provoquée par la guerre, l'enthousiasme guerrier des populations manipulées ne dura pas. En dénonçant la guerre, le parti aurait gagné une autorité morale incontestable auprès des soldats et des populations qui subissaient la terreur des tranchées et les privations de l'arrière. Le refus de voter les crédits de guerre n'aurait sans doute pas eu de conséquences très graves pour les députés, qui se situaient de toute manière dans un cadre légal et qui ne couraient en tout cas pas le même risque qu'un soldat qui désertait. Mais la vraie question n'est pas là : elle est dans l'ensemble des signaux que les dirigeants social-démocrates ont lancés pendant les trente années qui précédaient la guerre, et qui tous convergent vers un constat : nous ne lancerons pas le mot d'ordre de grève générale ; nous défendrons notre patrie ; nous soutiendrons le pouvoir impérial.

La CGT, l'Internationale et la guerre

Les dirigeants syndicalistes français étaient sur des positions plus réalistes que les politiques. C'est qu'ils étaient directement confrontés au principe de réalité. La II^e Internationale se constitue à Paris en 1889, à une époque où des grèves de grande ampleur éclatent pour culminer en 1893. L'année précédente, du 28 octobre au 4 novembre 1888 s'était tenu près de Bordeaux le 3^e congrès de la Fédération nationale des syndicats lors duquel une majorité s'était prononcée en faveur de la grève générale. La question des relations entre partis et syndicats va occuper une bonne part des débats dans les premiers congrès de l'Internationale socialiste. L'enjeu est de taille : il s'agit de savoir qui s'appropriera la direction du mouvement ouvrier international.

La CGT aura une activité incessante en faveur de l'action et de la solidarité internationales. En 1896, la Fédération des Bourses du travail lance un message aux organisations allemandes dans lequel elle affirme lutter contre le patriotisme et contre l'État. Si plus tard, en 1906, la charte d'Amiens ne reprend pas les thèmes traditionnels du syndicalisme révolutionnaire sur les illusions parlementaires et la lutte contre l'État, il convient tout de même de mentionner la résolution présentée au congrès par Yvetot, qui affirme la nécessité d'intensifier la propagande antimilitariste et antipatriotique. Cette résolution n'obtient qu'une faible majorité, mais elle reste significative. N'oublions pas que Gustave Hervé rassemblait alors des milliers de travailleurs dans ses meetings contre la guerre.

La CGT ne se limita pas à des proclamations mais fut soucieuse de questions d'organisation pratique. Elle créa le « Sou du soldat », une contribution financière des syndiqués en faveur des conscrits. Elle édita un « Manuel du soldat » et un numéro spécial de la *Vie ouvrière*, sur papier rouge, à l'occasion du tirage au sort des conscrits, ce qui valut à Pouget et à Yvetot d'être poursuivis en justice. Elle organisa un recensement des syndiqués qui étaient à l'armée et encouragea les troufions à contacter les Bourses du travail locales – ce que la social-démocratie allemande ne fit jamais.

Karl Liebknecht lui-même, dans *Militarismus und Antimilitarismus*, décrit avec précision les mesures pratiques prises par la CGT :

- « Travail de solidarité :
- « a) Le sou du soldat ;

« b) Réception et prise en charge des soldats par les unions locales ;

« c) Solidarité avec les camarades qui refusent le service militaire ou qui sont réprimés pour rébellion contre la discipline.

« 2. *Travail de propagande* : Réunions publiques, soirées, fêtes pour les recrues, manifestations, affiches, manifestes, brochures, numéro annuel illustré de *La Voix du Peuple*, l'organe largement distribué de la fédération française des syndicats, et finalement le *Nouveau manuel du soldat*, qui a déjà été distribué à 100 000 exemplaires en 1903. Cela conduisit, comme chacun sait – et avec l'approbation de l'ex-socialiste Millerand – à la vigoureuse intervention des autorités administratives et judiciaires. »

Le *Manuel du soldat* fut publié conformément à la décision du congrès de la Fédération des bourses du travail tenu à Alger le 15 septembre 1902. Une seconde édition fut tirée la même année, une troisième en 1905. Le manuel se termine par un appel aux soldats pour qu'ils désertent ou pour qu'ils fassent de la propagande antimilitariste dans les casernes, et à ceux qui sont en service actif, pour qu'ils ne tirent pas lorsqu'on leur en donne l'ordre, sur le prétendu « ennemi de l'intérieur », leurs frères travailleurs.

Il faut aussi mentionner la brochure anonyme de 36 pages, à couverture rouge, *En cas de guerre*, rédigée par des anarchistes de la CGT ¹⁶¹. Elle fut tirée à 2 000 exemplaires et circulait depuis avril 1913 dans les syndicats et les groupes anarchistes. La brochure appelait à la grève générale insurrectionnelle en cas de mobilisation. Elle donnait également des conseils pratiques, expliquant comment « saboter la guerre ».

François Roux évoque dans la revue *Gavroche* les mesures que les anarchistes tentèrent de mettre en place pour empêcher la mobilisation.

« Le risque de conflit avec l'Allemagne grandissant, les organisations anarchistes en vinrent à envisager des dispositions plus précises contre l'entrée en guerre. Lors de son premier congrès, le 4 juin 1911, la FCA [Fédération communiste anarchiste] prit la résolution de saboter les voies ferrées et d'arrêter les représentants de l'État au premier jour de l'appel sous les drapeaux. L'année suivante, son secrétaire général, Louis

¹⁶¹ La brochure avait été rédigée à l'initiative de Louis Jakmin, militant de la Fédération anarchiste communiste et de la CGT.

Lecoin, proposa, pour empêcher la mobilisation, que dix “camarades conscients” par régiment abattent chacun un officier, déclaration qui lui coûta une condamnation à cinq ans de prison ¹⁶². »

En Allemagne, dit Liebknecht, la social-démocratie n’a fait que peu de travail spécialisé en direction des conscrits.

« Nous ne connaissons rien de valable qui ait été publié dans ce sens, à part le *Manuel des conscrits* bien connu et le tract publié par l’exécutif du parti à l’été de 1906. Et ces deux publications ne traitent que de la position légale de ceux qui sont à l’armée ¹⁶³. »

Liebknecht se plaint du quiétisme et du fatalisme du parti : « La propagande antimilitariste en Allemagne doit être très rapidement et énergiquement améliorée », dit-il ¹⁶⁴.

En 1905 socialistes et syndicalistes français publièrent ensemble une affiche rouge qui appelait les soldats à ne pas tourner leurs armes contre le prolétariat mais contre leurs officiers. La révolte du 17^e régiment d’infanterie, qui refusa de tirer sur les grévistes en juin 1907, ne sera pas un fait dû au hasard ¹⁶⁵.

Dans *Militarisme et antimilitarisme*, Karl Liebknecht reconnaît que rien d’équivalent n’a été fait en Allemagne :

« Si nous examinons ce qui a été fait dans d’autres pays, nous avons une idée de ce qui reste à faire. Et si nous considérons le programme développé ci-dessus, nous reconnaitrons que le

¹⁶² François Roux, « Quand les anarchistes partirent en guerre, 1914 », Gavroche n° 149, 2007.

¹⁶³ Liebknecht, *op. cit.*

¹⁶⁴ *Ibid.*

¹⁶⁵ En 1907, la crise viticole catastrophique provoqua de grandes manifestations dans le sud de la France, à Béziers, Perpignan, Carcassonne, Nîmes, Montpellier. Le 20 juin à Narbonne, une section du 139^e régiment d’infanterie tire : il y a 5 morts et des centaines de blessés. Le 22 juin, de nouveaux rassemblements ont lieu lors de l’enterrement. Le 17^e régiment d’infanterie est envoyé à Béziers pour rétablir l’ordre. Les soldats sont pour la plupart originaires de la région et refusent de tirer. Ils mettent la crosse en l’air. Ils paieront très cher cet acte : le régiment ira rejoindre les bataillons disciplinaires d’Afrique du Nord et se retrouvera pendant la guerre systématiquement en première ligne pour les assauts les plus meurtriers.

parti, malgré tout ce qu'il a fait dans le domaine de l'antimilitarisme, a seulement commencé à remplir sa tâche. Il est, pour ainsi dire, à l'étape du jardin d'enfants pour ce qui concerne la propagande antimilitariste. »

En même temps que la CGT menait une action sur le territoire français, elle s'efforça d'organiser une coordination internationale. Alors même que des tensions apparurent en 1902 entre la France et l'Angleterre, des militants de la CGT se rendirent à Londres pour demander la solidarité des ouvriers anglais. En plein conflit franco-allemand sur le Maroc, des mineurs allemands vinrent en France à l'appel des syndicats pour secourir les emmurés de Courrières. En 1903, alors que les dockers hollandais sont en grève, la CGT organise la solidarité dans les ports de Bordeaux, Dunkerque, Le Havre et Marseille. Des caisses de grève internationales, comme celle des typographes, permirent de prolonger des conflits. Lorsqu'un projet de loi sur les retraites est envisagé en 1901, la CGT se déclare « hostile à tout projet qui ne serait pas applicable aux étrangers résidant en France ». En avril 1906 la CGT tint un meeting à Paris pour appeler les travailleurs étrangers à participer à la lutte pour les 8 heures, « considérant que les frontières n'existent que par la volonté de ceux qui ont intérêt à diviser les travailleurs pour les exploiter plus facilement ».

Dans la CGT française existait deux courants : le courant syndicaliste révolutionnaire et un courant réformiste mais lui aussi très soucieux de maintenir l'indépendance syndicale. Pour cette raison, l'organisation syndicale française se trouva mise à l'écart de la nouvelle Internationale et ne participa pas au congrès international qui se tint à Paris en 1900.

Cependant, la CGT ne restait pas inactive : sous son impulsion eurent lieu des conférences syndicales internationales qui devaient annoncer la constitution d'une internationale syndicale. Les 17 et 18 décembre 1900, à la Bourse du Travail de Paris, se tint un congrès international réunissant des délégués d'organisations ouvrières françaises, anglaises, italiennes, suédoises. Les délégués français proposent de créer un secrétariat international du travail, en vue d'amorcer une Internationale des Travailleurs. Une première conférence syndicale internationale se tint à Copenhague le 21 août 1901 : Legien, le président de la centrale syndicale allemande, chercha à restreindre le rôle des conférences internationales car, selon lui, pour soulever les questions générales il y avait les congrès socialistes internationaux – entendre : les congrès des partis socialistes,

point de vue totalement contraire à celui des syndicalistes révolutionnaires français.

Dès le début, des oppositions apparurent donc entre Français et Allemands. A la seconde conférence, qui se tint à Stuttgart en 1902, les syndicalistes des deux pays s'affrontèrent sur la question de la nature de l'organisation qui était en construction. La CGT entendait discuter de questions aussi bien pratiques que théoriques, tandis que les syndicats allemands refusaient d'adhérer à une Internationale qui, dans les faits, aurait concurrencé l'Internationale des partis socialistes. Le point de vue allemand finit par dominer : les réunions syndicales internationales ne seront pas des congrès mais de simples conférences entre secrétaires des centrales syndicales. Le siège de cette structure est fixé à Berlin. Elle n'a pour fonction que de servir de liaison entre les organisations syndicales des différents pays, de permettre l'échange d'informations et de publications, de préparer une statistique syndicale uniforme et de résoudre les questions de solidarité en cas de conflit du travail. Seuls deux délégués demandent que se tiennent des congrès ouvriers internationaux : Victor Griffuelhes pour la France et Van Erkel pour la Hollande.

A Dublin en 1903, ce fut Legien, un des dirigeants syndicalistes le plus à droite du mouvement ouvrier allemand, qui devint secrétaire international. Son mandat était d'empêcher à tout prix que l'Internationale syndicale n'empiète sur les prérogatives politiques de l'Internationale socialiste. Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, *se vit interdire de défendre le point de vue des syndicalistes français !!!* Significativement, le siège de l'organisation fut fixé à Berlin. Griffuelhes, qui était là en compagnie de Georges Yvetot, raconte :

« La conférence commença à deux heures et se termina à cinq heures. Elle dura trois heures, y compris le discours d'ouverture et le temps nécessaire aux traductions. C'était vraiment trop peu pour légitimer un voyage de plusieurs jours et fort coûteux !

« En nous rendant à la conférence à deux heures, nous n'avions pas espéré l'avoir terminée à cinq heures, de sorte que nous avions laissé à notre hôtel un rapport sur l'antimilitarisme et la grève générale. Ce rapport était imprimé en anglais, en allemand et en français. Notre intention était de le déposer à la fin de la conférence, en demandant l'inscription à l'ordre du jour de la conférence suivante des deux points qu'il soulevait. La mauvaise organisation de la Conférence de Dublin et

l'insuffisance du travail contrarièrent nos projets. Nous ne pûmes que le lendemain remettre nos rapports aux délégués que nous rencontrâmes. Si, à Dublin, il nous avait été possible de remplir notre mandat, peut-être le différend actuel n'eût-il pas pris le caractère qu'il revêt ¹⁶⁶ ! »

Sur le plan international, la CGT fut à l'origine de plusieurs tentatives d'action concertée. Elle demanda au Secrétariat international des centrales syndicales d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence d'Amsterdam, prévue en 1905, les trois questions de la journée de huit heures, de l'antimilitarisme et de la grève générale. Les délégations autrichienne, belge et néerlandaise, membres du Secrétariat soutinrent la proposition française, mais la majorité refusa. L'inscription de ces trois questions était la condition de la participation de la CGT :

« Nous n'avons pas la prétention de demander qu'on accepte les propositions que nous pouvons faire ; il suffit qu'on veuille nous entendre. Libre ensuite à chacun de donner aux idées émises et discutées, la suite jugée bonne. »

Mais précisément, les social-démocrates allemands ne voulaient même pas que ces questions soient discutées. Legien répondit qu'elles sortaient du cadre de la conférence. La CGT française refusa donc d'être représentée à la conférence d'Amsterdam, laquelle approuva la position de Legien et vota une résolution : « Sont exclues des discussions toutes les questions théoriques et toutes celles qui ont trait aux tendances et à la tactique du mouvement syndical dans les différents pays. » Ces questions relevaient des seuls partis politiques. La Hollande, la Belgique et l'Autriche votèrent contre la résolution.

Lors du congrès de la CGT tenu à Amiens en 1906, l'attitude des délégués français fut en revanche approuvée : le congrès vota à une très large majorité (815 contre 106) la suspension des cotisations au secrétariat international. Pour les syndicalistes français, la position de l'Internationale syndicale ôtait à l'Internationale sa véritable signification. Le congrès d'Amiens envisagea même d'entrer directement en relations avec les organisations syndicales en court-circuitant le secrétariat international. Le

¹⁶⁶ Victor Griffuelhes, *L'action syndicaliste*, Rivière, 1908 : les discussions à Amiens et Marseille et la Conférence Internationale de Dublin, *Le Mouvement socialiste*, 1^{er} septembre 1903. Cité par Edouard Dolléans, ch. II-1. Internationale politique ou internationale syndicale ? (1889-1900-1909), *Histoire du mouvement ouvrier*. Tome 2 : 1871-1936, Paris, A. Colin, 1948.

secrétaire des syndicats allemands, Legien, s'y refusa, et ce refus réitéré amena le bureau de la CGT à suspendre ses rapports avec le bureau international.

L'idée que des organisations membres puissent entrer en relation directement, sans passer par l'instance supérieure – en l'occurrence la direction de l'organisation – était une pratique établie dans les organisations dominées par le marxisme, où le principe du centralisme était fermement établi. Ces pratiques étaient communes à l'ensemble des courants de la social-démocratie, y compris plus tard les bolcheviks. Que la CGT, quant à elle ait pu envisager l'établissement de relations « horizontales » n'est pas surprenant puisque ses références, à cette époque, étaient plutôt libertaires et fondées sur le fédéralisme, qui inclut à la fois des relations verticales et des relations horizontales¹⁶⁷. C'était là, aux yeux des dirigeants social-démocrates allemands, une preuve de plus de l'« anarchisme » de la CGT.

La CGT était parfaitement consciente de son originalité au sein de l'Internationale syndicale. Pour les militants, le syndicalisme français avait

« devancé, par une marche si rapide, la plupart des mouvements syndicaux des autres pays, que ceux-ci ne peuvent ni le suivre ni le comprendre. D'où fatalement un antagonisme qui fait éclater encore plus l'opposition existant entre la classe ouvrière française organisée sur le type nouveau et les diverses classes ouvrières des autres nations groupées sur les types anciens »¹⁶⁸.

Le modèle syndical français était ainsi perçu comme quelque chose de *nouveau*, qui se trouvait *en avance* par rapport aux autres. Le différend avec le bureau syndical international était l'expression de cet écart.

Griffuelhes constate que « Le syndicalisme allemand, qui a le siège du Bureau syndical international, et, à sa suite, les autres pays, ont de l'action syndicale une conception qui, en toute logique, fait des organisations ouvrières les vassales des partis politiques ». La formulation de la phrase est intéressante : le syndicalisme *allemand* y est expressément désigné comme celui qui définit la ligne que doit suivre l'Internationale syndicale.

¹⁶⁷ Les Bourses du travail sont l'expression de l'organisation horizontale tandis que les fédérations d'industrie représentent l'organisation verticale. C'est la synthèse de ces deux structures qui constituent l'originalité du fédéralisme de la CGT, dont on voit à quel point il est inspiré des conceptions libertaires.

¹⁶⁸ Victor Griffuelhes, *L'Action syndicaliste*, Paris, M. Rivière, 1908. Cf. <http://monde-nouveau.net/spip.php?article525>

Griffuelhes précise : « Le syndicalisme français, au contraire, sans s'opposer aux partis, qu'il n'a pas à connaître, attache à l'action syndicale une prépondérance incontestable. » Le dirigeant français constate avec une certaine ironie : « la totalité des comités syndicaux centraux des autres pays refusant la discussion, alors que le seul pays possédant une mentalité différente la recherche ! »

« La France syndicale n'a jamais songé à contester aux partis politiques le droit de se réunir internationalement, mais elle affirme le droit pour la classe ouvrière d'avoir à son tour, et en pleine indépendance, des rapports internationaux. En affirmant ce droit, elle n'entend pas imposer aux organismes syndicaux des autres pays la participation à un Congrès syndical international ; elle n'entend pas non plus leur interdire la participation aux Congrès politiques. Elle dit, *imitant* l'Allemagne, qu'elle ne prendra pas part à des conférences dont l'utilité, après celles qui ont été tenues, apparaît fort contestable, et elle se refuse à reconnaître la légitimité d'une résolution allemande qui interdit à tout jamais des discussions appartenant essentiellement au domaine syndical, et qui proclame que seuls ont le droit de les aborder et de les résoudre des Congrès politiques auxquels la France syndicale ne veut pas participer.

« Et si l'on tient compte que la résolution allemande a été motivée, comme l'a dit un délégué, par l'attitude de la France syndicaliste, il en faut déduire qu'un des buts des conférences est de donner aux Congrès politiques le relief et l'autorité qui leur assureront la prépondérance sur les Congrès syndicaux et d'amener la France ouvrière au respect de leurs résolutions ¹⁶⁹. »

Les 15-16 septembre 1907 devait se tenir à Christiania (Oslo) la 5^e conférence internationale. Le comité confédéral de la CGT adressa aux représentations participantes une circulaire (28 août 1907), signée par Griffuelhes, expliquant les positions des syndicalistes français.

« La C.G.T. ne saurait, en effet, admettre, en dehors d'un refus formel opposé à la demande d'inscription d'une question ouvrière, qu'une Conférence limite par une résolution le champ d'activité des futures Conférences. Elle estime que poser une

¹⁶⁹ *Ibid.*

barrière à toute discussion, c'est rendre les conférences peu intéressantes, sinon inutiles ¹⁷⁰. »

La résolution d'Amsterdam fut cependant confirmée lors de la conférence de Christiania :

« La Conférence considère les questions de l'antimilitarisme et de la grève générale comme des objets qui ne relèvent pas de la compétence des fonctionnaires [*sic*] syndicaux, mais dont la solution incombe exclusivement à la représentation intégrale du prolétariat international, aux Congrès socialistes internationaux convoqués périodiquement – d'autant plus que les deux questions ont été résolues à Amsterdam et à Stuttgart, conformément aux circonstances ;

« La Conférence regrette que la Confédération n'ait pas voulu comprendre que l'attitude de la Conférence internationale des représentants des centrales nationales a été parfaitement correcte ; qu'elle ait prétexté de cette attitude pour rester étrangère à notre organisation internationale ;

« La Conférence prie instamment la classe ouvrière de France d'examiner ces questions susdites de concert avec l'organisation politique et ouvrière de son propre pays, et, par une adhésion aux congrès socialistes internationaux, de collaborer à la solution de ces questions, et, dans la suite, de s'affilier à l'organisation syndicale internationale, dans le but de résoudre les problèmes syndicaux ¹⁷¹. »

Cela équivaut dans les faits à dire que ces questions ne doivent pas être réglées par la classe ouvrière organisée, ce qu'exprime très clairement Griffuelhes lorsqu'il déclare que les syndicalistes français n'acceptent pas que les questions posées par la classe ouvrière soient « résolues par ces assemblées de médecins, d'avocats, de rentiers, de propriétaires, de commerçants, etc..., que sont les Congrès politiques internationaux ! » ¹⁷².

La conférence d'Oslo, en 1907, décida un compromis. Une résolution admettait l'indépendance des syndicats, mais soulignait en même temps la nécessité des relations entre partis et syndicats. A ce titre, la CGT, qui se voyait interdire d'aborder des questions de politique générale dans les congrès syndicaux, fut invitée à discuter de ces questions avec le parti

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ Cité par Griffuelhes, *op. cit.*

¹⁷² V. Griffuelhes, *L'action syndicaliste.*

socialiste en France, et dans les congrès socialistes internationaux : la CGT refusa et suspendit de nouveau ses relations avec le secrétariat international. Elle se trouvait complètement isolée sur le plan international.

Lorsque la crise entre la France et l'Allemagne éclata en 1905 sur la question du Maroc, les dirigeants syndicalistes français avaient tenté d'engager une action internationale contre le risque de guerre, et une délégation conduite par Griffuelhes s'était rendue à Berlin en janvier 1906 pour essayer de convaincre le Secrétariat international et les syndicats allemands de mettre sur pied des actions communes contre la guerre. Les syndicats allemands acceptèrent le principe mais posèrent comme condition, une fois de plus, que la CGT s'entende au préalable avec les socialistes français, ce qui, dans le contexte de l'époque en France, équivalait à imposer une condition inacceptable. Lors du congrès d'Amiens qui suivit peu après, Griffuelhes fit un rapport très désabusé.

A ce moment-là, la CGT, qui défendait l'idée que le syndicat est le seul « parti du travail », est complètement isolée au plan international à cause de ses positions sur l'indépendance syndicale, alors que la tendance quasi unanime de l'époque est la liaison pour ainsi dire organique entre syndicats et partis. Une réflexion de Griffuelhes exprime parfaitement le splendide isolement dans lequel se trouvait la CGT française et le sentiment qu'avaient ses dirigeants d'avoir raison contre tous :

« Je dis que nous sommes un peu isolés dans l'Internationale parce que nous la dépassons. Oui, nous sommes isolés ! parce que nous sommes seuls — différemment des camarades allemands, des camarades suédois et de nos camarades belges — qui jouissons déjà, et dans quelles conditions, des libertés politiques qu'il leur faut conquérir encore à eux-mêmes. Et c'est parce que nous savons ce que valent ces réformes, ce que valent ces droits politiques que nous ne voulons pas nous mettre dans une situation qui nous amènerait à subordonner notre action syndicale pour des fins d'ordre politique que, depuis longtemps, nous avons dépassées ! Ce n'est pas nous qui avons à rejoindre les autres, ce sont les autres qui doivent nous rejoindre. *Nous sommes en avant...* Nous constatons que notre isolement vient de *notre avance* sur nos camarades des autres pays¹⁷³. »

¹⁷³ Cité par Dolléans, *Histoire du mouvement ouvrier 1871-1936*. 3e partie, Ch. II. L'Internationale ouvrière et la guerre.

En 1908, le congrès de la CGT tenu à Marseille avait fait fort : il appelait les soldats à ne pas remplacer les ouvriers en cas de grève ; il rappelait le rôle de l'armée qui avait tiré sur les ouvriers à Narbonne, à Raon-L'Étape. A partir de 1909 cependant, la CGT traversa une grave crise ; le syndicalisme révolutionnaire entamait son déclin face à la montée des réformistes qui réclamaient à cor et à cri le retour vers le Secrétariat international. C'est alors que la Confédération réintégra les conférences syndicales internationales ; mais elle ne put jamais y aborder les questions politiques et sociales, ni les problèmes internationaux, même lorsque le danger de guerre devint évident. Ces choses-là relevaient de la seule compétence des partis politiques. La coupure entre la vision syndicaliste révolutionnaire et la vision social-démocrate était irrémédiable ¹⁷⁴.

Au congrès du Havre en 1912, le dernier avant la guerre, les positions de la CGT sont encore confirmées, à la fois sur l'indépendance syndicale et sur l'action « contre le militarisme, le patriotisme et la guerre ».

On comprend donc, comme le commente Pierre Besnard, que « cette thèse, déjà soumise aux autres Centrales Nationales au cours des conférences internationales, ne fut jamais acceptée par les Allemands qui refusèrent de reconnaître l'antipatriotisme et l'antimilitarisme comme des questions intéressant le syndicalisme. »

« Ceci prouve toute la différence qui existe entre le mouvement ouvrier français et tous les autres mouvements qui tous, à l'exception d'une partie des mouvements espagnol et italien, reposent sur la conception social-démocrate. C'est de cette incompréhension que découlera l'impuissance du mouvement syndicaliste de tous les pays belligérants en face de la guerre ¹⁷⁵. »

Le Bureau socialiste international (BSI) s'était réuni à Bruxelles le 28 octobre 1912, en pleine guerre balkanique et décida de convoquer un congrès extraordinaire, qui eut lieu à Bâle les 24 et 25 novembre 1912. Une

¹⁷⁴ Pendant que la social-démocratie allemande tergiversait sur la question de la guerre et s'efforçait de ne pas prendre clairement position, les ouvriers espagnols en cette même année 1909 s'insurgeaient contre la guerre coloniale au Maroc. Le lundi 26 juillet un comité composé d'anarchistes et de socialistes appela à la grève générale contre le rappel des réservistes. Le lendemain les ouvriers contrôlaient la ville de Barcelone : les convois militaires étaient bloqués, les trams renversés. Le jeudi 26, des combats de rue eurent lieu contre les forces gouvernementales qui se soldèrent par plus de 150 ouvriers tués.

¹⁷⁵ P. Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*.

motion finale est votée en faveur de l'unité du mouvement, mais ne dit rien concrètement, se contentant de charger le BSI d'une mission de surveillance et de documentation des événements à venir. Jaurès reconnaîtra qu'« il n'est pas possible de donner une réponse d'une certitude mécanique à cette question formidable » de savoir ce que les « travailleurs de tous pays » et leurs délégués feront en cas de guerre. Il est certain que si l'Internationale socialiste, dont c'est au fond la fonction de donner des consignes, ne sait pas quoi faire, il est peu probable que les « travailleurs de tous les pays » en sachent plus.

Mais Jaurès continue de penser que les dirigeants politiques et syndicaux allemands réagiront ; il enjoint le gouvernement français à adopter « une attitude résolument pacifique ». Il obtient que les troupes françaises soient reculées de huit kilomètres de la frontière ! Il vit littéralement dans un rêve qui contraste singulièrement avec l'absence d'illusion des dirigeants syndicalistes français. On apprend le 31 juillet que la mobilisation générale est décrétée en Allemagne. Les voies de chemin de fer et le télégraphe sont coupés par les Allemands, ainsi que les routes. Mais Jaurès restait optimiste en dépit de tout.

C'est donc sans avoir réussi à intéresser le mouvement syndical allemand au danger de la guerre que la CGT dut faire face à son déclenchement en août 1914. Les choix faits par certains de ses dirigeants, une fois la guerre déclarée, trouvent peut-être là leur explication. Mais il ne faut pas oublier que ce sont des minoritaires de la CGT comme Monatte et Merrheim, opposés à la poursuite de la guerre, qui proposèrent de réunir l'Internationale socialiste pour discuter d'une négociation entre belligérants : à la conférence de Zimmerwald, les seuls représentants français à cette conférence rassemblant des partis politiques furent des membres de la CGT.

« C'est sous les auspices du Comité pour la reprise des relations internationales auquel adhèrent : Merrheim, Bourderon, Chaverot, Sirolle, Souvarine, etc... – et, où, Trotsky, encore à Paris, joue un rôle prépondérant, que s'organise l'action contre la guerre ¹⁷⁶. »

¹⁷⁶ Pierre Besnard, « La CGT », *Encyclopédie anarchiste*. Le Comité pour la reprise des relations internationales s'est constitué à la fin de l'année 1915 dans la foulée de la conférence de Zimmerwald. Il avait pour objectif de renverser les majorités qui, dans les organisations ouvrières, étaient favorables à l'Union sacrée. L'opinion évolue également au sein du Parti socialiste, dans lequel une minorité s'oppose à l'Union sacrée. Cependant, les minoritaires du parti socialiste ne remettront pas en cause la nécessité de la défense nationale.

Comme en 1906, la CGT tenta en 1912 de susciter l'organisation, dans chaque pays, d'une manifestation simultanée contre la guerre. Les syndicats allemands et autrichiens se déroberent sous prétexte, encore une fois, qu'une telle manifestation, de caractère politique, était du ressort des partis et non des syndicats : argument qu'ils utilisèrent régulièrement pour éviter tout débat de fond et tout engagement réel sur ces questions.

Incontestablement, les obstacles rencontrés ne purent que renforcer la CGT dans l'idée que rien ne pouvait venir des partis socialistes et surtout du Parti social-démocrate allemand. Ce fait est confirmé par Pierre Monatte dans son article sur « La Fondation de la vie ouvrière », paru en octobre-décembre 1959 dans *La Révolution prolétarienne*. Il évoque l'impression rapportée d'Allemagne par Charles Andler en 1911, au moment de la crise marocaine :

« Andler avait été frappé de la rareté des manifestations pour la paix et des sympathies nombreuses que des socialistes affichaient pour le “coup d'Agadir”. Il n'allait pas jusqu'à penser que le gouvernement allemand cherchait la guerre, mais il lui attribuait un certain penchant au chantage, goût du chantage partagé par une fraction importante du socialisme allemand. Il faut bien dire que cet état d'esprit répandu dans les hautes couches du mouvement syndical allemand est pour beaucoup dans le déraillement d'un certain nombre de syndicalistes français au début de la guerre 1914-1918, précisément parmi ceux qui avaient entretenu des relations avec les organisations syndicales allemandes. Je pense en particulier à Griffuelhes ulcéré par chacune des délégations faites à Berlin lors des tensions entre les deux pays ¹⁷⁷. »

Monatte donne aussitôt un autre exemple, celui de Charles Delzant ¹⁷⁸ : « Les contacts difficiles avec les bureaucrates syndicaux allemands devaient l'amener à dire “La parole est au canon” tout au début de la guerre. » Monatte parlera également des « refus insolents que la CGT avait reçus des chefs des syndicats allemands depuis 1905 ». Ces remarques interdisent

¹⁷⁷ <http://monde-nouveau.net/spip.php?article468>

¹⁷⁸ Charles Delzant (1874-1943) était un des leaders de l'anarcho-syndicalisme dans le département du Nord. Il était également, depuis sa fondation en 1902, secrétaire général de la fédération nationale des Verriers à partir de 1912. Mobilisé en 1914, il se rallia à la politique d'union sacrée.

d'écarter l'hypothèse suivante : la résignation de nombreux militants envers la guerre pourrait être la conséquence des refus systématiques des dirigeants social-démocrates et syndicaux allemands de discuter avec la CGT d'une action commune contre la guerre.

Le mouvement ouvrier international face à la guerre

Fonder sur les prises de position de quinze anarchistes en 1916 une analyse globale de la « trahison » de l'anarchisme *en général* est quelque peu caricatural, presque aussi caricatural que si les anarchistes mettaient sur le dos du *marxisme* la trahison de la social-démocratie. Bien qu'il y aurait quelque fondement à argumenter sur ce point, nous n'avons pas connaissance que les libertaires aient jamais eu recours à un tel coup bas. On peut ainsi lire sur le site d'un groupe conseilliste un texte dont un intertitre évoque « La trahison de l'internationalisme par la social-démocratie et l'anarchisme en 1914 » et où on apprend que « les principales composantes du mouvement anarchiste se muent en va-t'en-guerre pour le profit de l'État bourgeois. Kropotkine, Tcherkesoff et Jean Grave se font les défenseurs les plus acharnés de la France ¹⁷⁹. » Une telle affirmation évacue donc l'appel de « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » et les positions de Malatesta et des autres signataires de cet appel internationaliste. Une telle attitude invalide complètement l'argumentation de ce groupe conseilliste, qui ne peut tout simplement pas être prise au sérieux.

Sans doute frappe-t-on d'autant plus fort sur les signataires du « Manifeste des Seize » qu'il faut occulter le constat que « L'Internationale Anarchiste et la Guerre » fut publié *huit mois avant la conférence de Zimmerwald* qui marque, dans la mythologie communiste, le « top départ » de la réaction contre la guerre. Ceci explique cela.

La conférence de Zimmerwald en 1915 ne regroupe qu'une infime poignée de militants et c'est tout de même une vantardise que de dire qu'elle a « sauvé l'honneur » de l'Internationalisme ; ou alors on serait justifié de dire que l'appel anarchiste internationaliste du 12 février 1915 a « sauvé l'honneur de l'internationalisme » *avant* l'appel de Zimmerwald, ce qui est absurde.

Il est d'ailleurs significatif que parmi la trentaine de participants, les deux Français étaient des syndicalistes révolutionnaires de la CGT. Il est significatif également que dans le mouvement ouvrier international, une vigoureuse opposition à la guerre s'est manifestée partout où le mouvement anarchiste, anarcho-syndicaliste, syndicaliste révolutionnaire avait une

¹⁷⁹ Souligné par nous.

http://fr.internationalism.org/icconline/2009/les_anarchistes_et_la_guerre_1.html.

réelle implantation : Argentine, Espagne, Italie, États-Unis, Japon. Notons que, en dehors des pays slaves – Serbie et Russie, où les social-démocrates n’ont pas voté les crédits de guerre – les réactions ont été tout à fait minimales dans le courant marxiste, et essentiellement verbales.

Le sort des IWW aux États-Unis illustre le propos de Maurice Laisant lorsqu’il dit que la guerre a pour fonction de détruire le mouvement ouvrier organisé. Juste avant l’entrée en guerre des États-Unis, le quotidien des IWW, *Industrial Worker*, écrivait : « Capitalistes d’Amérique, nous nous battons contre vous, pas pour vous ! Il n’existe aucune force au monde qui puisse forcer la classe ouvrière à se battre si elle ne le veut pas. »

L’organisation avait été l’objet d’une répression méthodique des autorités américaines et du patronat. L’entrée en guerre des États-Unis, en avril 1917, allait évidemment décupler la répression. C’est la raison pour laquelle Bill Haywood, secrétaire général des IWW, préconisa que l’organisation adopte un profil bas. Celle-ci cessa toute activité ostensible contre la guerre. Cette attitude ne faisait pas l’unanimité : Frank Little soutenait la poursuite de la propagande contre la guerre. Un compromis fut trouvé sous la forme d’une déclaration qui condamnait la guerre, mais les adhérents étaient invités à s’enregistrer pour la conscription en faisant une demande d’exemption sur laquelle ils inscrivirent : « IWW, opposé à la guerre ». Cela n’empêcha aucunement les autorités, le patronat et la presse de se déchaîner contre les IWW. Frank Little fut lynché en août 1917.

La guerre fournit au gouvernement le prétexte pour briser définitivement les IWW. En septembre 1917 quarante-huit locaux à travers tout le pays furent investis et saccagés par des agents du département de la Justice ; 165 dirigeants des IWW furent arrêtés pour conspiration tendant à entraver la conscription et encouragement à la désertion. Cent un furent jugés en 1918, tous furent reconnus coupables et se virent infliger des peines allant jusqu’à vingt ans. Cela continua après la guerre : le 11 novembre 1919, des gardiens de prison livrèrent Wesley Everest, membre des IWW et ancien combattant, à la foule qui lui cassa les dents avec une crosse de fusil, le castra et le lyncha en trois endroits différents de la ville et enfin cribla son corps de balles. Il fut enterré dans une tombe anonyme et le médecin légiste le déclara suicidé. La répression n’en resta pas là. Au milieu des années 20, les IWW avaient cessé d’être une force et une organisation de masse. La bourgeoisie et l’État avaient gagné.

Comment ne pas penser, par contraste, à l’attitude de Jean Grave, un des signataires du « Manifeste des Seize », se réjouissant dans le numéro 358 de

La Bataille syndicaliste de l'éventualité que la « colère populaire » se retourne contre ceux qui auraient refusé de se laisser mobiliser ?

En Espagne, la CNT dénonça immédiatement la trahison des organisations ouvrières qui ont « sacrifié leurs idéaux sur l'autel de leurs patries respectives, en niant le caractère fondamentalement international du problème social »¹⁸⁰. Des mouvements d'opposition vigoureux à la guerre eurent lieu au Japon, aux États-Unis, en Bulgarie, en Hongrie, au Mexique : aucun d'entre eux n'est issu d'un courant marxiste, sauf en Russie où anarchistes et bolcheviks furent d'accord au moins sur ce point.

En Argentine apparut dans la bourgeoisie un fort courant qui souhaitait l'entrée en guerre du pays. En novembre 1914 un manifeste signé par des syndicats et des groupes anarchistes dénonce la guerre et clame la nécessité d'une paix qui « ne pourra être garantie que par la révolution sociale ».

Le 30 septembre 1917, une grève générale révolutionnaire éclata grâce à l'initiative de la Fédération des syndicats anarchistes, la FORA, pour empêcher le pays de rejoindre l'Allemagne dans la guerre. Les syndicats socialistes, dont l'influence était minime, refusèrent de participer au mouvement.

« Ce qui avait cependant fait pencher la balance en faveur de la paix, écrivait *la Feuille*¹⁸¹ du 3 octobre 1917, c'était l'attitude décidée du prolétariat dont les grèves multipliées et s'étendant sans cesse, avaient fini par intimider les manifestations de bourgeois et d'intellectuels, organisés dans la capitale. "C'est là une démonstration éclatante de ce qu'auraient pu les peuples de l'univers, le 1^{er} août 1914, si au lieu de se laisser prendre aux communiqués officiels et aux excitations de la presse, ils avaient spontanément décrété cette grève générale, en réponse aux décrets de mobilisation. La guerre eût été évitée.

« "Voilà trois ans qu'on le disait, mais en ajoutant que l'expérience avait démontré que pareille attitude était impossible, utopique. Les ouvriers et les cheminots argentins ont démontré, eux, que la chose était faisable (...) »¹⁸² »

¹⁸⁰ Anselmo Lorenzo, *l'Almanach annuel de Tierra y Libertad*, janvier 1915.

¹⁸¹ Journal antimilitariste qui parut à Genève vers la fin de la guerre.

¹⁸² « Efficacité de l'action directe », de l'anarcho-pacifiste hollandais Barthélemy de Ligt, publié dans la revue anationale *la Patrie humaine* du 12 janvier 1934. Cf. : <http://anarchismenonviolence2.org/spip.php?article60>

Ainsi, mettre sur le même pied la « trahison » de quinze anarchistes français en 1916 et celle de la social-démocratie internationale en général est caricatural.

Soulignons qu'en France – et la situation ne devait pas être différente dans les autres pays directement impliqués par la guerre – la grande majorité des militants opposés à la guerre y sont tout de même allés, lorsqu'ils furent incorporés. Au crédit de Monatte, on peut dire que sa démission du Conseil confédéral de la CGT pour protester contre son soutien à la guerre lui a valu de perdre la « protection » contre la mobilisation. Mais on peut supposer que la médaille qu'il a gagnée pour fait de guerre n'a pas été obtenue pour avoir tenté de transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire¹⁸³. Curieusement, on ne parle jamais de libertaires comme Gaston Leval qui ont *déserté*, et qui l'ont payé toute leur vie par l'exil, l'insécurité et la gêne pécuniaire.

¹⁸³ Voir note 97, Notice biographique de Monatte par Colette Chambelland.

Table des matières

BAKOUNINE, Lettre à un Français, 27 août 1870.....	1
Débats sur la guerre au sein de la Première internationale...2	
Allemagne : Une gauche expansionniste ?.....	6
L'internationalisme prolétarien : un schéma théorique.....	10
Un texte peu connu de Kropotkine : « La Guerre » (1912).13	
« L'Internationale Anarchiste et la Guerre ».....	21
Le « Manifeste des Seize ».....	22
Maurice Laisant et Hem Day.....	27
Malatesta.....	30
Les signataires du « Manifeste des Seize » s'expliquent....	33
Juillet 1893 : le congrès national des chambres syndicales & groupes corporatifs ouvriers	37
La CGT et la guerre.....	39
La II ^e Internationale et la guerre.....	42
L'impôt de guerre extraordinaire.....	47
L'obstination des social-démocrates allemands à refuser de parler de la guerre.....	50
Manipulation sur le vote des crédits de guerre en Allemagne	54
« Il y eut la censure. Nous ne pouvions rien faire, rien dire. »	56
Lénine et l'internationalisme proclamatif.....	60
La foi quelque peu candide des socialistes français.....	63

La CGT, l'Internationale et la guerre.....	66
Le mouvement ouvrier international face à la guerre.....	73

